

N° 5881A¹¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**portant introduction d'un Code de la consommation**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE, DU COMMERCE
EXTERIEUR ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE**

(31.3.2011)

La Commission se compose de: M. Alex BODRY, Président-Rapporteur; Mme Diane ADEHM, MM. André BAULER, Félix EISCHEN, Claude HAAGEN, Jacques-Yves HENCKES, Henri KOX, Marc LIES et Claude MEISCH, Mme Lydia MUTSCH, MM. Marc SPAUTZ et Robert WEBER, Membres.

*

1) ANTECEDENTS

Le 20 mai 2008, le projet de loi 5881 portant introduction d'un Code de la consommation a été déposé à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur. Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs ainsi qu'un commentaire des articles.

Lors de sa réunion du 3 juillet 2008, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports a procédé à un premier examen du projet de loi 5881 et a désigné son Président, Monsieur Alex Bodry, comme rapporteur de ce projet de loi.

Le 9 octobre 2008, cette même commission a décidé de scinder en deux le projet de loi 5881, à savoir en un projet de loi 5881A portant introduction d'un Code de la consommation et en un projet de loi 5881B relative aux pratiques commerciales déloyales, transposant la Directive 2005/29/CE du 11 mai 2005. Cette décision s'imposait face au risque d'une condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne pour non-transposition de ladite directive dans le délai prévu.

Les chambres professionnelles ont rendu leurs avis comme suit:

- la Chambre des Employés privés le 1er juillet 2008;
- la Chambre des Métiers le 29 août 2008;
- la Chambre de Travail le 19 septembre 2008;
- la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics le 24 octobre 2008;
- la Chambre de Commerce le 27 janvier 2009.

En date du 17 juillet 2008, l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs a également introduit un avis.

Le 2 juin 2009, le Conseil d'Etat a publié son avis sur le projet de loi 5881A.

Suite aux élections législatives du 7 juin 2009, le projet de loi 5881A a été renvoyé à la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire.

Le 19 novembre 2009, la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire a confirmé comme rapporteur du projet de loi son Président, Monsieur Alex Bodry. Lors de cette même réunion, la commission parlementaire a entamé l'examen de l'avis du Conseil d'Etat, examen qui a été finalisé au fruit de deux réunions supplémentaires, les 7 et 21 janvier 2010.

Afin de nourrir sa réflexion sur certains points plus spécifiques, la commission a eu des échanges de vues, le 14 janvier 2010, avec une délégation de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs et avec une délégation jointe de la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers.

Le 22 avril 2010, la commission a examiné la proposition gouvernementale de réformer le régime répressif prévu par le futur Code de la consommation en y remplaçant les sanctions pénales par des sanctions administratives.

Le 7 mai 2010, Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a saisi la Chambre des Députés et le Conseil d'Etat d'une série d'amendements gouvernementaux visant notamment à transposer les deux directives du Parlement européen et du Conseil 2008/48/CE du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs et 2008/122/CE du 14 janvier 2009, dite „timeshare“.

Ces amendements gouvernementaux ont été examinés par la commission le 12 mai 2010.

Le 5 mai 2010, l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs a émis un avis complémentaire.

L'avis complémentaire de la Chambre des Métiers date du 7 mai 2010, celui de la Chambre de Commerce du 28 juillet 2010.

Le 28 mai 2010, des amendements parlementaires ont été soumis pour avis au Conseil d'Etat.

Lors d'une réunion jointe avec la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances, la commission a examiné, le 17 juin 2010, du point de vue du surendettement le chapitre du futur Code traitant des contrats de crédit à la consommation.

Dans son avis complémentaire du 6 juillet 2010, le Conseil d'Etat se limite à aviser la version amendée de l'article 212-5 du projet de loi 5881A qui vise à redresser une transposition non conforme de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation par le législateur luxembourgeois. Le projet de loi 5881C modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité a résulté de cet avis complémentaire examiné par la commission parlementaire le 7 juillet 2010.

Le 15 février 2011, le Conseil d'Etat a rendu son deuxième avis complémentaire qui a été examiné par la commission le 17 février et le 3 mars 2011.

Le 14 mars 2011, une deuxième série d'amendements parlementaires a été soumise pour avis complémentaire au Conseil d'Etat.

Le 22 mars 2011, le Conseil d'Etat a rendu son troisième avis complémentaire, avis examiné le 24 mars 2011 par la commission parlementaire.

Le présent rapport a été adopté majoritairement par la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire le 31 mars 2011.

*

2) OBJET DU PROJET DE LOI

L'idée de regrouper les nombreux textes législatifs concernant le consommateur au sein d'un Code de la consommation existe déjà depuis un certain temps. En 2002, le Conseil d'Etat invitait le Gouvernement dans son avis relatif au projet de loi relatif aux actions en cessation d'examiner l'opportunité de rédiger un tel code en raison du volume et de la diversité des textes légaux concernant le consommateur.

Partageant le bien-fondé de l'analyse de la Haute Corporation, le Gouvernement s'est mis d'accord d'élaborer un tel Code de la consommation. Le programme gouvernemental de 2004 stipule que: „Le Gouvernement procédera à l'élaboration d'un Code des consommateurs. Ce Code réunira les différents textes légaux actuellement éparpillés et permettra partant d'atteindre une meilleure cohérence ainsi qu'une meilleure transparence et lisibilité.“.

Bref historique du droit de la consommation au Luxembourg

Avec l'adoption de la première loi relative à la protection juridique du consommateur en 1983, le Luxembourg s'est inscrit parmi les pionniers du droit de la consommation en Europe. Hormis cette loi très novatrice en son temps, le législateur luxembourgeois a toujours suivi de près le mouvement

communautaire. La protection du consommateur au Luxembourg s'est construite à partir des transpositions des directives communautaires qui se sont succédées à la suite de la publication du premier programme communautaire pour une politique de protection et d'information des consommateurs en 1975. Les différents textes législatifs visaient essentiellement la protection des intérêts économiques et juridiques du consommateur dans ses relations avec un professionnel.

Une étape importante en matière de droit de la consommation a été franchie par l'adoption du règlement (CE) 2006/2004 du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs. Il ne s'agit pas d'une nouvelle règle de fond, mais de la mise en place dans les Etats membres d'autorités publiques qui permettent par leur travail en réseau de surveiller l'application des dispositions protectrices des intérêts collectifs des consommateurs et de mettre fin à des infractions intracommunautaires. Tandis que ce régime de contrôle administratif fonctionne déjà depuis de nombreuses années dans plusieurs pays comme la France ou la Belgique, il s'agit d'un changement radical pour le Luxembourg qui ne connaît en matière de consommation que le contrôle exercé par les juridictions.

La loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs qui met le droit luxembourgeois en conformité avec le règlement communautaire vient de renforcer les moyens de contrôle de l'application de la législation en accordant aux autorités publiques le pouvoir d'entamer des actions en cessation devant les tribunaux ordinaires afin de faire interdire des pratiques, nationales ou transfrontalières, contraires au droit de la consommation.

Par ailleurs, la loi du 23 avril 2008 prévoit les sanctions applicables en cas de non-respect des dispositions du règlement (CE) 261/2004 du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol.

A noter encore que le législateur européen est en train d'analyser la proposition de directive relative aux droits des consommateurs COM(2008)614. Cette proposition de directive entend regrouper quatre directives en un seul texte, à savoir la directive 93/13/CE relative aux clauses abusives, la directive 99/44/CE relative à la vente et aux garanties, la directive 97/7/CE relative aux contrats à distance et la directive 85/577/CE relative aux contrats négociés hors des établissements commerciaux. La proposition de directive poursuit deux objectifs majeurs, à savoir renforcer la confiance des consommateurs dans le marché intérieur et réduire les réticences des entreprises vis-à-vis des échanges transfrontaliers.

Le Code de la consommation: objectif, méthode, structuration, champ d'application

Le Code de la consommation permet de consolider la législation en matière de protection des consommateurs. L'objectif de la codification est de garantir l'accessibilité et l'intelligibilité du droit de la consommation afin d'améliorer sa connaissance auprès du grand public. Par ailleurs, une telle codification permet une meilleure application du droit de la consommation du fait d'un recours plus soutenu par les praticiens et les associations qui œuvrent dans l'intérêt de la protection des consommateurs.

Hormis la transposition de trois directives européennes¹, aucun autre texte nouveau ne viendra s'ajouter au droit existant. Il s'agit d'une codification à droit constant, c'est-à-dire sans que de nouveaux droits et devoirs aient été introduits.

Toutefois, il convient de noter qu'à certains endroits où des erreurs ou imprécisions manifestes existaient, les redressements nécessaires ont été effectués. Les auteurs du projet de loi ont procédé de même aux révisions qui s'imposent en vue de rendre le droit des consommateurs plus lisible, plus cohérent et de le structurer, dans l'intérêt tant des consommateurs que des professionnels du droit.

Le projet de loi comporte deux parties, l'une constituant le corps du texte de loi regroupant notamment les dispositions modificatives et abrogatoires, l'autre comprenant le véritable Code sous forme

¹ Rappelons qu'initialement le projet de loi visait à transposer la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales. La scission du projet de loi initial a permis la transposition de la directive via un projet de loi séparé (5881B). La loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales sera abrogée avec l'entrée en vigueur du Code de la consommation, qui reprend les dispositions en question en son livre 1. Les deux autres directives qui seront transposées sont les directives 2008/122/CE et 2008/48/CE (voir articles 5 et 6 de la loi en projet).

d'annexe à la loi. Le Code de la consommation englobe toute la réglementation concernant la protection juridique et économique du consommateur. Les dispositions régissant d'autres aspects, comme celui de la santé, de l'alimentation et de la sécurité générale des produits ont été écartées. Ces matières relèvent d'une toute autre méthodologie, plus spécialisée et technique.

Le Code de la consommation se subdivise en quatre parties:

- a. Les **dispositions préliminaires** regroupent les définitions de portée générale.
- b. Le **premier livre** reprend toutes les dispositions portant sur l'information destinée au consommateur. Elles comprennent dans un *premier titre* le principe même de l'obligation générale d'information du consommateur ainsi que les règles existantes en matière d'indication des prix. Le *titre 2* reprend le texte de la loi portant transposition de la directive relative aux pratiques commerciales déloyales.
- c. Le **deuxième livre** regroupe toutes les dispositions de fond existantes relatives au droit des contrats conclus avec les consommateurs.

Un *premier titre* se propose de regrouper les dispositions générales applicables à tous les contrats conclus avec les consommateurs. Elles portent en priorité sur les clauses abusives, le caractère impératif des dispositions ainsi que sur la garantie de conformité.

Le *titre 2* relatif aux contrats particuliers constitue le plus grand effort de structuration des règles éparpillées. Le premier chapitre concerne les dispositions communes en matière d'informations précontractuelles et de durée du droit de rétractation. Le chapitre 2 s'efforce de synthétiser les droits des consommateurs dont ils peuvent toujours jouir en cas de contrat à distance sans qu'une différence entre les techniques de communication utilisées soit faite (neutralité technologique). Le chapitre 3 du projet de loi initial reprend les dispositions relatives au „timeshare“. Ces dispositions sont intégralement remplacées² par les dispositions transposant la directive 2008/122/CE relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange.

De même, les dispositions du chapitre 4 où se retrouvent les règles applicables aux contrats de crédit conclus avec un consommateur sont remplacées³ par les dispositions de transposition de la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs. Enfin, le chapitre 5 correspond à la loi actuelle en matière de voyages à forfait.

- d. Le **troisième livre** regroupe l'ensemble des règles de procédures spécialement applicables au droit de la consommation.

Au *titre 1*, et plus particulièrement au chapitre 1, est intégrée dans le Code la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs qui permettra notamment aux autorités compétentes d'intenter des actions en cessation. Au chapitre 2 se retrouve la partie relative au Conseil de la consommation tandis que le chapitre 3 reprend la procédure d'agrément d'une organisation habilitée à intenter des actions en cessation en vue de protéger les intérêts collectifs des consommateurs.

Enfin, les actions en cessation telles que modifiées à la suite de la loi du 23 avril 2008 clôturent au *titre 2* le texte du Code de la consommation.

Amendements gouvernementaux transposant deux directives européennes

En date du 7 mai 2010, le Gouvernement a saisi la commission parlementaire d'une série d'amendements transposant la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs et la directive 2008/122/CE (directive „timeshare“) relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange.

² Amendements gouvernementaux du 7 mai 2010.

³ Idem

La directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs

Le crédit à la consommation fut un des premiers domaines de la protection des consommateurs à être réglementé au niveau communautaire. La première directive en la matière date de 1986 et a été modifiée à deux reprises en 1990 et 1998.

La directive 2008/48/CE comprend un certain nombre de règles qui n'existaient pas encore dans le texte de 1986, ce qui fait que la nouvelle réglementation introduite par le présent projet comprendra des volets non encore couverts jusqu'ici ou des éléments renforcés par rapport à la loi actuelle. Les principales nouveautés sont les suivantes:

- les informations précontractuelles sont détaillées et différenciées selon le type de crédit à la consommation, et présentées dorénavant sous forme d'une fiche standardisée. Dans la même lignée, un encadrement des explications à fournir au stade précontractuel est nouvellement prévu. Le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, doivent apporter des clarifications sur les différents produits en lice jusqu'à ce que le consommateur soit en mesure de porter un jugement éclairé sur les offres;
- les obligations imposées tant au prêteur qu'au consommateur visant à assurer que la solvabilité du consommateur puisse être évaluée sont renforcées: les établissements de crédit sont tenus, avant de conclure le contrat de crédit, d'évaluer la solvabilité du consommateur à partir d'un nombre suffisant d'informations. Le consommateur doit communiquer au professionnel les engagements financiers en cours et les revenus courants;
- le droit de rétractation offert au consommateur est généralisé et allongé à quatorze jours;
- les conditions de remboursement anticipé du crédit pour le consommateur avec une indemnité pour le prêteur sont davantage détaillées;
- les intermédiaires de crédit sont également soumis à un certain nombre d'obligations vis-à-vis des consommateurs.

Enfin, le Gouvernement entend introduire, à l'instar des législations belge et française, des dispositions spécifiques à la publicité en matière de crédit à la consommation. L'objectif est de pouvoir combattre les publicités fallacieuses, notamment celles originaires des pays limitrophes qui inondent le marché luxembourgeois. Ces offres trouvent souvent un accueil favorable auprès des consommateurs en situation de risque pour lesquels la souscription de ce genre de crédit, en règle générale, s'avère très coûteuse et rigide, et accélère le glissement vers une situation de surendettement.

La directive 2008/122/CE relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange

Le marché du „timeshare“ s'est développé d'une manière très dynamique ces dernières années. C'est pourquoi le législateur européen a décidé en 2008 de réviser la directive 94/47/CE en matière d'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers afin de répondre à l'apparition de nouveaux produits qui ne sont pas couverts par la réglementation existante en matière de „timeshare“.

La directive 2008/122/CE étend le champ d'application des règles aux contrats de courte durée (plus d'un an), aux biens mobiliers (par exemple hébergements en caravane ou en bateau de croisière ou en péniche), aux contrats de produits de vacances à long terme et aux contrats de revente et d'échange.

D'autre part, il s'est avéré que la définition restrictive portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel des biens immobiliers est systématiquement contournée par des professionnels peu scrupuleux qui adaptent leurs contrats de manière à pouvoir les soustraire aux règles en vigueur.

La nouvelle réglementation est plus protectrice des droits de consommateurs, notamment en ce qui concerne le droit de rétractation (prolongation du délai de rétractation à quatorze jours), l'interdiction de paiement d'avances (clarification et extension à d'autres formes d'engagements financiers comme la constitution de garantie) et les informations précontractuelles (le professionnel doit délivrer une information précontractuelle détaillée).

A noter encore que la directive 2008/122/CE est une directive maximale pour laquelle les Etats membres ne peuvent pas prévoir une protection du consommateur plus élevée dans leur législation nationale.

*

3) AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES ET DE L'UNION LUXEMBOURGEOISE DES CONSOMMATEURS

3.1) Avis de la Chambre de Travail

Dans son avis du 19 septembre 2008, la Chambre de Travail accueille favorablement l'initiative du Gouvernement d'opérer une clarification de l'arsenal juridique en matière de droit luxembourgeois de la consommation. Elle soulève toutefois la nécessité de parfaire le travail de codification dans une seconde phase par un examen détaillé et explicite de la compatibilité des différentes normes juridiques entre elles.

3.2) Avis de la Chambre des Métiers

Tout en approuvant la codification du droit de la consommation, la Chambre des Métiers se demande dans son avis du 29 août 2008 si cet objectif poursuivi par les auteurs du projet de loi sera effectivement atteint, étant donné que le Code de la consommation ne reprend pas toutes les réglementations relatives au droit de la consommation.

La Chambre des Métiers se prononce contre la réintroduction de l'obligation d'une visibilité des prix tant de l'extérieur que de l'intérieur pour les services offerts dans les locaux accessibles au consommateur. Elle considère que cette double obligation est largement exagérée.

Par ailleurs, la Chambre des Métiers approuve la réintroduction de l'amende transactionnelle permettant au ministre de transiger sur l'amende toutes les fois que l'infraction ou la tentative d'infraction sont accompagnées de circonstances atténuantes et qu'il juge que le paiement d'une somme égale ou inférieure à 1.250 euros constitue une sanction suffisante. Néanmoins, elle demande à ce que l'amende ne soit pas fixée de manière systématique à 1.250 euros, mais que le ministre puisse adapter l'amende infligée aux infractions commises.

Dans son avis complémentaire du 7 mai 2010 au sujet du projet d'amendement gouvernemental qui transpose notamment la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs, la Chambre des Métiers fait savoir qu'elle souscrit à l'objectif poursuivi consistant à donner au consommateur la possibilité de faire son choix en bonne connaissance de cause. Toutefois, elle estime que la directive introduit un formalisme excessif, notamment pour les intermédiaires de crédit.

3.3) Avis de la Chambre de Commerce

Dans son avis du 27 janvier 2009, la Chambre de Commerce salue la codification du droit de la consommation luxembourgeois, qui, grâce à la réunification de règles dans le cadre d'un outil de référence unique et structuré, servira de guide à l'avenir tant aux entreprises qu'aux consommateurs.

Selon la Chambre de Commerce, le Code de la consommation menace l'équilibre des relations contractuelles entre consommateurs et professionnels et laisse entrevoir une mise en cause plus systématique de la responsabilité des professionnels. Elle est d'avis qu'une législation trop protectrice du consommateur risque de placer les entreprises en dehors de la compétitivité.

Néanmoins, la Chambre de Commerce approuve la fusion des lois sur la vente à distance et sur le commerce électronique qui améliore de manière sensible la lisibilité et la compréhension du cadre juridique existant, jusqu'alors fragmenté. Elle déplore cependant que l'ajout d'informations précontractuelles à charge du professionnel par rapport aux exigences communautaires ainsi que l'option retenue par les auteurs concernant les règles relatives à l'exécution de la commande en cas de défaut de livraison du professionnel, aboutissent en matière de résolution du contrat et de charge de la preuve, à privilégier systématiquement le consommateur au détriment du professionnel, créant ainsi une charge administrative de plus en plus pesante pour ce dernier.

Quant au périmètre du futur Code de la consommation, la Chambre de Commerce déplore que le futur Code demeure malgré tout dans sa rédaction actuelle un outil incomplet. Dans ce contexte, la Chambre de Commerce estime que l'exclusion du champ d'application du futur Code de la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits ainsi que de la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux obéit à une logique peu compréhensible.

Dans son avis complémentaire du 28 juillet 2010 relatif aux amendements gouvernementaux, la Chambre de Commerce estime que la transposition de la directive concernant les contrats de crédit aux consommateurs impliquera d'importants changements pour les établissements financiers tant au niveau de leurs conditions générales ou particulières, qu'au niveau de leurs systèmes informatiques. La Chambre de Commerce demande dans ce contexte soit de prévoir une période transitoire afin d'autoriser la mise en place des modifications requises, soit d'introduire un moratoire temporaire sur les sanctions applicables.

Par ailleurs, elle estime que les exigences concernant les informations à divulguer au consommateur dans les publicités en matière de crédit à la consommation ne sont pas compatibles avec la publicité à la radio et à la télévision, qui, en pratique, se prête difficilement à une communication orale.

La Chambre de Commerce soutient en revanche, sans restriction, les interdictions visant certaines publicités agressives en matière de crédit à la consommation qui contribueront à responsabiliser davantage le consommateur, à lutter contre le surendettement et, de manière plus générale, contre la concurrence déloyale.

3.4) Avis de la Chambre des Employés privés

Dans son avis du 1er juillet 2008, la Chambre des Employés privés fait savoir qu'elle adhère pleinement à la démarche de centraliser dans un instrument juridique unique les principales normes du droit luxembourgeois de la consommation. Elle est d'avis que le nouveau Code de la consommation facilite la lecture du droit de la consommation luxembourgeois par sa présentation volontairement simple et didactique.

3.5) Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

Dans son avis du 24 octobre 2008, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics qualifie le projet de loi comme une vaste et complexe entreprise visant à apporter plus de cohérence et de logique dans l'ensemble des règles actuellement en vigueur qui protègent le consommateur dans ses intérêts juridiques et économiques. Elle regrette qu'il n'ait pas été profité de l'occasion pour introduire en même temps des améliorations substantielles de nature à protéger encore mieux les consommateurs.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics remarque que même si le consommateur, en cas de recours, peut s'adresser au juge de paix sans être obligé de se faire représenter par un avocat, d'autres pays européens ont institutionnalisé des instances extrajudiciaires efficaces, facilitant ainsi les règlements des litiges en abaissant le coût pour le consommateur. Selon la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, l'instauration de telles instances extrajudiciaires allégerait substantiellement notre appareil judiciaire débordé.

D'après la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, le droit de la rétractation, et plus précisément l'extension du délai afférent de sept à quatorze jours devrait être appliqué sans aucune exception, c'est-à-dire également au commerce électronique et les contrats à distance. Il n'y a en effet aucun argument valable pour appliquer un régime dérogatoire à ces types de transactions.

3.6) Avis de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs

L'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) fait savoir dans son avis du 17 juillet 2008 qu'elle respecte l'approche gouvernementale d'une codification à droit constant, mais qu'elle aurait préféré que le Gouvernement saisisse l'occasion pour proposer certaines améliorations dans l'intérêt des consommateurs. Ainsi, par exemple, l'ULC rappelle que depuis de nombreuses années tant l'ULC que les milieux professionnels ont sollicité une refonte de la loi concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage et la sollicitation de commandes qui a donné lieu à une jurisprudence incertaine.

En ce qui concerne l'accès des consommateurs à la justice, l'ULC fait remarquer que dans les autres pays européens cet accès est poursuivi par des voies bien plus novatrices comme les centres d'arbitrages de la consommation présidés par des magistrats ou encore des règlements extrajudiciaires institutionnalisés dépassant de loin les rares initiatives mises en place au Luxembourg, essentiellement par l'ULC en partenariat avec différents secteurs professionnels. L'ULC juge opportun de profiter de la présente codification pour institutionnaliser au Luxembourg des instances extrajudiciaires qui ont fait leurs preuves.

Quant au délai de rétractation, l'ULC se félicite d'une harmonisation du délai à quatorze jours calendrier qui est déjà imposé par certaines directives, pratiqué sans difficultés par d'autres pays comme l'Allemagne et envisagé comme solution harmonisée au niveau communautaire. Par contre, l'ULC est d'avis que la faveur accordée au commerce électronique et à tous les contrats à distance sauf les services financiers, à savoir le maintien du délai de sept jours, introduit une discrimination injustifiée au détriment des autres techniques de distribution comme la vente directe qui n'est pas justifiée de manière plausible.

S'agissant de l'indication des prix des services, l'ULC est d'avis qu'il ne faut plus exempter les professions libérales de l'obligation d'information imposée à tout autre professionnel, d'autant plus que leurs services de nature fort variée sont de plus en plus sollicités par les consommateurs.

Dans son avis du 5 mai 2010 relatif au projet d'amendement gouvernemental, l'ULC regrette notamment que les dispositions qui transposent la directive concernant les contrats de crédit aux consommateurs responsabilisent presque exclusivement le consommateur. L'ULC revendique l'introduction de mesures préventives efficaces contre le „crédit facile“ en responsabilisant davantage les prêteurs.

*

4) AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 2 juin 2009, le Conseil d'Etat marque son accord avec la codification à droit constant tout en remarquant que la voie choisie par les auteurs du projet de loi n'est pas toujours aisée à suivre.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les auteurs du projet de loi n'ont pas poussé leur effort de codification assez loin, notamment en ce qui concerne l'information précontractuelle à assurer au consommateur, qui devrait, de l'avis du Conseil d'Etat, être harmonisée davantage dans le livre premier par des indications concrètes à fournir par le professionnel.

Pour ce qui est de l'exclusion pure et simple de certains autres textes du Code à créer, le Conseil d'Etat peut se déclarer d'accord avec les choix opérés, sauf en ce qui concerne la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage des marchandises et la sollicitation de commandes. Le Conseil d'Etat constate que cette loi a été modifiée à trois reprises. Chacune de ces modifications trouve son origine dans une directive européenne et toutes ces dispositions de transposition seront abrogées et intégrées dans le Code à créer. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat insiste à ce que la loi de 1987 soit intégrée dans le Code dans le deuxième livre parmi les contrats particuliers.

Le Conseil d'Etat signale que la démarche gouvernementale consistant à incorporer certaines lois en parties dans le Code à créer est une initiative délicate. En supprimant certaines dispositions, la loi amputée risque de voir sa cohérence hypothéquée, et la partie enlevée risque de ne pas être complète pour assurer une application adéquate de la protection voulue. Dans ce contexte, le Conseil d'Etat se prononce contre l'abrogation partielle de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence, surtout de son article 2, alinéa 6, qui dispose que les modalités d'indication des prix des produits et services peuvent être fixées par règlement grand-ducal. Le Conseil d'Etat fait remarquer que le système de l'indication des prix est non seulement important pour la protection des consommateurs, mais il est tout aussi important dans l'organisation de la concurrence entre professionnels.

Parmi les oppositions formelles exprimées par le Conseil d'Etat, il y a lieu de relever son opposition à la réintroduction de l'amende transactionnelle, telle qu'elle était prévue dans la loi modifiée du 30 juin 1961 relative à l'Office des prix aujourd'hui abrogée. La Haute Corporation estime qu'aux yeux du consommateur, une telle négociation risque de constituer plus un marchandage entre le ministre et le professionnel que l'application d'un régime de peines neutre et claire. Le Conseil d'Etat craint une banalisation des infractions au Code de la consommation, vu que les transactions ministérielles ne

provoquent aucune inscription dans le casier judiciaire et prévoient des dépenses faibles dans le chef de l'auteur d'une infraction par rapport aux sanctions pénales prévues par le texte. Le Conseil d'Etat exige à tout le moins que le pouvoir ministériel soit cantonné dans des limites précises.

Dans son deuxième avis complémentaire du 15 février 2011, dans lequel il exprime cinq oppositions formelles, le Conseil d'Etat recommande d'attendre l'adoption d'ici peu d'une nouvelle directive européenne relative aux droits des consommateurs avant d'adopter la loi en projet. Aussi suggère-t-il de procéder à une scission supplémentaire du projet de loi en cours afin d'assurer la transposition de la directive „timeshare“ et de la directive concernant les contrats de crédit aux consommateurs.

Dans son troisième avis complémentaire datant du 22 mars 2011, le Conseil d'Etat est en mesure de lever ses oppositions formelles, exceptée celle concernant l'intervention du juge des référés en matière de contrats de crédit liés. Selon le Conseil d'Etat, le texte avisé organise la protection accordée au professionnel fournisseur d'une manière qui ne respecte pas le principe de la sécurité juridique.

Pour le détail des observations de la Haute Corporation et les décisions de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire, il est renvoyé au commentaire des articles.

*

5) TRAVAUX EN COMMISSION ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

La Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire salue l'initiative du Gouvernement de regrouper l'ensemble des textes législatifs régissant les relations entre consommateurs et professionnels en un seul code. A l'instar des codifications effectuées dans d'autres domaines comme le droit du travail, cette façon de présenter de façon ordonnée des lois disparates préexistantes constitue une avancée notable dans la simplification du droit.

Ce Code de la consommation constitue l'aboutissement d'un travail de rédaction considérable et la réalisation d'une demande réitérée des associations de protection du consommateur.

L'ambition de la commission parlementaire a été celle d'intégrer dans ce futur Code toutes les directives communautaires pendantes en matière de consommation, même à délai de transposition rapproché. Le mérite de cette façon de procéder est d'accroître la sécurité juridique en mettant à la disposition du consommateur un Code de la consommation qui ne sera pas dépassé, en parties, quelques mois après son entrée en vigueur.

Un inconvénient de l'option prise était que régulièrement les travaux parlementaires se caractérisaient par une certaine urgence, due justement aux divers délais de transposition à respecter. Les deux scissions du projet de loi, qui se sont imposées en cours de route, en témoignent.

Les points les plus discutés en commission étaient

- l'intégration ou non de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;
- la facilitation de l'accès à la justice pour le consommateur (article 4, ancien paragraphe 10);
- l'harmonisation ou non des différents délais de rétractation réunis dans le futur Code dont notamment celui d'application en matière de commerce électronique (article L. 221-3);
- la réintroduction projetée de l'amende transactionnelle (L. 112-9) et, de manière générale, le régime répressif prévu par le futur Code de la consommation.

Concernant ces sujets plus controversés du futur Code de la consommation, la commission parlementaire a organisé un échange de vues lui permettant de se former son opinion par l'écoute des arguments des représentants des consommateurs, d'un côté, et de celui des professionnels, de l'autre côté.

Sauf le remplacement de la sanction transactionnelle par la possibilité de décerner des avertissements taxés, la commission parlementaire a, en fin de compte, maintenu inchangé le régime répressif prévu par le Code de la consommation en projet. Elle donne toutefois à considérer que ce régime comporte des faiblesses voire des incohérences évidentes. Ainsi, par exemple, tout le volet concernant la vente à distance ne prévoit, à part l'action en cessation, aucune sanction.

La commission n'a pas non plus voulu s'engager sur la voie proposée en avril 2010 par le Gouvernement de remplacer les sanctions pénales prévues par le droit de la consommation par des

sanctions administratives. Son choix était motivé, d'une part, par la volonté de se limiter dans la mesure du possible à une stricte codification, prérequis nécessaire à une finalisation dans des délais raisonnables d'un projet d'une telle envergure qu'un Code de la consommation. D'autre part, la commission estime qu'une réflexion plus générale en vue de l'harmonisation des sanctions prévues dans le droit de la consommation s'impose. Cette révision ne pourra toutefois utilement s'effectuer que dans une deuxième étape.

Par ailleurs, la question des sanctions à appliquer dans des matières régies par des normes souvent très techniques constitue une problématique qui dépasse le cadre étroit du droit de la consommation. Le recours systématique à des sanctions pénales ne peut en effet être considéré comme un régime répressif approprié en tous cas de figure, notamment lorsqu'il s'agit de réglementer des matières économiques et commerciales. A ce sujet, une réflexion plus approfondie s'impose et la solution à apporter ne peut consister qu'en une réforme transversale du système répressif régissant ces domaines.

Article 1er

L'article 1er introduit le Code de la consommation comme annexe au projet de loi proprement dit. Cette façon de procéder contribue à la lisibilité du Code, qui se présente comme un corps de texte législatif cohérent et continu sans aucune disposition modificative ou abrogatoire.

La division du projet de loi en deux parties clairement distinctes a l'avantage de la transparence et de la plus grande visibilité qu'elle donne aux dispositions législatives nouvelles. La première partie du dispositif comporte donc notamment les dispositions transposant les directives 2008/122/CE et 2008/48/CE en droit national tout en faisant abstraction des adaptations d'ordre purement rédactionnel entreprises au niveau du Code proprement dit (l'annexe).

Dans son avis du 2 juin 2009, le Conseil d'Etat marque son accord avec cette disposition.

Article 2

L'article 2 énumère les textes législatifs qui, intégralement ou seulement en partie, sont abrogés suite à leur intégration dans le Code de la consommation.

Dans son avis, le Conseil d'Etat soulève une série de critiques à l'égard de cette énumération.

Par ces amendements du 28 mai 2010, la commission a tenu compte des observations du Conseil d'Etat, notamment de son opposition formelle à l'égard du règlement grand-ducal repris dans la liste des textes à abroger. Ce règlement grand-ducal sera *de facto* abrogé par l'abrogation de sa base légale, à savoir l'article 2, alinéa 6 de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence. Néanmoins, il sera, avec tous les autres règlements grand-ducaux devenus caducs avec l'abrogation des différentes lois, abrogé explicitement dans la partie réglementaire relative au Code. Par la suite, cet article n'appelle plus d'observations de la part du Conseil d'Etat.

Article 3

L'article 3 précise que les références aux textes abrogés à la suite de l'adoption du présent texte seront automatiquement remplacées par les références aux dispositions correspondantes du Code.

Cet article n'a suscité aucune observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 4

L'article 4 regroupe les dispositions apportant des modifications à d'autres dispositifs légaux.

Par la suppression de l'ancien paragraphe 8, il a été tenu compte du fait que la modification proposée à cet endroit a déjà été réalisée via la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales.

En supprimant l'ancien paragraphe 10 de cet article, la commission a suivi le Conseil d'Etat qui exprimait son „désaccord absolu“ avec ses auteurs. Ceux-ci entendaient faciliter le recours à la justice pour le consommateur en prévoyant la compétence exclusive du juge de paix pour toutes les demandes ayant trait au Code de la consommation, hormis les actions en cessation prévues au livre 3 du présent Code.

Afin d'apporter une plus grande sécurité juridique en matière d'actions en cessation, la commission a précisé la procédure qui est d'application. Le libellé qu'elle a proposé correspond à la pratique judiciaire effective. Des amendements analogues se sont imposés à partir de l'article L. 320-1 de l'annexe du projet de loi.

L'article amendé n'a pas suscité d'observations de la part du Conseil d'Etat.

Article 5

L'article 5 transpose la directive 2008/122/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 janvier 2009 relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange.

Ces dispositions sont reprises au chapitre 3 du livre 2, titre 2 du futur Code de la consommation traitant des „Contrats d'utilisation de biens à temps partagé, contrats de produits de vacances à long terme et contrats de revente et d'échange“. Elles ont été commentées dans la lettre d'amendements de la commission parlementaire du 28 mai 2010 (doc. parl. No 5881A⁵).

Initialement, l'article 5 transposait la directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil. Cet article était devenu superfétatoire suite à la scission du projet de loi initial qui avait permis la transposition de cette directive via un projet de loi séparé (doc. parl. No 5881B), devenu la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales qui sera abrogée avec l'entrée en vigueur du Code de la consommation, qui reprend ces dispositions en son livre 1, titre 2 „Pratiques commerciales déloyales“.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat demande la suppression de l'article 5, ainsi que de l'article qui suit. Dans ses observations générales, il suggère en effet une nouvelle scission du projet de loi et de transposer les directives 2008/122/CE et 2008/48/CE dans un projet de loi spécifique.

La commission parlementaire n'a pas partagé cet avis et a, au contraire, opté pour une façon de procéder visant à permettre une adoption diligente de l'ensemble du projet de loi en cours.

Les dispositions de transposition des directives précitées sont analysées par le Conseil d'Etat dans le cadre de son examen des articles correspondants du Code de la consommation.

Article 6

L'article 6 a été ajouté par voie d'amendement parlementaire (doc. parl. No 5881A⁵). Il contient les dispositions de transposition de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs. Ces dispositions ont remplacé les dispositions initiales du chapitre 4 „Contrats de crédit à la consommation“ du titre 2 du deuxième livre du futur Code de la consommation. Elles ont été commentées dans la lettre d'amendements de la commission parlementaire du 28 mai 2010.

Le Conseil d'Etat demande la suppression de cet article. A cet égard, la commission renvoie à son commentaire de l'article précédent.

ANNEXE

CODE DE LA CONSOMMATION

Dispositions préliminaires – Définitions de portée générale

Art. L. 010-1. Cette première disposition du futur Code de la consommation définit les notions de consommateur, de professionnel et de support durable.

La commission a suivi l'avis du Conseil d'Etat, qui, au vu des textes communautaires, demande de retenir la définition du consommateur d'ores et déjà reprise dans le projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales. Ainsi, pour l'ensemble du Code, les définitions du „consommateur“ et du „professionnel“ sont alignées sur celles retenues dans la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales. Ces définitions correspondent d'ailleurs à celles proposées par la Commission européenne dans la proposition de directive relative aux droits des consommateurs du 8 octobre 2008.

Par la suite, cet article n'appelle plus d'observations de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 010-2. Cet article cite deux lois auxquelles l'application du Code est sans préjudice, une disposition qui, de l'avis du Conseil d'Etat, est superflue: „toutes les lois s'appliquent toujours sans porter préjudice à d'autres législations spécifiques.“

La commission a jugé utile de maintenir le rappel fait par cet article.

*

LIVRE 1.

INFORMATION DES CONSOMMATEURS
ET PRATIQUES COMMERCIALES DELOYALES

TITRE 1.

Information des consommateurs

Chapitre 1. *Obligation générale d'information*

Art. L. 111-1. L'article L. 111-1 consacre une obligation générale d'information du consommateur.

La commission parlementaire n'a pas suivi le Conseil d'Etat, qui, en ce qui concerne le premier paragraphe, estime qu'il „faudrait cerner le concept davantage quant à sa portée et quant à son interprétation“, sinon ce texte serait „susceptible de devenir une source intarissable de litiges entre professionnels et consommateurs.“. Il indique des articles dont la définition à élaborer devait tenir compte. Il désapprouve également la réintroduction proposée, par le deuxième paragraphe de cet article, de dispositions contenues dans l'ancien article 11 de la loi du 25 août 1983.

Dans son deuxième avis complémentaire du 15 février 2011, le Conseil d'Etat ne commente pas le choix de la commission.

Chapitre 2. *Indication des prix*

Art. L. 112-1 à L. 112-8. Les articles L. 112-1 à L. 112-8 reproduisent *grosso modo* le texte du règlement grand-ducal du 29 juillet 2004 relatif à l'indication des prix des produits et des services abrogé par le futur Code de la consommation.

Par l'intégration de la liste des produits exclus de l'obligation de la double indication des prix des produits, énumérés dans le règlement grand-ducal auquel le texte gouvernemental renvoyait, la commission parlementaire a partiellement fait droit à l'avis du Conseil d'Etat. Celui-ci, dans son deuxième avis complémentaire du 15 février 2011, se limite à renvoyer à ses observations émises lors de son premier avis, tout en notant les lourdeurs du texte ainsi amendé.

Par ailleurs, dans l'intérêt de la lisibilité des dispositions concernant l'indication des prix, la commission a introduit, dans l'ensemble du chapitre 2, une numérotation en paragraphes.

Section 4. Sanctions

Art. L. 112-9. Cet article regroupe les sanctions retenues pour toute infraction relative aux dispositions en matière d'indication de prix. Ces sanctions restent inchangées par rapport aux règles prévues actuellement à l'article 2 de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence.

La réintroduction projetée de l'amende transactionnelle, telle qu'elle était prévue dans la loi modifiée du 30 juin 1961 relative à l'Office des prix (aujourd'hui abrogée), provoque un long développement critique du Conseil d'Etat, qui l'amène à s'opposer formellement à cette nouvelle disposition.

Partageant certaines critiques et préoccupations soulevées par le Conseil d'Etat, la commission parlementaire a remplacé la possibilité de transiger par celle de décerner des avertissements taxés.

L'alternative proposée par la commission doit permettre de répondre à la préoccupation centrale à la base de la volonté de réintroduire l'amende transactionnelle: le souhait de disposer d'un instrument permettant de sanctionner de manière efficace des infractions à la réglementation en matière d'affichage des prix. En effet, la situation actuelle en ce qui concerne la répression de ces infractions est hautement insatisfaisante. Se référant au droit pénal, les sanctions applicables ont pour corollaire une procédure trop lourde par rapport aux infractions en cause, de sorte que, dans la pratique, même des récidivistes chroniques ont une chance élevée de voir leur cas classé sans suite.

Il s'agit, en résumé, de garantir que les procès-verbaux dressés par les agents de police chargés de la surveillance du marché soient suivis d'effets.

Dans la formulation de son amendement, la commission s'est inspirée de l'article 19 de la loi du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services. Cet article prévoit la possibilité de décerner des avertissements taxés et en détermine les modalités d'application.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat accepte le choix de la commission tout en s'interrogeant de manière générale sur „le recours systématique à des sanctions pénales pour régler les matières économiques et commerciales. Il préconise une réflexion approfondie sur l'utilisation de l'instrument de l'acte administratif répressif ou de la mesure pénale en ces matières.“.

Art. L. 121-1 à L. 122-8. Ces articles traitent des pratiques commerciales déloyales.

Le Conseil d'Etat renvoie à son avis spécifique concernant cette partie du projet de loi, adoptée par la Chambre des Députés dans un projet de loi séparé (doc. parl. No 5881B).

La commission a remplacé les dispositions initiales du titre 2 „Pratiques commerciales déloyales“ par celles effectivement adoptées par la Chambre des Députés en date du 23 avril 2009. Il s'agit des dispositions de la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales, loi qui sera abrogée avec l'entrée en vigueur du Code de la consommation.

Comme les définitions du „consommateur“ et du „professionnel“ figurent déjà à l'article L. 010-1, elles ne sont plus reprises dans le présent titre. Il en va de même en ce qui concerne les dispositions concernant l'application de la loi. L'action en cessation prévue à l'article 10 de la loi du 29 avril 2009 figure à l'article L. 320-2 du titre 2 du livre 3 du présent Code, titre qui regroupe l'ensemble des dispositions relatives aux actions en cessation.

Ces articles ne suscitent plus d'observations dans le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat.

LIVRE 2.

CONTRATS CONCLUS AVEC LES CONSOMMATEURS

TITRE 1.

Dispositions générales**Chapitre 1. Conditions générales***Section 1. Connaissance et acceptation*

Art. L. 211-1. L'article L. 211-1 fixe les règles relatives à la connaissance et l'acceptation des conditions générales d'un contrat entre professionnel et consommateur par un renvoi à l'article 1135-1 du Code civil, qui stipule que:

„Les conditions générales d'un contrat préétablies par l'une des parties ne s'imposent à l'autre partie que si celle-ci a été en mesure de les connaître lors de la signature du contrat et si elle doit, selon les circonstances, être considérée comme les ayant acceptées.

Il appartient à la partie qui prétend qu'une clause d'un contrat n'a pas été préétablie d'en rapporter la preuve.

Une clause est toujours considérée comme n'ayant pas fait l'objet d'une négociation individuelle lorsqu'elle a été rédigée préalablement par l'une des parties et que l'autre partie n'a, de ce fait, pas pu avoir d'influence sur son contenu, notamment dans le cadre d'un contrat d'adhésion.

Le fait que certains éléments d'une clause ou qu'une clause isolée aient fait l'objet d'une négociation individuelle n'exclut pas l'application du présent article au reste d'un contrat si l'appréciation globale permet de conclure qu'il s'agit malgré tout d'un contrat d'adhésion.“

Le Conseil d'Etat considère cette disposition comme superflète.

Soucieuse de faciliter l'accessibilité et la lisibilité du droit de la consommation pour un public le plus large possible, la commission parlementaire a maintenu ce renvoi. En effet, les auteurs du projet de loi ont retenu, pour des raisons de lisibilité et d'exhaustivité du futur Code de la consommation et comme option minimale, de renvoyer aux règles du Code civil en la matière, au lieu de reproduire l'ensemble de l'article afférent du Code civil.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire.

Section 2. Clauses abusives

Art. L. 211-2 à L. 211-5. Cette section intègre dans le Code de la consommation la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur.

Quelques adaptations terminologiques mineures se sont imposées, tandis que l'ancien article 4 de la loi modifiée de 1983 précitée est devenu superflète, du fait que la compétence juridictionnelle pour tous les litiges portant sur des contrats conclus avec les consommateurs est dorénavant régie par les articles 15 et 16 du règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec les dispositions contenues dans les articles L. 211-2 à L. 211-4. En ce qui concerne l'article L. 211-5, il demande pourtant „avec insistance la suppression du terme „notamment“ “ et même, pour des raisons de sécurité juridique, de l'ensemble du bout de phrase „ , notamment dans le domaine des transports“.

La commission a maintenu inchangé le bout de phrase en question, au motif que cette précision informe le lecteur non seulement de l'exclusion du secteur des transports, mais également du fait que d'autres secteurs pourraient être exclus du champ d'application de cette section par des clauses contractuelles fixées directement ou indirectement par des dispositions légales ou réglementaires, ainsi que par des dispositions ou des principes des conventions internationales ratifiées par le Luxembourg ou dont l'Union européenne est partie.

Dans son avis complémentaire du 15 février 2011, le Conseil d'Etat n'émet plus d'observation concernant cette section.

Section 3. Dispositions impératives

Art. L. 211-6. La disposition de cet article s'applique au livre du Code de la consommation qui régit les rapports contractuels entre les professionnels et les consommateurs. Elle a été reprise dans les dispositions générales afin d'éviter la répétition d'une disposition correspondante dans chaque chapitre particulier de ce livre.

Le Conseil d'Etat propose de reformuler l'article L. 211-6 comme suit: „Toute renonciation à la protection accordée au consommateur est nulle“.

La commission parlementaire, considérant le libellé gouvernemental plus précis, n'a pas repris le libellé suggéré par le Conseil d'Etat. Informée d'une omission dont souffre cet article, elle l'a cependant complété d'un paragraphe (2) précisant que „Toute clause contraire au paragraphe qui précède est abusive et réputée nulle et non écrite“.

En effet, afin que le caractère d'ordre public du présent livre puisse pleinement jouer ses effets, son non-respect doit être assorti de sanctions, telles que prévues par la législation en vigueur. Cette sanction se retrouve à l'article 10 paragraphe (2) de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance, à l'article 57bis de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et à l'article 14 de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat recommande de compléter cette disposition „par la phrase suivante: „Cette nullité ne peut toutefois être invoquée que par le consommateur“ “ et il insiste „en tout état de cause (...) sur la suppression du terme „abusives“ “. La commission a supprimé ce terme et, dans son troisième avis complémentaire, le Conseil d'Etat ne revient plus sur cet article.

Art. L. 211-7. L'article L. 211-7 prévoit une „clause de sauvegarde“, qui a comme but de garantir au consommateur le niveau de protection communautaire même si une loi d'un Etat tiers était applicable. Cette clause est issue de diverses directives et se retrouve dans divers textes de transposition.

En intégrant cette clause dans la partie du Code intitulée „Dispositions générales“ du livre 2, la clause de sauvegarde ne se verra plus limitée aux différentes lois de transposition, mais vaudra pour toutes les matières couvertes par le livre 2, hormis le chapitre 3 qui nécessite un article L. 223-12 spécifique en raison du critère de l'emplacement du bien immobilier qui intervient dans l'article 12 de la directive 2008/122/CE relative au *timeshare*.

Le deuxième paragraphe de l'article est issu de l'article 3, alinéa 2 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur et précise que ces dispositions ne s'appliquent ni aux contrats de transport ni à certains contrats de fourniture.

Le Conseil d'Etat demande qu'il soit renvoyé aux textes nationaux ayant transposé les directives européennes, de sorte que le premier paragraphe serait à adapter comme suit: „le consommateur ne saurait être privé de la protection découlant des textes nationaux de transposition des directives suivantes:“ et il propose de remplacer, à la fin du même paragraphe, l'expression „Etat tiers“ par celle de „pays tiers“, terminologie consacrée au niveau communautaire.

Considérant que les textes nationaux sont plus facilement accessibles et compréhensibles, la commission a fait droit à la demande du Conseil d'Etat et a repris sa proposition de texte. Elle a également procédé au remplacement terminologique proposé. Elle a, en outre, actualisé la référence à la directive 87/102/CEE abrogée et a précisé, à deux endroits, l'intitulé des directives.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat exige, sous peine d'opposition formelle, de remplacer le premier paragraphe de l'article L. 211-7 par le libellé suivant: „Lorsque le consommateur a sa résidence habituelle au Luxembourg, il ne saurait être privé de l'application du présent code du fait de la loi d'un pays tiers qui lui serait moins favorable“.

La commission parlementaire, dans sa deuxième lettre d'amendements, a plaidé, en ordre principal, pour le maintien du premier paragraphe dans sa forme actuelle. Ceci en premier lieu parce que le libellé proposé par le Conseil d'Etat ne constitue pas une transposition conforme des cinq directives citées à cet article.

L'idée sous-jacente du législateur européen pour ce qui est de cette clause de sauvegarde n'est, d'une part, pas de protéger au cas par cas le consommateur ayant sa résidence habituelle dans un Etat membre précis de l'Union européenne, par exemple le Luxembourg, mais de viser toujours tout consommateur ayant sa résidence dans l'un des Etats membres de l'Union (peu importe lequel). Il n'est dès lors pas possible de prévoir dans le Code une clause couvrant uniquement le consommateur résidant habituellement au Luxembourg. D'autre part, cette clause vise à ne pas priver le consommateur de la protection qu'offre la directive, respectivement la loi nationale de transposition de la directive qui aura été désignée par une règle de conflit des lois telle qu'elle se trouve dans le règlement dit „Rome I“ et qui ne doit pas forcément correspondre à la loi luxembourgeoise.

Dans son troisième avis complémentaire, le Conseil d'Etat lève son opposition formelle et propose „de renoncer au critère de la „résidence habituelle“ et de retenir le critère „du lien étroit““. Il émet une proposition de texte pour l'article L. 211-7 plus proche de la directive. La commission a repris ce libellé.

Chapitre 2. Garanties

Section 1. Garanties légales

Art. L. 212-1. L'article L. 212-1 reprend l'article 1er de la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels.

Afin d'assurer la cohérence avec le reste du Code, le terme „vendeur“ a dû être remplacé par celui de „professionnel“.

Le Conseil d'Etat approuve ce texte.

Art. L. 212-2. Cet article définit le terme „producteur“ aux fins de la présente section.

Le Conseil d'Etat réitère sa demande de regrouper toutes les définitions dans un seul article.

La commission s'est cependant exprimée, pour des raisons d'ordre pratique, en faveur de l'approche rédactionnelle retenue par les auteurs du projet de loi.

Seuls les termes consacrés qui se retrouvent dans l'ensemble du Code de la consommation (consommateur, professionnel et support durable) ont été définis au premier article du Code (L. 010-1). Au motif d'une meilleure lisibilité, les désignations plus spécifiques, particulières à des chapitres déterminés, ont été définies au début du chapitre respectif.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat n'exprime plus d'observation à ce sujet.

Art. L. 212-3 à L. 212-7. Ces dispositions correspondent aux articles 3 à 7 de la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité, sauf certaines modifications notamment en ce qui concerne l'article L. 212-4.

Par le remplacement des termes „lors de la délivrance du bien“, au dernier alinéa de l'article L. 212-4, par les termes „lors de la conclusion du contrat“, les auteurs du projet de loi avaient anticipé une mise en demeure de la Commission européenne pour transposition non conforme de la directive 1999/44/CE.

Considérant qu'il s'agit de „modifications mineures“, le Conseil d'Etat n'émet pas d'observation à l'encontre de ces articles.

Un amendement parlementaire s'est néanmoins imposé. En effet, le point principal de la mise en demeure précitée de la Commission européenne vise le paragraphe (2) de l'article L. 212-5 qui traite de la mise en conformité de biens en défaut. L'article L. 212-5 n'arrête aucun critère de détermination du caractère disproportionné d'un mode de dédommagement, pourtant prévu par l'article 3, paragraphe (3), deuxième alinéa de la directive. Partant, la Commission européenne rappelle que „les dispositions juridiques nationales doivent être suffisamment claires et précises pour que les personnes aient pleinement conscience de leurs droits.“. La commission a donc inséré un deuxième alinéa, reprenant les critères prévus à l'endroit cité de la directive.

Faisant suite à un courrier de Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le Conseil d'Etat a émis, le 6 juillet 2010, un avis complémentaire se limitant à aviser la version amendée de l'article L. 212-5.

Dans ce premier avis complémentaire, le Conseil d'Etat marque son accord à l'ajout proposé tout en émettant une proposition de texte pour un projet de loi spécifique. Cette nouvelle scission du projet de loi a permis d'éviter une condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne par l'adoption des deux modifications précitées via le projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité (doc. parl. No 5881C).

Cet article n'appelle donc plus d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire émis le 15 février 2011.

Art. L. 212-8 et L. 212-9. Ces deux articles renvoient aux articles 1641 à 1649 du Code civil.

Dans son avis, le Conseil d'Etat estime que la répétition du même renvoi est superfétatoire et demande la suppression de l'article L. 212-9. La commission a, au contraire, jugé utiles ces deux renvois explicites.

Section 2. Garantie commerciale

Art. L. 212-10 et L. 212-11. Ces deux articles sont une copie de l'article 11 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur, tel que modifié par la loi modifiée du 21 avril 2004 susmentionnée.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec ces dispositions.

Section 3. Réparation

Art. L. 212-12 et L. 212-13. Ces dispositions correspondent aux articles 9 et 10 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur et concernent les obligations du réparateur d'une chose vis-à-vis du consommateur.

A l'article L. 212-12, „la même garantie“ a été remplacé par „les mêmes garanties“, étant donné que le professionnel assume deux types de garantie, à savoir celle de droit commun et celle issue de la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité.

Articles sans observation de la part du Conseil d'Etat.

TITRE 2.

Contrats particuliers

Chapitre 1. Dispositions communes

Section 1. Informations précontractuelles

Art. L. 221-1. Par sa première disposition, le chapitre 1er du présent titre, qui regroupe les dispositions communes applicables en matière de contrats particuliers, exclut de son champ d'application le chapitre 5 (Voyages à forfait).

Le Conseil d'Etat, constatant que cette disposition n'est pas commentée dans l'exposé des motifs, ne lui concède aucune plus-value et demande sa suppression pure et simple.

Compte tenu des explications des auteurs du projet de loi, la commission parlementaire n'a pas partagé cet avis. Elle a toutefois jugé utile, dans l'intérêt de la lisibilité de cette disposition par un public non averti, d'opter pour une formulation plus explicite.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat maintient sa position initiale, jugeant que cette disposition „reste sans plus-value normative“.

Art. L. 221-2. Les informations précontractuelles reprises dans cet article concernent principalement l'identité du professionnel, les caractéristiques essentielles du bien, son prix, les modalités de paiement et l'existence ou l'absence d'un droit de rétractation. Avant leur codification, ces dispositions se trouvaient éparpillées dans cinq lois différentes.

Le Conseil d'Etat estime que l'article L. 221-2 serait apte à remplacer l'article L. 111-1, paragraphe (1) de la loi en projet, article prévoyant une obligation générale d'information.

La commission a préféré ne pas mélanger le principe général retenu à l'article L. 111-1 avec les dispositions plus spécifiques retenues par l'article sous examen. Elle a par contre supprimé la fin de phrase suivante de l'ancien libellé du paragraphe (2) de cet article: „par tout moyen adapté à la technique de communication utilisée“.

En effet, dans le droit actuel, la disposition citée n'existe que pour le domaine de la vente à distance. Il est dès lors proposé de ne la reprendre que pour le chapitre 2 (cf. article L. 222-3, paragraphe (2) et article L. 222-14, paragraphe (2)).

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat approuve cette suppression, „mais il ne voit pas, faute de précisions, la nécessité d'introduire ces mêmes termes dans l'article L. 222-3(2), alors que le renvoi à tout moyen adapté à la technique de communication utilisée n'est d'aucune importance dans aucune des deux dispositions, au vu de l'évolution de la technique des moyens de communication de nos jours“.

Section 2. Droit de rétractation

Art. L. 221-3. Cet article prévoit un délai de rétractation de *quatorze jours calendrier* pour les contrats à distance portant sur des services financiers hors assurances (Chapitre 2, Section 2), les contrats d'utilisation de biens à temps partagé, contrats de produits de vacances à long terme et contrats de revente et d'échange (Chapitre 3) ainsi que les contrats de crédit à la consommation (Chapitre 4).

Toutefois, en ce qui concerne le commerce électronique, le délai de rétractation demeure de *7 jours ouvrables* tel que prévu actuellement à l'article 5 de la loi relative aux contrats à distance, à l'article 55 de la loi relative au commerce électronique ainsi qu'à la directive 1997/7/CE y afférente.

Ce faisant, les auteurs du projet de loi anticipent partiellement la volonté communautaire d'harmonisation des délais et provoquent le commentaire suivant du Conseil d'Etat: „encore une fois que les auteurs du projet de loi renoncent à une codification à droit constant et introduisent dans notre législation des modifications, certes déjà en germe au niveau européen ou existant dans d'autres Etats“.

La proposition du Conseil d'Etat de transférer cette section, dans la logique de sa proposition afférente à l'endroit de l'article précédent, n'a pas été retenue, la commission renvoyant à sa décision concernant l'article L. 221-2.

Renvoyant à une proposition de directive discutée au niveau européen, le Conseil d'Etat note que cet article connaîtra, à moyen terme, des amendements importants dont un seul délai de rétractation de quatorze jours et une série de précisions concernant le délai de rétractation. Même s'il ne s'oppose pas aux différents délais de rétractation projetés, „la directive européenne définitive indiquant de toute façon à moyen terme le ou les délais à respecter“, le Conseil d'Etat insiste que la future loi se réfère soit à la notion de „jour calendrier“ soit à celle de „jour ouvrable“, au motif de l'intérêt des utilisateurs du Code.

A la lumière d'informations supplémentaires fournies par le Ministre compétent sur l'importance réelle du délai de rétractation pour le secteur en cause, la commission a maintenu inchangé les délais, dans la durée et la forme prévues par les auteurs du projet de loi. Elle rappelle que le choix, au niveau communautaire, d'opter pour la mesure en jours calendrier s'explique, notamment, par la grande diversité des jours fériés dans les Etats membres. La notion de jours ouvrables exclut, par contre, le dimanche et les jours fériés chômés.

L'exception maintenue en ce qui concerne le commerce électronique relève d'une préoccupation de compétitivité économique. Dans la plupart des Etats membres de l'Union européenne, ce délai est également de sept jours. Ce délai paraît suffisant et est connu par les consommateurs, notamment par les internautes qui achètent à distance. Dans cette situation, il serait probablement préjudiciable pour l'offre de produits et de services au Luxembourg, ainsi que pour le développement du commerce électronique en général, si le Luxembourg imposait un délai différent.

L'agencement actuel de ce cet article résulte d'un amendement de la commission, celle-ci jugeant opaque le libellé initial.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat n'exprime pas d'observation concernant ce réagencement.

Chapitre 2. Contrats à distance

Art. L. 222-1. L'article sous rubrique regroupe les définitions actuellement contenues dans l'article 1er de la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance et dans l'article 1er de la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance, sous réserve de l'adaptation des définitions des notions de consommateur et de professionnel. Par ailleurs, la définition du service de la société de l'information a été reprise pour les besoins de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique.

Confrontée à la demande réitérée du Conseil d'Etat de regrouper toutes les définitions comprises dans le futur Code dans un seul et même article, la commission parlementaire a confirmé sa décision prise à l'endroit de l'article L. 212-2.

La commission n'a pas non plus repris la nouvelle rédaction de la définition de „service financier“ proposée par le Conseil d'Etat, qui exclut les assurances et les crédits. L'intention du Conseil d'Etat était de tenir compte de l'exclusion du domaine de l'assurance du Code à créer. La définition donnée par l'article L. 222-1 constitue une définition consacrée. De surcroît, la suppression de ces termes aurait eu comme conséquence une transposition incomplète de la directive à l'origine des dispositions concernant les services financiers à distance.

Section 1. Contrats à distance hors services financiers

Sous-section 1. Champ d'application

Art. L. 222-2. Le paragraphe (1) de l'article sous rubrique reprend textuellement les restrictions prévues à l'article 2, paragraphe (2) de la loi précitée de 2003.

Le paragraphe (2) figure tant dans la loi de 2003 que dans la loi modifiée du 14 août 2000, sauf que cette dernière a fait abstraction, au premier tiret, de la précision qu'il s'agit de biens fournis par des distributeurs effectuant des tournées fréquentes et régulières. Cette précision semble toutefois pertinente pour limiter l'exclusion de l'application de certains articles à des contrats conclus par voie électronique, mais dont la livraison matérielle de l'objet commandé se fait par des distributeurs.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 2. Informations précontractuelles

Art. L. 222-3. L'article L. 222-3 regroupe les dispositions concernant les informations précontractuelles prévues actuellement, à la fois dans le régime légal de la vente à distance que dans celui du commerce électronique.

La fusion de ces deux régimes légaux dans le futur Code de la consommation implique sur ce point, pour des raisons de simplification et de meilleure lisibilité, un abandon partiel du principe de codification à droit constant.

Il a surtout été fait abstraction d'un certain nombre de dispositions spécifiques relatives au commerce électronique qui vont au-delà des exigences de la directive et dont le bien-fondé n'est pas établi.

La Haute Corporation rappelle que les régimes légaux en cause trouvent leur base dans des textes communautaires, de sorte qu'„il ne se porte pas garant de la conformité du texte en projet aux directives respectives. Etant donné par ailleurs que la proposition de directive, dont le Conseil d'Etat a fait état à plusieurs reprises ci-avant, apportera des harmonisations voire des uniformisations à cet égard, le Conseil d'Etat se demande si cette innovation ne risque pas d'être une source de difficultés.“.

Compte tenu de la nature des adaptations en cause, la commission n'a pas partagé cette appréciation.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat estime „que les auteurs du projet de loi auraient pu, dans l'intérêt d'une meilleure lisibilité du code à créer et surtout dans l'intérêt de la sécurité juridique des praticiens, utilement rassembler les informations préalables standard dans l'article L. 111-1 du code à créer. Ce faisant, dans les différents chapitres relatifs à des situations particulières, ils auraient pu procéder par renvoi à cette disposition pour ce qui est des exigences communes, et pour le surplus énumérer les informations préalables propres au contrat spécifique.“. En réplique, la commission a renvoyé à ses précédentes décisions à ce sujet (articles L. 212-2 et L. 222-1).

La commission a pourtant partagé le souhait du Conseil d'Etat, exprimé au nom d'une meilleure lisibilité, que la présente section soit subdivisée en sous-sections et elle a repris ses propositions afférentes.

La commission a, en outre, dans l'intérêt de la lisibilité et de la clarté du présent article réglant les délais de rétractation applicables aux contrats particuliers, réagencé son libellé.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat renvoie à son observation sous l'article L. 221-2.

Art. L. 222-4 à L. 222-11. Ces dispositions correspondent largement aux dispositions afférentes des lois modifiées du 14 août 2000 relative au commerce électronique et du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance.

Des modifications mineures se sont imposées, modifications qui ne suscitent pas d'observation de la part du Conseil d'Etat. Celui-ci „rappelle toutefois ses considérations générales en déconseillant d'introduire des dispositions nouvelles plus protectrices alors que la proposition de directive en élaboration va du moins à l'heure actuelle en sens inverse. Il serait psychologiquement néfaste d'habituer à court terme le consommateur à une protection qu'il n'aura plus nécessairement à moyen terme.“

Sous-section 3. Droit de rétractation

Art. L. 222-5. L'article L. 222-5 a bénéficié d'amendements de la part de la commission.

Au paragraphe (2) de cet article, les „quatorze jours calendrier“ ont été remplacés par „sept jours ouvrables“. Une erreur matérielle a ainsi été rectifiée puisque le délai de rétractation pour les contrats visés par la section 1 du chapitre 2 du titre 2 est en effet de sept jours ouvrables.

L'amendement apporté au paragraphe (3) a eu pour objet d'éviter toute confusion au niveau de la référence à l'article L. 221-3 qui traite de deux délais différents.

Dans son deuxième avis complémentaire, ces amendements ne suscitent pas d'observations de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 222-8. La commission a modifié cet article en reprenant l'article 12, paragraphe (2) de la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales et en alignant ce texte sur l'article 15, paragraphe (1) de la directive 2005/29/CE dite UCP (*unfair commercial practices*) par la suppression des termes „d'un produit“.

La commission n'a que partiellement suivi les suggestions exprimées dans le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat, qui s'interroge sur les raisons de ce qu'il considère comme un retour en arrière. Elle a remplacé les termes supprimés par ceux „d'un bien ou service“, les contrats à distance tels que définis par ce chapitre se rapportant autant à des biens qu'à des services.

Dans son troisième avis complémentaire, le Conseil d'Etat ne revient plus sur cet article.

Section 2. Contrats à distance portant sur des services financiers hors assurances

Art. L. 222-12 à L. 222-23. Cette section reprend dans le futur Code la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance pour ce qui est de sa partie hors assurances. Son intégration complète dans le futur Code aurait nui à l'effort de codification que se propose de réaliser le présent projet de loi.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec les dispositions proposées. Sa suggestion de subdiviser cette section en sous-sections, dans l'intérêt d'une meilleure lisibilité, a été suivie par la commission parlementaire, qui a également suivi sa proposition de reprendre le contenu de l'article L. 222-24 comme alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article L. 222-13 et de supprimer l'ancien article L. 222-24.

Art. L. 222-16. Les amendements parlementaires ont également visé l'article L. 222-16. Un deuxième paragraphe a été rajouté à cet article pour faire suite aux modifications apportées par l'article 119 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement à l'article 5 de la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat s'oppose formellement, pour des raisons de sécurité juridique, à cet amendement. Il considère que la disposition sous avis implique nécessairement la modification de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

La commission a argumenté, en ordre principal, contre cette modification. Elle n'a pas perçu la nécessité, ni d'ailleurs l'intérêt, de toucher à la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, alors que c'est précisément l'article 119 de la loi relative aux services de paiement qui modifie l'article 5 de la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance qui a été intégré à l'article L. 222-16 du Code de la consommation.

Dans son troisième avis complémentaire, le Conseil d'Etat partage l'appréciation de la commission et lève son opposition formelle. Il approuve également l'amendement parlementaire qui a visé à redresser des références lacunaires voire erronées contenues dans le deuxième paragraphe de l'article L. 222-16.

Art. L. 222-21. L'amendement de l'article L. 222-21, qui consistait dans la reprise de l'article 12, paragraphe (4) de la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales, n'a pas suscité d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Chapitre 3. Contrats d'utilisation de biens à temps partagé, contrats de produits de vacances à long terme et contrats de revente et d'échange

Art. L. 223-1 à L. 223-13. Le présent chapitre reprend les dispositions de transposition de la directive 2008/122/CE du Parlement européen et du Conseil, dite „timeshare“, du 14 janvier 2009 relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange.

Ces dispositions ont intégralement remplacé les dispositions initiales de ce chapitre qui reprenait la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers.

Section 1. Champ d'application et définitions

Art. L. 223-1. Cet article élargit le champ d'application par rapport à l'ancienne législation et ce en incluant de nouveaux produits tels que les contrats d'utilisation de biens à temps partagé, les contrats de produits de vacances à long terme et les contrats de revente et d'échange. Comme le marché du *timeshare* s'est développé d'une manière très dynamique ces dernières années, il a fallu prendre en compte cette évolution et notamment tout le volet de la revente et de l'échange des produits *timeshare*.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat considère les deux paragraphes de cet article comme superfétatoires, néanmoins, puisqu'il s'agit d'une transposition conforme de l'article 2 de la directive, il marque son accord.

Art. L. 223-2. Le présent article reprend telles quelles les définitions de l'article 2, paragraphe (1) de la directive.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 223-3. Les dispositions relatives à la publicité sont également transcrites telles quelles de l'article 3 de la directive.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Section 2. Informations précontractuelles

Art. L. 223-4. Cet article concerne les informations précontractuelles dont référence à l'article 4 de la directive, mais détaillées dans ses annexes I à IV. Compte tenu de l'aspect plus technique de ces formulaires standard d'information, ils ne sont pas intégrés dans le corps du texte, mais seront repris dans la partie réglementaire du Code. L'idée soutenue par le Luxembourg de recourir à un formulaire

standardisé pour permettre un accès plus facile à l'information et son appropriation plus simple par le consommateur avait pour rappel déjà trouvé son entrée dans la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs.

Pour ce qui est du paragraphe (3) de l'article 4 de la directive, il est proposé de s'aligner sur le régime linguistique retenu par l'article 9 de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers. Ainsi, nonobstant les autres possibilités qui lui sont offertes, un consommateur soumis à la loi luxembourgeoise a le choix d'obtenir les informations précontractuelles soit en allemand, soit en français.

Par le remplacement des termes „informations préalables“, issus de la directive, par ceux d'„informations précontractuelles“, terminologie usuelle en droit luxembourgeois, la commission a fait droit à une observation afférente du Conseil d'Etat. La même observation vaut pour les termes „exactes et suffisantes“ du libellé initial, qu'elle a remplacés par le terme „précises“.

La commission n'a par contre pas repris la proposition de texte émise par le Conseil d'Etat pour le paragraphe 1er, qui, par ailleurs, en ce qui concerne le paragraphe (2), „regrette qu'au niveau européen, on n'ait pas laissé au consommateur le choix du support sur lequel les données dont fait état le paragraphe 1er lui seront fournies. Cette position est d'autant plus incompréhensible que le paragraphe 3 donne précisément le choix au consommateur lorsqu'il s'agit de déterminer la langue de rédaction du contrat“.

Art. L. 223-5. Pour la transposition de l'article 5 de la directive, le présent article s'inspire également des dispositions nationales existantes. Il prévoit deux mesures protectrices en matière de régime linguistique, l'une pour les consommateurs résidant au Luxembourg, l'autre lorsque le contrat porte sur un bien immobilier.

La commission a suivi les propositions du Conseil d'Etat visant à faciliter la lecture du texte, elle n'a par contre pas modifié le contenu de cet article. En effet, le Conseil d'Etat aurait souhaité préciser „qu'en cas de contradiction entre les différentes versions des textes linguistiques, seule la version rédigée dans une des langues administratives française ou allemande soit déterminante“ et voir supprimer la deuxième phrase du paragraphe (5) qu'il juge superfétatoire.

Section 3. Droit de rétractation

Art. L. 223-6. L'article sous rubrique a trait au droit de rétractation conformément à l'article 6 de la directive. Le droit de rétractation est réglé de manière similaire à ce qui est d'ores et déjà prévu par la directive 94/47/CE, sauf que le délai a été étendu à quatorze jours calendrier. Il y a lieu de signaler que le texte français de la directive parle de jours civils, tandis que la version anglaise reprend bien le terme de *calendar days*, ce qui est traduit de manière générale dans la réglementation par calendrier. Le présent projet s'aligne sur cette terminologie usuelle, ce qui permet également de rester cohérent avec l'article L. 221-3 du présent Code.

De même, les règles de prolongation ont été précisées et ce notamment en cas de défaut d'un formulaire de rétractation dûment rempli (paragraphe (3), point a)) ou en cas de remise tardive du formulaire (paragraphe (4)).

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat remarque que „le délai de 14 jours n'est guère utilisé en droit luxembourgeois, le délai de quinzaine étant courant. Par ailleurs, les délais ne commencent pas à courir le jour de l'évènement, en l'occurrence le jour de la signature du contrat, mais le lendemain.“. Sa proposition d'insérer le paragraphe (3) en fin de l'article sous rubrique, compte tenu de la nature des paragraphes (4) et (5), a été suivie par la commission parlementaire. Ce désormais dernier paragraphe de cet article prévoit une sanction civile (nullité du contrat) pour l'hypothèse où le professionnel n'a pas fourni au consommateur les informations requises par l'article précédent.

Art. L. 223-7. A l'instar de l'article 7 de la directive, cet article précise la forme selon laquelle le consommateur doit exercer son droit de rétractation et tient compte du fait que ceci peut dorénavant être fait au moyen du formulaire de rétractation.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 223-8. Le présent article reprend mot pour mot l'article 8 de la directive et précise les effets de l'exercice du droit de rétractation. Pour souligner toute l'importance du droit de rétractation dans

la présente matière, il est indiqué *expressis verbis* qu'un service fourni avant l'expiration du délai de rétractation n'est pas à charge du consommateur.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Section 4. Exécution du contrat

Art. L. 223-9. L'article sous rubrique correspond à l'article 9 de la directive. La règle sur l'interdiction de paiement d'avances avant l'expiration du délai de rétractation a été clarifiée et s'étend à d'autres formes d'engagements financiers qui pourraient être donnés par le consommateur tels que, par exemple, la constitution de garanties ou des réserves d'argent sur des comptes.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 223-10. Cet article reprend les dispositions spécifiques de l'article 10 de la directive relatives aux contrats de produits de vacances à long terme. Il règle plus précisément les modalités de paiement pour ces contrats pour lesquels le paiement ne peut se faire que selon un calendrier de paiement échelonné.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 223-11. Cet article correspond à l'article 11 de la directive, qui prévoit la résiliation automatique et sans frais de tout contrat accessoire dans le cas où le consommateur se rétracte du contrat principal. La même règle vaut pour un contrat de crédit auquel le consommateur aurait souscrit soit auprès du professionnel, soit auprès d'un tiers sur base d'un accord avec le professionnel pour payer l'entièreté ou une partie du prix. Cette règle joue sans préjudice des dispositions de la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs, qui connaît une règle similaire pour les contrats de crédit liés.

La commission a suivi le Conseil d'Etat et a supprimé le mot „aucun“ dans l'expression „sans aucun frais“ dérivée de la directive, expression qui ne correspond pas à la terminologie usuellement employée dans le droit interne.

Art. L. 223-12. Le premier paragraphe de l'article 12 de la directive n'est plus repris dans le présent chapitre, étant donné qu'il figure à l'article L. 211-6 du présent Code qui couvre l'entièreté du livre 2.

Le présent article prévoit uniquement une règle de conflit de loi similaire à celle qui figurait déjà dans l'ancienne législation. L'objectif de l'article 12, paragraphe (2) de la directive, qui est transcrit ici, est d'assurer que le consommateur ne peut être privé de la protection de la directive si le bien immobilier est situé dans l'Union européenne ou si le professionnel est actif dans un Etat membre ou dirige ses activités vers un Etat membre.

La commission n'a pas pu faire droit à la demande du Conseil d'Etat „de remplacer la partie de la phrase „accordée par la directive 2008/122/CE ...“ par l'expression „accordée par le présent chapitre“.“ Dans le cadre de cette clause de sauvegarde, le renvoi direct à la directive est à recommander puisqu'il englobe également les dispositions du livre 3. La commission renvoie à cet égard à son commentaire de l'article L. 211-7.

Section 5. Sanctions

Art. L. 223-13. L'article final du chapitre 3 prévoit la sanction pénale applicable en cas d'infraction à certaines dispositions de ce chapitre.

Sous peine d'opposition formelle, le Conseil d'Etat exige que les infractions passibles d'une sanction pénale soient déterminées de façon précise.

La commission a précisé cette disposition en conséquence („L. 223-3 à L. 223-6, L. 223-8 à L. 223-11“ au lieu de „L. 223-3 à L. 223-11“).

Chapitre 4. Contrats de crédit à la consommation

Art. L. 224-1 à L. 224-27. Ce chapitre contient les dispositions de transposition de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit

aux consommateurs. Ces dispositions ont remplacé les dispositions initiales du chapitre 4 „*Contrats de crédit à la consommation*“ du titre 2 du deuxième livre du Code de la consommation en projet, chapitre qui reprenait, tout en anticipant sur certaines évolutions au niveau européen, la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Section 1. Champ d'application et définitions

Art. L. 224-1. Le présent article reprend l'article 2, paragraphe (1) de la directive. Il précise le domaine auquel s'applique le chapitre 4.

La commission n'a pas fait droit au Conseil d'Etat, qui, notant que cette disposition n'a aucune plus-value normative, souhaite sa suppression.

Art. L. 224-2. Les définitions de l'article 3 de la directive ont toutes été reprises dans la présente partie, hormis celles relatives au consommateur et au support durable, étant donné qu'elles figurent déjà à l'article L. 010-1 du présent Code. A noter toutefois que pour ce qui est de la définition du consommateur dans la directive, le législateur communautaire ne s'est pas aligné sur le libellé récent de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales qui préside à l'ensemble du Code, ce qui entraîne une légère adaptation de la définition prévue par l'article 3, point a) de la directive.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 224-3. Le présent article reprend l'article 2, paragraphes (2) à (6) de la directive et délimite de manière plus précise le champ d'application du chapitre 4.

Outre une observation purement descriptive de la transposition opérée par cet article, le Conseil d'Etat „recommande de rédiger le terme „intérêt“ dans le contexte de l'expression „crédit sans intérêts“ avec un „s“, même si le texte européen, version française, ne le prévoit pas.“. La commission a réalisé ces rectifications.

Section 2. Information et pratiques précédant la conclusion du contrat de crédit

Sous-section 1. Publicité

Art. L. 224-4. Cet article reprend les précisions contenues à l'article 4 de la directive en matière de publicité. Même si les dispositions de la directive 2005/29/CE mentionnée ci-avant et transposée en droit luxembourgeois par la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales restent d'application, la directive 2008/48/CE prévoit des règles spécifiques pour les publicités comprenant des informations chiffrées sur le crédit proposé afin d'assurer une comparaison entre ces différentes communications publicitaires au public.

Pour insister sur le caractère impératif de ces informations, le Gouvernement a formulé l'obligation prévue au paragraphe (1) de manière plus stricte. Par ailleurs, il retient la faculté offerte par la directive de ne pas prescrire l'indication du taux annuel effectif global (TAEG) pour les contrats de crédit prévus à l'article L. 224-3, paragraphe (2), c'est-à-dire ceux prévoyant l'octroi de crédit sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximal de trois mois. En effet, pour de tels crédits dont la durée n'est pas connue, la variation du TAEG selon l'hypothèse retenue est bien trop importante, de sorte que le consommateur ne serait qu'induit en erreur par l'indication de ce taux.

Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une disposition facultative, la commission n'a pas fait sien l'avis du Conseil d'Etat estimant que „le recours à un règlement grand-ducal pour déterminer l'exemple représentatif à inscrire dans la publicité n'est pas nécessaire“ et n'a donc pas supprimé le deuxième alinéa du premier paragraphe.

Art. L. 224-5. Cet article n'est pas issu de la directive, mais s'inspire des projets de transposition belge et français qui prévoient de telles interdictions. L'objectif est de pouvoir combattre les publicités fallacieuses, surtout celles originaires des pays limitrophes, qui inondent le marché luxembourgeois et qui promettent, pour ne citer que ces exemples, „regroupement de crédit-augmentez votre pouvoir

d'achat" ou „réponse en 5 minutes, l'argent le jour même“. Ces offres trouvent notamment un accueil favorable auprès des consommateurs en situation de risque pour lesquels la souscription de ce genre de crédit, en règle générale, s'avère très coûteuse et très rigide, et accélère le glissement vers une situation de surendettement. Le fait d'interdire carrément ces publicités, qui contreviennent d'ailleurs à la philosophie même du présent chapitre (engagement réfléchi, prêt responsable), permettra aux autorités compétentes instaurées par la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs de réagir vis-à-vis de telles pratiques et de contribuer à l'action d'autres acteurs en matière d'éducation financière.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'efficacité réelle de l'article sous rubrique. Le point b) de cet article serait à supprimer, alors qu'„il est parfaitement possible qu'un commerçant offre ses produits moyennant un crédit gratuit dans le cadre de pratiques commerciales parfaitement loyales.“. La commission n'a pas partagé cet avis.

Sous-section 2. Informations précontractuelles

Art. L. 224-6. L'article sous rubrique traite du volet important des informations précontractuelles nouvellement prévues par l'article 5 de la directive largement repris dans cette partie. Il s'inscrit dans l'approche promue de manière horizontale par les instances communautaires dans l'ensemble du droit de la consommation et mentionnée explicitement au paragraphe premier visant à assurer que les consommateurs disposent, avant la conclusion d'un contrat, des éléments d'informations qui leur permettent d'opérer leur choix en connaissance de cause.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 224-7. Le présent article correspond à l'article 5, paragraphe (6) de la directive qui précise l'interaction entre le prêteur et le consommateur pendant la phase précontractuelle avec pour but d'assurer que ce dernier ne dispose pas seulement des informations visées à l'article L. 224-6, mais puisse les maîtriser et s'en servir activement pour sélectionner l'offre de crédit qui lui sied le mieux compte tenu de sa situation personnelle. En raison de l'importance qu'accorde le Gouvernement à ces nouvelles règles qui devraient favoriser l'éducation financière des consommateurs, les dispositions sont reprises dans un article à part et se trouvent légèrement renforcées par rapport à la directive en insistant sur l'obligation de résultat. Ainsi, le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, doivent apporter des clarifications – le considérant 27 parle d'„explications personnalisées“ – sur les différents produits en lice, sélectionnés éventuellement sur base des préférences que le consommateur aurait articulées, jusqu'à ce que le consommateur soit en mesure de porter un jugement éclairé sur les offres.

En ce qui concerne les „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs reprises dans un règlement grand-ducal“, le Conseil d'Etat renvoie à son observation sous l'article L. 223-4 ci-avant.

Sous-section 3. Exigences en matière d'information précontractuelle applicables à certains contrats de crédit

Art. L. 224-8. Le législateur communautaire propose de prévoir des obligations d'informations précontractuelles plus souples pour certains types de crédit. La liste du paragraphe (1), reprise telle quelle de l'article 6, paragraphe (1) de la directive, s'applique aux contrats de crédit prévoyant l'octroi de crédit sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximal de trois mois ainsi que des crédits spécifiques couverts par l'article L. 224-3 (4). Comme les auteurs du projet de loi n'entendent pas faire usage de la faculté d'opter pour un régime allégé pour les crédits visés à l'article 2, paragraphe (5) de la directive, ils sont régis par l'article L. 224-6 en ce qui concerne les informations précontractuelles.

Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat, qui souhaite supprimer le paragraphe (2) de cet article comme n'ayant „pas de contrepartie dans la directive“, la commission a maintenu ce paragraphe, qui, dans la continuité de la motivation énoncée pour l'article L. 224-4, retient l'option de ne pas imposer l'indication du TAEG pour les découverts visés à l'article L. 224-3, paragraphe (2).

Sous-section 4. Dérogations aux informations précontractuelles requises

Art. L. 224-9. Le texte de l'article 7 de la directive, qui est repris ici, avait suscité maintes réactions au moment de sa négociation, de crainte de voir le consommateur privé de la fourniture des informations précontractuelles. La dérogation, prévue à la première phrase visant à clarifier que le devoir d'information du consommateur ne pèse pas sur un intermédiaire de crédit tel un fournisseur de biens et de services qui ne saurait valablement remplir les exigences formulées notamment à l'article 5, paragraphe (6) de la directive, a par conséquent été complétée. La deuxième phrase précise donc que l'obligation du prêteur d'assurer l'information du consommateur reste intacte.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 5. Obligation d'évaluer la solvabilité du consommateur

Art. L. 224-10. Le présent article porte transposition des dispositions pertinentes des articles 8 et 9 de la directive en tenant compte du fait qu'il n'existe pas au Luxembourg de bases de données relatives aux crédits (*credit registers*).

Le Conseil d'Etat émet des considérations générales concernant les paragraphes de cet article et renvoie également à son avis émis le 22 juin 2010 dans le cadre du projet de loi sur le surendettement.

Section 3. Informations et droits concernant les contrats de crédit

Sous-section 1. Informations à mentionner dans les contrats de crédit

Art. L. 224-11. L'article sous rubrique transpose fidèlement les dispositions de l'article 10 de la directive portant sur les informations à indiquer dans les différents contrats de crédit.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 2. Information sur le taux débiteur

Art. L. 224-12. L'article sous rubrique reprend mot pour mot l'article 11 de la directive et omet au premier paragraphe la locution „le cas échéant“, sachant que les dispositions ne s'appliquent que lorsqu'il y a un changement du taux débiteur.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 3. Obligations relatives au contrat de crédit prenant la forme d'une facilité de découvert

Art. L. 224-13. Le présent article correspond à l'article 12 de la directive et prévoit les informations et les modalités de leur communication pour ce qui est de l'exécution d'un contrat de crédit consenti sous forme d'une facilité de découvert.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 4. Contrats de crédit à durée indéterminée

Art. L. 224-14. Cet article est identique à l'article 13 de la directive qui a voulu encadrer spécifiquement les contrats de crédit à durée indéterminée. Le considérant 33 fournit des exemples sur ce que l'on peut entendre par la notion de „raisons objectivement justifiées“ au paragraphe (2). Ainsi, on cite à titre indicatif la suspicion d'une utilisation frauduleuse ou non autorisée du crédit ou le risque sensiblement accru que le consommateur ne peut pas remplir son obligation de remboursement du crédit.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 5. Droit de rétractation

Art. L. 224-15. L'article sous rubrique introduit nouvellement un droit de rétractation généralisé pour les contrats autres que ceux conclus à distance. Désormais, un consommateur pourra donc éga-

lement renoncer endéans quatorze jours calendrier à un contrat qu'il aura signé dans une agence d'une banque. Quant au délai, il correspond à la durée qui constitue le dénominateur commun au niveau communautaire et que le projet de Code a retenu par anticipation par rapport aux différentes négociations en cours au moment du dépôt du projet de loi de codification. Dans ce souci de cohérence, le projet de texte opte pour le libellé de „calendrier“ et non de „calendaire“ comme retenu dans la présente directive sans que cela ne représente un changement sur le fond.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 6. Contrats de crédit liés

Art. L. 224-16. Cet article traite des contrats de crédits liés.

Les auteurs du projet de loi avaient jugé que les mesures de précaution prévues à l'article 16 de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation, permettant par l'entremise du juge des référés de reprendre sous certaines conditions comme mesure conservatoire la chose vendue financée par le crédit lié, gardaient toute leur actualité. Elles étaient par conséquent reprises au paragraphe (3) du présent article.

Face à l'opposition formelle du Conseil d'Etat, maintenue également dans son troisième avis complémentaire malgré les explications supplémentaires fournies, la commission parlementaire a renoncé à ce paragraphe. En effet, dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat s'était montré „très sceptique concernant le système proposé de l'intervention du juge des référés.“ Il évoque une série de questions „non résolues“ qui l'amènent à s'opposer formellement au vu „des incohérences entre le texte sous avis et les dispositions de droit commun en matière contractuelle et en matière de droit de propriété“ et note s'il „était dans l'intention des auteurs d'introduire le système de la réserve de propriété (*Eigentumsvorbehalt*), il y a lieu de l'énoncer clairement.“

Sous-section 7. Remboursement anticipé

Art. L. 224-17. Cet article traitant du remboursement anticipé fut l'un des plus controversés en fin de négociation avec le Parlement européen. Si l'idée d'un remboursement anticipé par le consommateur d'un crédit à taux fixe avec une réduction équitable du coût total du crédit et une indemnité équitable et objective pour le prêteur était acquise dès 2002, les conditions exactes en étaient fortement controversées. Un consensus n'a pu être trouvé, notamment sur le plafond de l'indemnité du prêteur, qu'en dernière ligne droite avant l'adoption de la directive au prix de certaines libertés réservées aux Etats membres.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 8. Cession des droits

Art. L. 224-18. L'article sous rubrique correspond à l'article 17 de la directive sur la cession des droits, dispositions qui se retrouvent partiellement déjà à l'article 7 de la loi modifiée du 9 août 1993.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Sous-section 9. Dépassement

Art. L. 224-19. Le présent article est identique aux dispositions de l'article 18 de la directive, sauf en ce qui concerne le troisième paragraphe où le Gouvernement a jugé utile de préciser la notion de „durée significative“ en fixant une période de trois mois. Il importe en effet qu'un consommateur, se trouvant pendant une période continue de trois mois en situation de dépassement, se voit obligatoirement proposé par le prêteur une autre forme de crédit qui, sans que cela ne soit dit de manière expresse, offre des conditions de financement moins onéreuses pour le consommateur.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Section 4. Calcul du taux annuel effectif global

Art. L. 224-20. L'un des grands objectifs de la directive est d'harmoniser la méthodologie pour le calcul du TAEG afin de permettre des comparaisons d'offres transfrontalières du crédit à la consom-

mation. L'article sous rubrique ne fait donc que dupliquer l'article 19 de la directive, sous réserve d'une légère reformulation de son premier paragraphe, en renvoyant à un règlement grand-ducal pour la formule mathématique prévue à la première partie de l'annexe I de la directive, et en intégrant au présent commentaire les explications prévues en son dernier paragraphe.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Section 5. Prêteurs et intermédiaires de crédit

Sous-section 1. Contrôle des prêteurs et des intermédiaires de crédit

Art. L. 224-21. L'article 20 de la directive exige que les prêteurs „soient contrôlés par une autorité ou un organisme indépendant des institutions financières, ou fassent l'objet d'une réglementation“.

Le législateur n'entend pas changer le régime en vigueur au Luxembourg. Le paragraphe (1) de l'article L. 224-21 du Code reprend dès lors l'article 11, paragraphe (1) de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Même si l'obligation de l'article 20 de la directive se limite aux seuls prêteurs, les auteurs du projet de loi estiment néanmoins utile d'introduire dans le chef des intermédiaires de crédit une obligation de se faire enregistrer auprès du Ministère ayant la protection des consommateurs dans ses attributions. L'enregistrement consiste dans l'inscription sur une liste tenue par le Ministère compétent. Cette inscription sur la liste des intermédiaires de crédit n'équivaut pas à un agrément, ni ne constitue une attestation du respect des conditions légales par les personnes y inscrites. La liste en question à dresser par le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, sur base de la notification obligatoire à effectuer tant par les intermédiaires agissant à titre permanent ou à titre accessoire, constitue simplement un outil d'information autant pour les autorités nationales que pour le grand public avec comme but de donner un aperçu sur l'ensemble des intermédiaires établis sur le territoire du Grand-Duché.

Afin d'accroître davantage la transparence dans ce secteur, la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire a jugé utile d'introduire, au paragraphe (2) également l'obligation d'informer, lors de cet enregistrement, sur l'identité et l'adresse du prêteur ou du siège de l'établissement de crédit.

Par conséquent, la commission n'a pas suivi la demande de suppression de cet article, exprimée dans le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat. Celui-ci remarque que le paragraphe (2) „n'apporte d'ailleurs pas de garanties supplémentaires au consommateur“ et considère l'autorisation prévue au premier paragraphe comme superfétatoire du fait que „les professionnels du secteur financier disposent nécessairement de l'autorisation requise pour faire des opérations de crédit. Par ailleurs, les autres professionnels disposant déjà d'une autorisation d'établissement sur base de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement sont couverts par cette loi.“.

Sous-section 2. Certaines obligations des intermédiaires de crédit vis-à-vis des consommateurs

Art. L. 224-22. Le présent article reprend dans son paragraphe premier l'obligation de l'intermédiaire prévue à l'article 21, point a) d'informer le consommateur dans sa publicité et dans toute autre communication au consommateur sur le rôle exact qu'il joue dans la négociation d'un contrat de crédit afin que le consommateur sache au juste à qui il a à faire. Les deuxième et troisième paragraphes correspondent aux points b) et c) de l'article 21 de la directive.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Section 6. Dispositions d'exécution

Sous-section 1. Dispositions impératives

Art. L. 224-23. L'article sous rubrique est relatif à l'article 22 de la directive portant sur l'harmonisation et le caractère impératif de la directive.

La commission parlementaire n'a pas fait sienne la proposition de texte du Conseil d'Etat, réunissant en une seule disposition les articles L. 224-23 et L. 224-24. Elle donne à considérer que le libellé du projet de loi est plus près de la directive.

L'objectif de ces articles n'est pas d'assurer le caractère d'ordre public des dispositions du présent chapitre, déjà consacré au niveau de l'article L. 211-6, mais d'exclure que ces dispositions puissent être contournées.

Sous-section 2. Sanctions

Art. L. 224-24 et L. 224-25. Conformément à l'article 23 de la directive, les Etats membres doivent arrêter des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives pour assurer que le texte de transposition soit respecté. Dans le cas présent, le Gouvernement propose de s'aligner sur le régime des sanctions en vigueur.

En ce qui concerne l'article L. 224-24, la commission parlementaire renvoie à son commentaire de l'article précédent.

Le Conseil d'Etat s'oppose formellement au paragraphe (6) de l'article L. 224-25, alors qu'il créerait „une inégalité entre les professionnels établis avant l'entrée en vigueur de la loi et ceux voulant s'établir postérieurement, qui ne seraient pas frappés par la sanction prévue en cas de non-inscription sur la liste“.

La commission parlementaire tient d'abord à souligner que les „intermédiaires de crédit établis au Luxembourg“ visés à l'article L. 224-21, paragraphe (2) sont non seulement les intermédiaires qui seraient établis avant l'entrée en vigueur de la loi, mais *tous* les intermédiaires opérant à un moment donné sur le marché luxembourgeois.

Toutefois, afin d'exclure tout doute qui aurait pu subsister sur la question de savoir quels intermédiaires seraient finalement touchés par la sanction en cas de non-inscription sur la liste (article L. 224-25 (6)), la commission a supprimé la disposition transitoire reprise dans le libellé même de ce paragraphe („dans un délai de 6 mois après l'entrée en vigueur de la présente loi“), afin de reprendre ce bout de phrase en tant que disposition d'entrée en vigueur spécifique à la fin de ce même chapitre (*Sous-section 4. Dispositions finales, article L. 224-27*).

Pour le cas où l'amendement proposé ne suffisait pas à enlever tout doute à son intention, qui n'est nullement de distinguer entre les intermédiaires de crédit en fonction de la date de leur établissement, la commission avait également signalé qu'elle pourrait en plus s'accommoder de la modification suivante, jugée toutefois superfétatoire, du paragraphe (2) de l'article L. 224-21: „(2) Les intermédiaires de crédit établis ou à établir au Luxembourg ...“.

Dans son troisième avis complémentaire, le Conseil d'Etat lève son opposition formelle et concède que l'ajout „ou à établir“ serait superfétatoire.

Sous-section 3. Résolution extrajudiciaire des litiges

Art. L. 224-26. Les directives récentes qui s'inscrivent dans le domaine de la protection des consommateurs renforcent les obligations des Etats membres de mettre en place des „procédures adéquates et efficaces de résolution extrajudiciaire des litiges“ (article 24, paragraphe (1) de la directive 2008/48/CE). Jusqu'à présent, le Luxembourg n'a pas vraiment été à la pointe dans ce domaine.

Dans son accord de coalition, le Gouvernement s'est toutefois engagé à remédier à cette situation: „Dans le cadre des modes de résolution de conflits, des instruments autres que la justice classique, telle que la médiation, sont développés. Le Gouvernement établit une stratégie pour inciter les entreprises à s'engager dans cette voie dans le secteur de la construction notamment“.

En attendant que cette stratégie ne se concrétise, et dans l'attente également de la transposition de la directive 2008/52/CE sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, le présent article se limite à renvoyer à la Commission de surveillance du secteur financier. Celle-ci œuvre en tant que structure ADR (*alternative dispute resolution*) sur base de l'article 58 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et, conformément à la circulaire IML 95/118, en tant qu'organe de résolution extrajudiciaire dès lors qu'on lui adresse une plainte relative à une personne soumise à sa surveillance. Pour les autres litiges qui ne tombent pas sous ses compétences, il existe pour le moment le Centre de médiation du barreau notifié en tant qu'ADR auprès de la Commission européenne.

La commission parlementaire n'a pas suivi les observations du Conseil d'Etat exprimées dans son deuxième avis complémentaire. Dans celui-ci, il se déclare „en principe d'accord à accorder la mission

prévue à l'article 24 de la directive à la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après CSSF)". Il considère toutefois que cette compétence devrait être ajoutée dans la loi organique portant création de la CSSF. La commission donne à considérer que l'article 58 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier a déjà donné une compétence afférente à la CSSF, devenue ainsi l'héritière de la mission confiée initialement à l'Institut Monétaire Luxembourgeois.

La commission se permet de citer comme suit la circulaire „IML 95/118“ concernant „Le traitement des réclamations de la clientèle“: „L'intervention de l'IML sur base de l'article 58 est faite en sa qualité d'autorité publique. S'il vise à régler à l'amiable les réclamations qu'il reçoit, il le fait sur base de l'autorité que la loi lui confère, et il n'intervient ni comme un juge ou arbitre qui rend une sentence obligatoire, ni comme un „ombudsman“ qui par définition est une personne chargée de défendre les droits du citoyen face aux pouvoirs publics“.

La commission souligne qu'il n'est nullement dans son intention ni dans celle des auteurs de cet article d'accorder à la CSSF un rôle d'arbitre, comme le semble comprendre le Conseil d'Etat. Partant, elle ne peut reprendre son libellé proposé pour le paragraphe (2) qui exclurait tout recours ultérieur devant les tribunaux ordinaires.

Sous-section 4. Dispositions finales

Art. L. 224-27. Le présent article reprend les mesures transitoires prévues par l'article 30 de la directive. Si le chapitre sous rubrique ne s'applique pas aux crédits en vigueur au moment de l'adoption du présent texte, une exception est prévue pour les crédits à durée indéterminée pour lesquels un certain nombre de dispositions vaudront néanmoins dorénavant.

Afin d'améliorer la lisibilité du paragraphe (6) de l'article L. 224-25 et d'exclure toute interprétation erronée, la commission parlementaire a, suite au deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat, transféré la disposition transitoire initialement prévue au libellé même du paragraphe en question à l'article L. 224-27.

Dans son troisième avis complémentaire, le Conseil d'Etat doute, compte tenu du fait que le délai de transposition de la directive est déjà révolu, „qu'en cas de conflit judiciaire une telle disposition puisse résister à la critique d'une transposition non conforme“. La commission n'a pas partagé cet avis, puisque le délai d'entrée en vigueur prévu ne vise pas la directive et une de ses dispositions de transposition, mais uniquement le paragraphe (2) de l'article L. 224-21.

Chapitre 5. Voyages à forfait

Art. L. 225-1 à L. 225-20. Ce chapitre intègre la loi modifiée du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours et portant transposition de la directive du 13 juin 1990 concernant les voyages, vacances et circuits à forfait dans le Code de la consommation. Les articles du Code reprennent purement et simplement ceux de la loi de 1994 en question, sans y apporter de modifications.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec la reprise textuelle de la loi.

La commission n'a pas apporté de modifications à ce chapitre.

*

LIVRE 3.

MISE EN OEUVRE DU DROIT DE LA CONSOMMATION

TITRE 1.

Organes consultatifs et compétents

Chapitre 1. Autorités compétentes

Art. L. 311-1 à L. 313-2. Le livre 3 du présent projet de Code est consacré à la mise en œuvre des dispositions contenues dans les deux premiers livres. L'application efficace du droit de la consommation étant un objectif de tout premier ordre, tant au niveau communautaire que national, les auteurs du

présent projet ont choisi de réserver ce premier titre aux organes compétents pour l'application effective des règles du droit de la consommation.

Les dispositions reprises dans ce titre ne suscitent pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Art. L. 311-8. Compte tenu notamment des observations émises par différentes parties intéressées par rapport à l'article L. 311-8 et par rapport à l'article 8 de la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs, la commission a proposé de revenir à la version actuelle de cet article 8. Ce retour en arrière a été opéré pour deux raisons, explicitées dans sa première lettre d'amendements.

La distinction introduite entre „inspections“ et „perquisitions“ est ainsi abandonnée.

Compte tenu de la procédure en question, la commission parlementaire a toutefois opté pour le terme consacré de „perquisition“. Le terme malpropre d'„inspection“ provenait d'un texte communautaire (Règlement (CE) No 2006/2004).

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'Etat partage les développements de la commission parlementaire, „marquant un retour à la terminologie et à la procédure de la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs.“

TITRE 2.

Actions en cessation

Art. L. 320-1 à L. 320-7. Le titre 2 du livre 3 du futur Code de la consommation reprend, pour les matières couvertes par le Code, les dispositions relatives à l'action en cessation telles que modifiées par la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs. Tout en les regroupant de manière structurée, il se limite à reprendre les procédures existantes éparpillées actuellement dans les différents textes de loi qui seront abrogés à la suite de l'adoption du Code. Les adaptations mineures, qui se sont imposées pour assurer la cohérence avec la structure du Code, sont explicitées par les auteurs du projet de loi initial dans leur commentaire des articles.

Les amendements parlementaires apportés aux articles regroupés sous ce titre sont conformes à ceux apportés aux dispositions regroupées sous l'article 4 du projet de loi 5881A. Ces amendements ont précisé la procédure d'application en matière d'actions en cessation.

Ces articles ne suscitent pas d'observation de la part du Conseil d'Etat, ni dans leur version initiale, ni dans leur version amendée.

*

6) TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire recommande, en sa majorité, à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 5881A dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI
portant introduction d'un Code de la consommation

Art. 1er. Les dispositions annexées à la présente loi constituent le Code de la consommation.

TITRE 1.

Dispositions abrogatoires

Art. 2. Sont abrogés:

- la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur;
- la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation;
- la loi modifiée du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours et portant transposition de la directive du 13 juin 1990 concernant les voyages, vacances et circuits à forfait;
- la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers;
- les articles 52bis à 59 de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;
- la loi modifiée du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation;
- la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité;
- les alinéas 6 à 10 de l'article 2 de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence;
- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance;
- la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs;
- la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales.

Art. 3. Les références à des dispositions abrogées par la présente loi sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du Code de la consommation.

TITRE 2.

Dispositions modificatives

Art. 4. (1) Les alinéas 1 à 3 de l'article 19-1 de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments sont remplacés par les alinéas suivants:

„Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête de toute personne, du collège médical, du conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie, des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation ou du Ministre ayant la santé dans ses attributions, peut ordonner la cessation des actes de publicité ou l'interdiction d'actes de publicité projetés, lorsqu'ils sont contraires à l'article qui précède et au règlement pris en son exécution.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.“

(2) Les alinéas 1 à 3 de l'article 10-1 de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commande sont remplacés par les alinéas suivants:

„Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale, à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation, du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier ou du Commissariat aux Assurances, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire à l'article 10 de la présente loi.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.“

(3) Les alinéas 1 et 2 du paragraphe (5) de l'article 28 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques sont remplacés par les alinéas suivants:

„Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation, du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier ou du Commissariat aux Assurances, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire au présent article ou au règlement grand-ducal visé au paragraphe (4) ci-dessus.

L'action en cessation est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.“

(4) Les alinéas 1 à 3 de l'article 71-1 de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique sont remplacés par les alinéas suivants:

„Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation, du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier ou du Commissariat aux Assurances, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux articles 1 à 5, 19 à 21, 46 à 52 de la présente loi.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action en cessation est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.“

(5) Les alinéas 1 à 3 de l'article 23 de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative sont remplacés par les alinéas suivants:

„Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête de toute personne, d'un groupement professionnel, des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation, du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier ou du Commissariat aux Assurances, peut ordonner la cessation des actes contraires aux dispositions des articles 1 à 22 de la présente loi, même en l'absence de preuve d'une perte ou d'un préjudice réel ou d'une intention ou d'une négligence de la part de l'annonceur.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action en cessation est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.“

(6) Les paragraphes (1) à (3) de l'article 62-11 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance sont remplacés par les paragraphes suivants:

„(1) Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation ou du Commissariat aux Assurances, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire à la présente loi.

(2) L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

(3) L'action en cessation est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.“

(7) La loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat est modifiée comme suit:

1. Le 5e tiret de l'article 2 (1) 2ème alinéa est libellé comme suit:

„– du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, du Ministre ayant la santé dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier et du Commissariat aux assurances de se faire représenter par un fonctionnaire ou un agent de leurs administrations, dûment mandaté, devant les juridictions statuant sur base d'une action en cessation prévue par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation.“

2. L'alinéa 1er de l'article 35, paragraphe (3) est libellé comme suit:

„Le lieu de travail de l'avocat et le secret des communications, par quelque moyen que ce soit, entre l'avocat et son client, sont inviolables. Lorsqu'une mesure de procédure civile ou d'instruction criminelle ou d'inspection prévue par l'article L. 311-8 du Code de la consommation est effectuée auprès ou à l'égard d'un avocat dans les cas prévus par la loi, il ne peut y être procédé qu'en présence du Bâtonnier ou de son représentant, ou ceux-ci dûment appelés.“

(8) L'alinéa 1er de l'article 10 de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes se lit comme suit:

„Dans les contrats conclus par démarchage à domicile, au lieu de travail ou pendant une excursion organisée par ou pour le fournisseur professionnel en dehors de ses établissements commerciaux, entre un fournisseur professionnel et un consommateur final privé, celui-ci a la faculté pendant quatorze jours calendrier de la commande ou de l'engagement, s'agissant de la fourniture de biens ou de services, et encore dans les quinze jours de la réception, s'agissant de la fourniture de biens, d'y renoncer par lettre recommandée avec accusé de réception.“

(9) Le dernier alinéa de l'article 2 de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence se lit comme suit:

„Les infractions aux règlements pris en application du présent article sont punies d'une amende de 251 à 50.000 euros.“

TITRE 3.

Dispositions relatives aux contrats d'utilisation de biens à temps partagé, aux contrats de produits de vacances à long terme et aux contrats de revente et d'échange

Art. 5. Sont introduites les dispositions suivantes relatives aux contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange:

„Chapitre 1. *Champ d'application et définitions*

Art. 1. (1) Le présent titre s'applique aux contrats d'utilisation de biens à temps partagé, aux contrats de produits de vacances à long terme et aux contrats de revente et d'échange.

(2) Le présent titre s'applique sans préjudice de la législation:

- a) prévoyant des recours selon le droit commun des contrats;
- b) concernant l'enregistrement de biens mobiliers ou immobiliers et le transfert de biens immobiliers;
- c) concernant les conditions d'établissement, les régimes d'autorisation ou les conditions d'octroi des licences; et
- d) concernant la détermination de la nature juridique des droits qui font l'objet des contrats couverts par le présent titre.

Art. 2. (1) Pour l'application du présent titre, on entend par:

- 1) „consommateur“, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale;
- 2) „professionnel“, toute personne physique ou morale qui agit à des fins qui entrent dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, et toute personne agissant au nom ou pour le compte d'un professionnel;
- 3) „contrat d'utilisation de biens à temps partagé“, un contrat d'une durée de plus d'un an par lequel un consommateur acquiert, à titre onéreux, le droit d'utiliser un ou plusieurs hébergements pour la nuit pour plus d'un séjour;
- 4) „contrat de produits de vacances à long terme“, un contrat d'une durée de plus d'un an par lequel un consommateur acquiert essentiellement, à titre onéreux, le droit de bénéficier de réductions ou d'autres avantages relatifs à son hébergement, à l'exclusion ou non du transport ou d'autres services;
- 5) „contrat de revente“, un contrat par lequel un professionnel, à titre onéreux, aide un consommateur à vendre ou à acheter un droit d'utilisation de biens à temps partagé ou un produit de vacances à long terme;
- 6) „contrat d'échange“, un contrat par lequel un consommateur, à titre onéreux, participe à un système d'échange qui lui permet d'accéder à un hébergement pour la nuit ou à d'autres services et, en échange, de permettre à d'autres personnes de bénéficier temporairement des droits découlant de son contrat d'utilisation de biens à temps partagé;
- 7) „contrat accessoire“, un contrat par lequel le consommateur acquiert des services liés à un contrat d'utilisation de biens à temps partagé ou à un contrat de produits de vacances à long terme, ces services étant fournis par le professionnel ou un tiers sur la base d'un accord entre ce tiers et le professionnel;
- 8) „support durable“, tout instrument qui permet au consommateur de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement d'une manière permettant de s'y reporter aisément à l'avenir pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées;
- 9) „code de conduite“, un accord ou un ensemble de règles qui ne sont pas imposés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives et qui définissent le comportement des professionnels qui s'engagent à être liés par lui en ce qui concerne une ou plusieurs pratiques commerciales ou un ou plusieurs secteurs d'activité;

10) „responsable de code“, toute entité, y compris un professionnel ou groupe de professionnels, responsable de l'élaboration et de la révision d'un code de conduite et/ou de la surveillance du respect de ce code par ceux qui se sont engagés à être liés par celui-ci.

(2) Toute disposition du contrat permettant sa reconduction ou prorogation tacite est prise en considération pour calculer la durée du contrat d'utilisation de biens à temps partagé, ou du contrat de produits de vacances à long terme, respectivement définis au paragraphe (1), points 3) et 4).

Art. 3. (1) Toute publicité doit indiquer la possibilité d'obtenir les informations visées à l'article 4, paragraphe (1) et préciser où elles peuvent être obtenues.

(2) Lorsqu'un contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange est offert à un consommateur en personne lors d'une promotion ou d'une manifestation de vente, le professionnel indique clairement dans l'invitation le but commercial et la nature de la manifestation.

(3) Les informations visées à l'article 4, paragraphe (1), sont mises à la disposition du consommateur à tout moment durant la manifestation.

(4) Un bien à temps partagé ou un produit de vacances à long terme n'est ni commercialisé ni vendu comme un investissement.

Chapitre 2. Informations précontractuelles

Art. 4. (1) En temps utile avant la conclusion d'un contrat, le professionnel fournit au consommateur les informations précises qui suivent:

- a) dans le cas d'un contrat d'utilisation de biens à temps partagé: au moyen du formulaire standard d'informations prévu dans un règlement grand-ducal ainsi que les informations visées à la partie 3 dudit formulaire;
- b) dans le cas d'un contrat de produits de vacances à long terme: au moyen du formulaire standard d'informations repris dans un règlement grand-ducal ainsi que les informations visées à la partie 3 dudit formulaire;
- c) dans le cas d'un contrat de revente: au moyen du formulaire standard d'informations repris dans un règlement grand-ducal, ainsi que les informations visées à la partie 3 dudit formulaire;
- d) dans le cas d'un contrat d'échange: au moyen du formulaire standard d'informations repris dans un règlement grand-ducal, ainsi que les informations visées à la partie 3 dudit formulaire.

(2) Les informations visées au paragraphe (1) sont fournies gratuitement par le professionnel sur support papier ou sur un autre support durable aisément accessible pour le consommateur.

(3) Les informations visées au paragraphe (1) doivent être rédigées, au choix du consommateur, soit en langue allemande, soit en langue française, soit dans la langue de l'Etat membre dont il a la nationalité, à condition qu'il s'agisse d'une langue officielle de l'Union européenne.

Art. 5. (1) Le contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange doit être fourni par écrit, sur support papier ou sur un autre support durable, et rédigé, au choix du consommateur, soit en langue allemande, soit en langue française, soit dans la langue de l'Etat membre dont il a la nationalité, à condition qu'il s'agisse d'une langue officielle de l'Union européenne.

Au cas où le contrat est conclu avec un acquéreur ayant son domicile au Grand-Duché de Luxembourg, le contrat doit également être rédigé soit en langue allemande, soit en langue française.

Dans le cas d'un contrat d'utilisation de biens à temps partagé concernant un bien immobilier précis, le professionnel remet en plus au consommateur une traduction certifiée conforme du contrat dans la langue ou une des langues de l'Etat dans lequel le bien immobilier est situé, à condition qu'il s'agisse d'une langue officielle de l'Union européenne.

(2) Les informations visées à l'article 4, paragraphe (1), font partie intégrante du contrat et ne peuvent être modifiées, à moins que les parties n'en décident autrement de manière explicite ou que

les changements résultent de circonstances indépendantes de la volonté du professionnel, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées malgré toute la diligence déployée.

Ces modifications sont communiquées au consommateur, sur support papier ou sur un autre support durable aisément accessible pour lui, avant la conclusion du contrat.

Le contrat fait expressément état de ces modifications.

(3) Outre les informations visées à l'article 4, paragraphe (1), le contrat comprend:

- a) l'identité, le lieu de résidence et la signature de chacune des parties; et
- b) la date et le lieu de la conclusion du contrat.

(4) Avant la conclusion du contrat, le professionnel attire expressément l'attention du consommateur sur l'existence d'un droit de rétractation et sur la durée du délai de rétractation, visée à l'article 6, ainsi que sur l'interdiction visée à l'article 9 du paiement d'avances pendant le délai de rétractation.

Les clauses du contrat correspondantes sont signées séparément par le consommateur.

Le contrat comprend en outre un formulaire standard de rétractation distinct, qui est repris dans un règlement grand-ducal.

(5) Le consommateur reçoit une copie ou des copies du contrat au moment de sa conclusion. Sous peine de nullité, le contrat doit être rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes, à moins qu'il ne s'agisse d'un acte notarié.

Chapitre 3. Droit de rétractation

Art. 6. (1) Le consommateur a le droit de se rétracter, par écrit sur tout support durable, sans indication de motif et sans pénalité, dans un délai de quatorze jours calendrier, du contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange.

(2) Le délai de rétractation est calculé:

- a) à partir du jour de la conclusion du contrat ou de tout contrat préliminaire contraignant; ou
- b) à partir du jour où le consommateur reçoit le contrat ou tout contrat préliminaire contraignant, si ce jour est ultérieur à la date mentionnée au point a).

(3) Si un formulaire standard de rétractation comme prévu par l'article 5, paragraphe (4), a été rempli par le professionnel et fourni au consommateur par écrit, sur un support papier ou sur un autre support durable dans un délai d'un an à compter du jour visé au paragraphe (2) du présent article, le délai de rétractation commence à courir le jour où le consommateur reçoit ce formulaire. De même, si les informations visées à l'article 4, paragraphe (1), en ce compris le formulaire standard d'information applicable prévu dans un règlement grand-ducal, ont été fournies au consommateur par écrit, sur un support papier ou sur un autre support durable, dans un délai de trois mois à compter du jour visé au paragraphe (2) du présent article, le délai de rétractation commence à courir le jour où le consommateur reçoit ces informations.

(4) Dans le cas où le contrat d'échange est offert au consommateur avec et en même temps que le contrat d'utilisation de biens à temps partagé, un seul délai de rétractation, conformément au paragraphe (1) du présent article, s'applique aux deux contrats. Le délai de rétractation pour les deux contrats est calculé conformément aux dispositions du paragraphe (2) du présent article telles qu'elles s'appliquent au contrat d'utilisation de biens à temps partagé.

(5) Le délai de rétractation expire:

- a) à l'issue d'une période d'un an et quatorze jours calendrier à compter du jour visé au paragraphe (2) du présent article, lorsque le formulaire standard de rétractation distinct, comme prévu par l'article 5, paragraphe (4), n'a pas été rempli par le professionnel et fourni au consommateur, sur un support papier ou sur un autre support durable;
- b) à l'issue d'une période de trois mois et quatorze jours calendrier à compter du jour visé au paragraphe (2) du présent article, lorsque les informations visées à l'article 4, paragraphe (1), y compris le formulaire standard d'information applicable prévu dans un règlement grand-ducal,

ne sont pas fournies au consommateur par écrit, sur un support papier ou sur un autre support durable.

- c) En cas de non-fourniture par le professionnel des informations visées à l'article 4, paragraphe (1) ou du formulaire standard de rétractation, visé à l'article 5, paragraphe (4) endéans les délais prévus aux points a) et b) du présent paragraphe le consommateur peut invoquer la nullité du contrat.

Art. 7. Lorsque le consommateur entend exercer son droit de rétractation, il notifie au professionnel, sur support papier ou sur un autre support durable, sa décision de se rétracter, avant l'expiration du délai de rétractation. Le consommateur peut utiliser le formulaire standard de rétractation prévu dans un règlement grand-ducal et fourni par le professionnel conformément à l'article 5, paragraphe (4). Le délai est respecté si la notification a été envoyée avant l'expiration du délai de rétractation.

Art. 8. (1) L'exercice du droit de rétractation par le consommateur met fin à l'obligation des parties d'exécuter le contrat.

(2) Lorsque le consommateur exerce le droit de rétractation, il ne supporte aucun coût et n'est pas redevable de la valeur correspondant au service ayant pu être fourni avant la rétractation.

Chapitre 4. Exécution du contrat

Art. 9. (1) Pour les contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme et d'échange, le paiement d'avances, la constitution de garanties, la réserve d'argent sur des comptes, les reconnaissances explicites de dettes ou toute autre rémunération du professionnel ou d'un tiers par le consommateur avant la fin de la période de rétractation conformément à l'article 6 sont interdits.

(2) Pour les contrats de revente, le paiement d'avances, la constitution de garanties, la réserve d'argent sur des comptes, les reconnaissances explicites de dettes ou toute autre rémunération du professionnel ou d'un tiers par le consommateur avant que cette vente n'ait effectivement eu lieu ou qu'il ait été mis fin au contrat de revente par d'autres voies sont interdits.

Art. 10. (1) En ce qui concerne les contrats de produits de vacances à long terme, le paiement se fait selon un calendrier de paiement échelonné. Tout paiement du prix expressément indiqué dans le contrat autrement que conformément au calendrier de paiement échelonné est interdit. Les paiements, y compris toute cotisation, sont divisés en annuités, chacune étant d'égale valeur. Le professionnel envoie une demande de paiement par écrit, sur support papier ou sur un autre support durable, au moins quatorze jours calendrier avant chaque date d'échéance.

(2) A partir de la deuxième annuité, le consommateur peut mettre fin au contrat sans encourir de sanction en donnant un préavis au professionnel dans les quatorze jours calendrier qui suivent la réception de la demande de paiement pour chaque annuité.

Art. 11. (1) Lorsque le consommateur exerce son droit de rétractation du contrat d'utilisation de biens à temps partagé ou de produits de vacances à long terme, tout contrat d'échange qui en dépend ou tout autre contrat accessoire est automatiquement résilié sans frais pour le consommateur.

(2) Sans préjudice de l'article L. 224-16, lorsque le prix est entièrement ou partiellement couvert par un crédit accordé au consommateur par le professionnel ou par un tiers sur la base d'un accord entre le tiers et le professionnel, le contrat de crédit est résilié, sans frais pour le consommateur, lorsque le consommateur exerce son droit de rétractation du contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange.

Le contrat de crédit mentionné à l'alinéa précédent est résilié de plein droit lorsque le consommateur exerce son droit de rétractation du contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange.

Art. 12. Lorsque la loi applicable est celle d'un pays tiers, le consommateur ne peut être privé de la protection accordée par la directive 2008/122/CE du Parlement et du Conseil du 14 janvier

2009 relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange, telle qu'appliquée dans l'Etat membre du for si:

- l'un des biens immobiliers concernés est situé sur le territoire d'un Etat membre, ou
- dans le cas d'un contrat qui n'est pas directement lié à un bien immobilier, le professionnel exerce une activité commerciale ou professionnelle dans un Etat membre ou, de quelque manière que ce soit, dirige cette activité vers un Etat membre et que le contrat rentre dans le cadre de cette activité.

Chapitre 5. Sanctions

Art. 13. Sont punis d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ceux qui commettent une infraction aux dispositions des articles 3 à 6, 8 à 11 du présent titre.

Art. 14. (1) Le consommateur ne peut renoncer à la protection effective dont il bénéficie en vertu du présent titre.

(2) Toute clause contraire au paragraphe qui précède est abusive et réputée nulle et non écrite.

Art. 15. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation et du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux dispositions du présent titre.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision prononcée en vertu du présent article coulée en force de chose jugée est punie d'une amende de 251 euros à 50.000 euros.“

TITRE 4.

Dispositions relatives aux contrats de crédit à la consommation

Art. 6. Sont introduites les dispositions suivantes relatives aux contrats de crédit à la consommation:

„Chapitre 1. Champ d'application et définitions

Art. 1. Le présent titre s'applique aux contrats de crédit aux consommateurs.

Art. 2. Pour l'application du présent titre, on entend par:

- a) „consommateur“: toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale;

- b) „prêteur“: toute personne physique ou morale qui consent ou s’engage à consentir un crédit dans le cadre de l’exercice de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale;
- c) „contrat de crédit“: un contrat en vertu duquel un prêteur consent ou s’engage à consentir à un consommateur un crédit sous la forme d’un délai de paiement, d’un prêt ou de toute autre facilité de paiement similaire, à l’exception des contrats conclus en vue de la prestation continue de services ou de la livraison de biens de même nature, aux termes desquels le consommateur règle le coût desdits services ou biens, aussi longtemps qu’ils sont fournis, par des paiements échelonnés;
- d) „facilité de découvert“: un contrat de crédit explicite en vertu duquel un prêteur permet au consommateur de disposer de fonds qui dépassent le solde du compte courant du consommateur;
- e) „dépassement“: un découvert tacitement accepté en vertu duquel un prêteur autorise le consommateur à disposer de fonds qui dépassent le solde du compte courant du consommateur ou la facilité de découvert convenue;
- f) „intermédiaire de crédit“: une personne physique ou morale qui n’agit pas en qualité de prêteur et qui, dans le cadre de l’exercice de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, contre une rémunération qui peut être pécuniaire ou revêtir toute autre forme d’avantage économique ayant fait l’objet d’un accord:
- présente ou propose des contrats de crédit aux consommateurs,
 - assiste les consommateurs en réalisant des travaux préparatoires pour des contrats de crédit autres que ceux visés au tiret précédent, ou
 - conclut des contrats de crédit avec des consommateurs pour le compte du prêteur;
- g) „coût total du crédit pour le consommateur“: tous les coûts, y compris les intérêts, les commissions, les taxes, et tous les autres types de frais que le consommateur est tenu de payer pour le contrat de crédit et qui sont connus par le prêteur, à l’exception des frais de notaire; ces coûts comprennent également les coûts relatifs aux services accessoires liés au contrat de crédit, notamment les primes d’assurance, si, en outre, la conclusion du contrat de service est obligatoire pour l’obtention même du crédit ou en application des clauses et conditions commerciales;
- h) „montant total dû par le consommateur“: la somme du montant total du crédit et du coût total du crédit pour le consommateur;
- i) „taux annuel effectif global“: le coût total du crédit pour le consommateur, exprimé en pourcentage annuel du montant total du crédit, en tenant compte, le cas échéant, des frais visés à l’article 20, paragraphe (2);
- j) „taux débiteur“: le taux d’intérêt exprimé en pourcentage fixe ou variable, appliqué sur une base annuelle au montant de crédit prélevé (*drawn down*);
- k) „taux débiteur fixe“: taux débiteur prévu par une disposition du contrat de crédit en vertu de laquelle le prêteur et le consommateur conviennent d’un taux débiteur unique pour la totalité de la durée du contrat de crédit, ou de plusieurs taux débiteurs pour des périodes partielles en appliquant exclusivement un pourcentage fixe donné. Si tous les taux débiteurs ne sont pas définis dans le contrat, on considère que le taux est fixe uniquement pour les périodes partielles pour lesquelles les taux débiteurs ont été déterminés exclusivement à l’aide d’un pourcentage fixe donné, convenu lors de la conclusion du contrat de crédit;
- l) „montant total du crédit“: le plafond ou le total des sommes rendues disponibles en vertu d’un contrat de crédit;
- m) „support durable“: tout instrument permettant au consommateur de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement, d’une manière qui permet de s’y reporter aisément à l’avenir pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l’identique des informations stockées;
- n) „contrat de crédit lié“: un contrat de crédit en vertu duquel:
- le crédit en question sert exclusivement à financer un contrat relatif à la fourniture de biens particuliers ou la prestation de services particuliers; et

- ces deux contrats constituent, d'un point de vue objectif, une unité commerciale; une unité commerciale est réputée exister lorsque le fournisseur ou le prestataire de services finance lui-même le crédit au consommateur ou, en cas de financement par un tiers, lorsque le prêteur recourt aux services du fournisseur ou du prestataire pour la conclusion ou la préparation du contrat de crédit ou lorsque des biens particuliers ou la fourniture d'un service particulier sont mentionnés spécifiquement dans le contrat de crédit.

Art. 3. (1) Le présent titre ne s'applique pas:

- a) aux contrats de crédit garantis par une hypothèque ou par une autre sûreté comparable sur un immeuble, ou par un droit lié à un bien immobilier;
- b) aux contrats de crédit destinés à permettre l'acquisition ou le maintien de droits de propriété d'un terrain ou d'un immeuble existant ou à construire;
- c) aux contrats de crédit dont le montant total du crédit est inférieur à 200 euros ou supérieur à 75.000 euros;
- d) aux contrats de location ou de crédit-bail dans le cadre desquels l'obligation d'acheter l'objet du contrat n'est prévue ni par le contrat lui-même ni par un contrat séparé; une telle obligation est réputée exister si le prêteur en décide ainsi unilatéralement;
- e) aux contrats de crédit accordés sous la forme d'une facilité de découvert, remboursable dans un délai d'un mois;
- f) aux contrats de crédit sans intérêts et sans autres frais et aux contrats de crédit en vertu desquels le crédit doit être remboursé dans un délai ne dépassant pas trois mois, et pour lesquels ne sont requis que des frais négligeables;
- g) aux contrats de crédit qui sont accordés par un employeur à ses salariés à titre accessoire, sans intérêts, à des taux annuels effectifs globaux inférieurs à ceux pratiqués sur le marché et qui ne sont pas proposés au public en général;
- h) aux contrats de crédit conclus avec une entreprise d'investissement, telle que définie à l'article 4, paragraphe (1), de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, ou avec un établissement de crédit, tel que défini à l'article 4 de la directive 2006/48/CE, aux fins de permettre à un investisseur d'effectuer une transaction liée à au moins un des instruments dont la liste figure dans la section C de l'annexe I de la directive 2004/39/CE, lorsque l'entreprise d'investissement ou l'établissement de crédit accordant le crédit est associé à cette transaction;
- i) aux contrats de crédit qui sont le fruit d'un accord intervenu devant une juridiction ou toute autre autorité instituée par la loi;
- j) aux contrats de crédit liés au délai de paiement consenti, sans frais, pour le règlement d'une dette existante;
- k) aux contrats de crédit pour la conclusion desquels il est demandé au consommateur de remettre un bien en la possession du prêteur pour sûreté de sa dette, la responsabilité du consommateur étant strictement limitée à ce bien donné en gage;
- l) aux contrats de crédit liés aux prêts qui sont accordés à un public restreint en vertu d'une disposition légale d'intérêt général et à un taux d'intérêt inférieur à celui pratiqué sur le marché, ou à d'autres conditions qui sont plus favorables au consommateur que celles en vigueur sur le marché et à des taux d'intérêt qui ne sont pas supérieurs à ceux pratiqués sur le marché.

(2) Les contrats de crédit prévoyant l'octroi de crédit sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximal de trois mois sont soumis uniquement aux dispositions des articles 1 à 3, de l'article 4, paragraphe (1), des articles 8 à 10, de l'article 11, paragraphes (1), (4) et (5), de l'article 13, des articles 16, 18 et des articles 20 à 28.

(3) Les contrats de crédit sous forme de dépassement sont uniquement soumis aux dispositions des articles 1 à 3, de l'article 19, de l'article 21 et des articles 23 à 28.

(4) Les contrats de crédit prévoyant que les délais de paiement ou les modes de remboursement font l'objet d'un accord entre le prêteur et le consommateur lorsque le consommateur est déjà en situation de défaut de paiement pour le contrat de crédit initial, dans les cas où:

- a) un tel accord serait susceptible d'écarter l'éventualité d'une procédure judiciaire pour ledit défaut de paiement; et
- b) le consommateur ne serait ainsi pas soumis à des dispositions moins favorables que celles du contrat de crédit initial,

sont uniquement soumis aux dispositions des articles 1 à 5, des articles 8 à 9, de l'article 11, paragraphe (1) et paragraphe (2), points a) à i), points l) et r), de l'article 11, paragraphe (4), de l'article 12, de l'article 14, de l'article 17 et des articles 19 à 28 à moins que le contrat de crédit ne tombe sous le champ d'application du paragraphe (2) du présent article auquel cas seules les dispositions dudit paragraphe s'appliquent.

Chapitre 2. Information et pratiques précédant la conclusion du contrat de crédit

Section 1. Publicité

Art. 4. (1) Toute publicité, concernant un contrat de crédit, quel qu'en soit le support, qui indique un taux d'intérêt ou des chiffres liés au coût du crédit pour le consommateur doit mentionner de façon claire, concise et visible à l'aide d'un exemple représentatif les informations de base suivantes:

- a) le taux débiteur et la nature fixe et/ou variable du taux, accompagné d'informations relatives à tous les frais compris dans le coût total du crédit pour le consommateur;
- b) le montant total du crédit;
- c) le taux annuel effectif global; pour les contrats de crédit prévoyant l'octroi de crédit sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximal de trois mois l'indication du taux annuel effectif global n'est pas obligatoire;
- d) le cas échéant, la durée du contrat de crédit;
- e) s'il s'agit d'un crédit accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, le prix au comptant et le montant de tout acompte, et
- f) le cas échéant, le montant total dû par le consommateur et le montant des versements échelonnés.

Un règlement grand-ducal peut déterminer ce qu'il faut entendre par exemple représentatif.

(2) Si la conclusion d'un contrat concernant un service accessoire lié au contrat de crédit, notamment une assurance, est obligatoire pour l'obtention même du crédit ou en application des clauses et conditions commerciales, et que son coût ne peut être déterminé préalablement, l'obligation de contracter ce service est également mentionnée de façon claire, concise et visible, ainsi que le taux annuel effectif global.

(3) Le présent article s'applique sans préjudice des dispositions relatives aux pratiques commerciales déloyales.

Art. 5. Est interdite:

- a) toute publicité
 - axée spécifiquement sur l'incitation du consommateur, dans l'impossibilité de faire face à ses dettes, à recourir au crédit; ou
 - indiquant qu'un crédit ou une opération de crédit consistant à regrouper des crédits antérieurs peut être consenti sans élément d'information permettant d'apprécier la situation financière de l'emprunteur; ou
 - mentionne des taux avantageux sans indiquer les conditions particulières ou restrictives auxquelles l'avantage de ces taux est soumis;
- b) toute offre comportant la mention „crédit gratuit“ ou une autre mention équivalente.

Section 2. Informations précontractuelles

Art. 6. (1) En temps utile avant que le consommateur ne soit lié par un contrat ou une offre de crédit, le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, lui donnent, sur la base des clauses et conditions du crédit proposé par le prêteur et, le cas échéant, des préférences exprimées par le consommateur et des informations fournies par ce dernier, les informations nécessaires à la comparaison des différentes offres pour prendre une décision en connaissance de cause sur la conclusion d'un contrat de crédit. Ces informations sont fournies, sur un support papier ou sur un autre support durable, à l'aide du formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ repris dans un règlement grand-ducal. Le prêteur est réputé avoir respecté les exigences en matière d'information prévues par le présent paragraphe et à l'article L. 222-3, paragraphes (1) et (2) du Code de la consommation s'il a fourni au consommateur le formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ précité.

Ces informations portent sur:

- a) le type de crédit;
- b) l'identité et l'adresse géographique du prêteur ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse géographique de l'intermédiaire de crédit concerné;
- c) le montant total du crédit et les conditions de prélèvement;
- d) la durée du contrat de crédit;
- e) en cas de crédit accordé sous forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné et de contrats de crédit liés, ce bien ou service et son prix au comptant;
- f) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux et, si disponible, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux initial débiteur, ainsi que les périodes, conditions et procédures d'adaptation du taux. Si différents taux débiteurs s'appliquent en fonction des circonstances, les informations susmentionnées portent sur tous les taux applicables;
- g) le taux annuel effectif global et le montant total dû par le consommateur, à l'aide d'un exemple représentatif qui mentionne toutes les hypothèses utilisées pour calculer ce taux; si le consommateur a indiqué au prêteur un ou plusieurs éléments du crédit qu'il privilégie, tels la durée du contrat de crédit ou le montant total du crédit, le prêteur doit tenir compte de ces éléments; si un contrat de crédit offre au consommateur différentes possibilités quant au prélèvement de crédit, assorties de frais ou de taux débiteurs différents, et que le prêteur applique l'hypothèse que le crédit est prélevé suivant la méthode de prélèvement la plus fréquemment utilisée pour ce type de contrat de crédit, le prêteur doit indiquer que l'utilisation d'une autre méthode de prélèvement pour ce type de crédit peut avoir pour conséquence l'application de taux annuels effectifs globaux plus élevés;
- h) le montant, le nombre et la périodicité des paiements à effectuer par le consommateur et, le cas échéant, l'ordre dans lequel les paiements seront affectés aux différents soldes dus fixés à des taux débiteurs différents aux fins du remboursement;
- i) le cas échéant, les frais de tenue d'un ou de plusieurs comptes destinés à enregistrer tant les opérations de paiement que les prélèvements, à moins que l'ouverture du compte ne soit facultative, les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant à la fois des opérations de paiement et des prélèvements, ainsi que tous autres frais découlant du contrat de crédit et les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés;
- j) le cas échéant, l'existence de frais de notaire dus par le consommateur à la conclusion du contrat de crédit;
- k) l'obligation de contracter un service accessoire lié au contrat de crédit, notamment une assurance, lorsque la conclusion d'un contrat concernant ce service est obligatoire pour l'obtention même du crédit ou en application des clauses et conditions commerciales;
- l) le taux d'intérêt applicable en cas de retard de paiement, ainsi que les modalités d'adaptation de celui-ci et, le cas échéant, les frais d'inexécution;
- m) un avertissement concernant les conséquences des impayés;
- n) le cas échéant, les sûretés exigées;
- o) l'existence ou l'absence d'un droit de rétractation;

- p) le droit de procéder à un remboursement anticipé et, le cas échéant, le droit du prêteur à une indemnité ainsi que le mode de calcul de cette indemnité conformément à l'article 17;
- q) le droit du consommateur d'être informé immédiatement et sans frais du résultat de la consultation d'une base de données aux fins de l'évaluation de la solvabilité, conformément à l'article 10, paragraphe (2);
- r) le droit du consommateur de se voir remettre, sur demande et sans frais, un exemplaire du projet de contrat de crédit. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec le consommateur, et
- s) le cas échéant, le délai pendant lequel le prêteur est lié par les informations précontractuelles.

Toutes les informations complémentaires que le prêteur souhaite donner au consommateur sont fournies dans un document distinct qui peut être annexé au formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ visé au premier alinéa.

(2) En cas de communication par téléphonie vocale visée à l'article L. 222-15 du Code de la consommation, la description des principales caractéristiques du service financier visée à l'article L. 222-15, paragraphe (2), point b) comporte au moins les informations prévues au paragraphe (1), points c), d), e), f) et h) du présent article, le taux annuel effectif global au moyen d'un exemple représentatif et le montant total dû par le consommateur.

(3) Lorsque le contrat a été conclu, à la demande du consommateur, en recourant à un moyen de communication à distance qui ne permet pas de fournir les informations requises conformément au paragraphe (1), notamment dans le cas visé au paragraphe (2), le prêteur fournit au consommateur la totalité des informations précontractuelles par le biais du formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ visé au paragraphe (1) immédiatement après la conclusion du contrat de crédit.

(4) Sur demande, le consommateur reçoit, sans frais, outre le formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ visé au paragraphe (1), un exemplaire du projet de contrat de crédit. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec le consommateur.

(5) Dans le cas d'un contrat de crédit en vertu duquel les paiements effectués par le consommateur n'entraînent pas immédiatement un amortissement correspondant du montant total du crédit, mais servent à reconstituer le capital aux périodes et dans les conditions prévues par le contrat de crédit ou par un contrat accessoire, l'information précontractuelle requise en vertu du paragraphe (1) comporte une déclaration claire et concise selon laquelle les contrats de crédit de ce type ne garantissent pas le remboursement du montant total du crédit tiré au titre du contrat de crédit, sauf si une telle garantie est donnée.

Art. 7. Le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, fournissent au consommateur, et, s'il y a lieu, sur base des préférences exprimées éventuellement par ce dernier, les explications lui permettant de comparer les différentes offres et de déterminer si le contrat de crédit proposé est adapté à ses besoins et à sa situation financière. Ils se basent notamment sur les données reprises dans le formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ visé à l'article 6, paragraphe (1), et attirent l'attention du consommateur sur les caractéristiques essentielles des produits proposés et les effets particuliers qu'ils peuvent avoir sur lui, y compris les conséquences d'un défaut de paiement du consommateur.

Section 3. Exigences en matière d'information précontractuelle applicables à certains contrats de crédit

Art. 8. (1) Par dérogation à l'article 6, paragraphe (1), en temps utile avant que le consommateur ne soit lié par un contrat de crédit ou une offre concernant un contrat de crédit visé à l'article 3, paragraphes (2) ou (4), le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, lui donnent, sur la base des clauses et conditions du crédit proposé par le prêteur et, s'il y a lieu, des préférences exprimées par le consommateur et des informations fournies par ce dernier, les informations nécessaires à la comparaison de différentes offres pour prendre une décision en connaissance de cause sur une éventuelle conclusion d'un contrat de crédit.

Ces informations sont fournies sur un support papier ou sur un autre support durable et elles ont toutes la même visibilité. Elles sont fournies à l'aide du formulaire „informations européennes en matière de crédit aux consommateurs“ repris dans un règlement grand-ducal. Le prêteur est réputé avoir respecté les exigences en matière d'information prévues par le présent paragraphe et à l'article L. 222-14, paragraphes (1) et (2), du Code de la consommation s'il a fourni au consommateur le formulaire „les informations européennes en matière de crédit aux consommateurs“.

Les informations portent sur:

- a) le type de crédit;
- b) l'identité et l'adresse géographique des parties contractantes ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse géographique de l'intermédiaire de crédit concerné;
- c) le montant total du crédit;
- d) la durée du contrat de crédit;
- e) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux débiteur initial, les frais applicables dès la conclusion du contrat de crédit et, le cas échéant, les conditions dans lesquelles ces frais pourront être modifiés;
- f) le taux annuel effectif global à l'aide d'exemples représentatifs mentionnant toutes les hypothèses utilisées pour calculer ce taux;
- g) les conditions et les modalités selon lesquelles le contrat de crédit peut être résilié;
- h) pour les contrats de crédit visés à l'article 3, paragraphe (2), le cas échéant, une indication selon laquelle il peut être demandé à tout moment au consommateur de rembourser le montant total du crédit;
- i) le taux d'intérêt applicable en cas de retard de paiement, ainsi que les modalités d'adaptation de celui-ci et, le cas échéant, les frais d'inexécution;
- j) le droit du consommateur d'être informé immédiatement et sans frais du résultat de la consultation d'une base de données aux fins de l'évaluation de la solvabilité, conformément à l'article 10, paragraphe (2);
- k) pour les contrats de crédit conclus conformément à l'article 3, paragraphe (2), les frais applicables dès la conclusion du contrat et le cas échéant, les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés;
- l) le cas échéant, le délai pendant lequel le prêteur est lié par les informations précontractuelles.

(2) Pour les contrats de crédit visés à l'article 3, paragraphe (2), il n'est pas nécessaire d'indiquer le taux annuel effectif global.

(3) Pour les contrats de crédit visés à l'article 3, paragraphe (4), les informations fournies au consommateur conformément au paragraphe (1) du présent article incluent également:

- a) le montant, le nombre et la périodicité des paiements à effectuer par le consommateur et, le cas échéant, l'ordre dans lequel les paiements seront affectés aux différents soldes dus fixés à des taux débiteurs différents aux fins du remboursement; et
- b) le droit de procéder à un remboursement anticipé et, le cas échéant, le droit du prêteur à une indemnité ainsi que le mode de calcul de cette indemnité.

Toutefois, si le contrat de crédit relève du champ d'application de l'article 3, paragraphe (2), seules les dispositions prévues au paragraphe (1) du présent article s'appliquent.

(4) En cas de communication par téléphonie vocale et lorsque le consommateur demande que la facilité de découvert soit immédiatement disponible, la description des principales caractéristiques du service financier comporte au moins les informations prévues au paragraphe (1), points c), e), f) et h). En outre, pour les contrats de crédit visés au paragraphe (3), la description des principales caractéristiques mentionne la durée du contrat de crédit.

(5) Sans préjudice de la dérogation visée à l'article 3, paragraphe (1), point e), les contrats de crédit accordés sous la forme de facilité de découvert remboursable dans un délai d'un mois sont soumis aux exigences prévues au paragraphe (4), première phrase, du présent article.

(6) Sur demande, le consommateur reçoit, sans frais, outre les informations visées aux paragraphes (1) à (4), un exemplaire du projet de contrat de crédit contenant les informations contractuelles prévues à l'article 11, pour autant que celui-ci soit applicable. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec le consommateur.

(7) Lorsque le contrat a été conclu, à la demande du consommateur, en recourant à un moyen de communication à distance qui ne permet pas de fournir les informations requises conformément aux paragraphes (1) et (3), y compris dans les cas visés au paragraphe (4), le prêteur, immédiatement après la conclusion du contrat de crédit, respecte l'obligation qui lui incombe en vertu des paragraphes (1) et (3) en fournissant au consommateur les informations contractuelles conformément à l'article 11, dans la mesure où celui-ci s'applique.

Section 4. Dérogations aux informations précontractuelles requises

Art. 9. Les articles 6, 7 et 8 ne s'appliquent pas aux fournisseurs de biens ou aux prestataires de services agissant en qualité d'intermédiaires de crédit à titre accessoire. La présente disposition ne porte pas atteinte à l'obligation du prêteur de veiller à ce que le consommateur reçoive les informations précontractuelles visées auxdits articles.

Section 5. Obligation d'évaluer la solvabilité du consommateur

Art. 10. (1) Avant de conclure le contrat de crédit, le prêteur évalue la solvabilité du consommateur à partir d'un nombre suffisant d'informations. A cet effet le consommateur est tenu de communiquer au prêteur les informations nécessaires dont les engagements financiers en cours et les revenus courants. Si le consommateur réside dans un autre Etat membre, le prêteur consulte, si nécessaire, les bases de données appropriées de l'Etat membre où le consommateur a sa résidence habituelle.

(2) Si le rejet d'une demande de crédit se fonde sur la consultation d'une base de données, le prêteur informe le consommateur sans délai et sans frais du résultat de cette consultation et de l'identité de la base de données consultée.

Les informations sont communiquées, à moins que cette communication ne soit interdite par une autre législation nationale ou ne soit contraire aux objectifs d'ordre public ou de sécurité publique.

(3) Le paragraphe (2) est sans préjudice de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

(4) Si les parties conviennent d'un commun accord de modifier le montant total du crédit après la conclusion du contrat, le prêteur met à jour les informations financières dont il dispose concernant le consommateur et évalue la solvabilité de celui-ci avant toute augmentation significative du montant total du crédit.

Chapitre 3. Informations et droits concernant les contrats de crédit

Section 1. Informations à mentionner dans les contrats de crédit

Art. 11. (1) Les contrats de crédit sont établis sur un support papier ou sur un autre support durable.

Toutes les parties contractantes reçoivent un exemplaire du contrat de crédit.

(2) Le contrat de crédit mentionne, de façon claire et concise:

- a) le type de crédit;
- b) l'identité et l'adresse géographique des parties contractantes ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse géographique de l'intermédiaire de crédit concerné;
- c) la durée du contrat de crédit;

- d) le montant total du crédit et les conditions de prélèvement;
- e) si le crédit est accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, ou dans le cas des contrats de crédit lié, ce produit ou service et son prix au comptant;
- f) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux et, le cas échéant, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux débiteur initial, ainsi que les périodes, conditions et procédures d'adaptation du taux, et si différents taux débiteurs s'appliquent en fonction des circonstances, les informations susmentionnées portent sur tous les taux applicables;
- g) le taux annuel effectif global et le montant total dû par le consommateur, calculés au moment de la conclusion du contrat de crédit; toutes les hypothèses utilisées pour calculer ce taux sont mentionnées;
- h) le montant, le nombre et la périodicité des paiements à effectuer par le consommateur et, le cas échéant, l'ordre dans lequel les paiements seront affectés aux différents soldes dus fixés à des taux débiteurs différents aux fins du remboursement;
- i) en cas d'amortissement du capital d'un contrat de crédit à durée fixe, le droit du consommateur de recevoir, à sa demande et sans frais, à tout moment durant toute la durée du contrat, un relevé, sous la forme d'un tableau d'amortissement.

Ce tableau d'amortissement indique

- les paiements dus ainsi que les périodes et conditions de paiement de ces montants;
- la ventilation de chaque remboursement entre l'amortissement du capital, les intérêts calculés sur la base du taux débiteur et, le cas échéant, les coûts additionnels;
- si le taux d'intérêt n'est pas fixe ou si les coûts additionnels peuvent être modifiés en vertu du contrat de crédit, le tableau d'amortissement indique, de manière claire et concise, que les données mentionnées dans le tableau ne seront valables que jusqu'à la modification suivante du taux débiteur ou des coûts additionnels conformément au contrat de crédit;
- j) s'il y a paiement de frais et intérêts sans amortissement du capital, un relevé des périodes et des conditions de paiement des intérêts débiteurs et des frais récurrents et non récurrents annexes;
- k) le cas échéant, les frais de tenue d'un ou de plusieurs comptes destinés à enregistrer tant les opérations de paiement que les prélèvements, à moins que l'ouverture d'un compte ne soit facultative, les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant à la fois des opérations de paiement et des prélèvements, ainsi que tous autres frais découlant du contrat de crédit et les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés;
- l) le taux d'intérêt applicable en cas de retard de paiement applicable au moment de la conclusion du contrat de crédit et les modalités d'adaptation de ce taux, ainsi que, le cas échéant, les frais d'inexécution;
- m) un avertissement relatif aux conséquences des paiements manquants;
- n) le cas échéant, l'existence de frais notariaux;
- o) les sûretés et assurances exigées, le cas échéant;
- p) l'existence ou l'absence d'un droit de rétractation, la période durant laquelle ce droit peut être exercé et les autres conditions pour l'exercer, y compris des informations sur l'obligation incombant au consommateur de payer le capital prélevé (*draw down*) et les intérêts conformément à l'article 15, paragraphe (2), point b), et le montant de l'intérêt journalier;
- q) des informations concernant les droits résultant de l'article 16 ainsi que leurs conditions d'exercice;
- r) le droit au remboursement anticipé, la procédure à suivre en cas de remboursement anticipé ainsi que, le cas échéant, des informations sur le droit du prêteur à une indemnité et le mode de calcul de cette indemnité;
- s) la procédure à suivre pour exercer le droit de résiliation du contrat de crédit;
- t) l'existence ou non de procédures extrajudiciaires de réclamation et de recours accessibles au consommateur et, si de telles procédures existent, les modalités d'accès à ces dernières;
- u) le cas échéant, les autres clauses et conditions contractuelles;
- v) le cas échéant, le nom et l'adresse de l'autorité de surveillance compétente.

(3) En cas d'application du paragraphe (2), point i), le prêteur met à disposition du consommateur, sans frais et à tout moment durant toute la durée du contrat de crédit, un relevé de compte sous la forme d'un tableau d'amortissement.

(4) Dans le cas d'un contrat de crédit en vertu duquel les paiements effectués par le consommateur n'entraînent pas immédiatement un amortissement correspondant du montant total du crédit, mais servent à reconstituer le capital aux périodes et dans les conditions prévues par le contrat de crédit ou par un contrat accessoire, l'information requise en vertu du paragraphe (2) comporte une déclaration claire et concise selon laquelle les contrats de crédit de ce type ne comportent pas de garantie de remboursement du montant total du crédit prélevé au titre de contrat de crédit, sauf si une telle garantie est donnée.

(5) Par dérogation au paragraphe (1), pour les contrats de crédit accordés sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximal de trois mois, les informations suivantes sont fournies, de façon claire et concise:

- a) le type de crédit;
- b) l'identité et l'adresse géographique des parties contractantes ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse géographique de l'intermédiaire de crédit concerné;
- c) la durée du contrat de crédit;
- d) le montant total du crédit et les conditions de prélèvement;
- e) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux et, si disponible, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux initial débiteur, ainsi que les périodes, conditions et procédures d'adaptation du taux et, si différents taux débiteurs s'appliquent en fonction des circonstances, les informations susmentionnées portent sur tous les taux applicables;
- f) le coût total pour le consommateur, calculé au moment de la conclusion du contrat de crédit;
- g) une indication selon laquelle il peut être demandé à tout moment au consommateur de rembourser le montant total du crédit;
- h) la procédure à suivre pour exercer le droit de rétractation du contrat de crédit;
- i) les informations portant sur les frais applicables dès la conclusion du contrat et, le cas échéant, sur les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés.

Section 2. Information sur le taux débiteur

Art. 12. (1) Le consommateur est informé d'une modification du taux débiteur, sur un support papier ou sur un autre support durable, avant que la modification n'entre en vigueur. Cette information indique le montant des paiements à effectuer après l'entrée en vigueur du nouveau taux débiteur et précise si le nombre ou la périodicité des paiements change.

(2) Toutefois, les parties peuvent convenir dans le contrat de crédit que l'information visée au paragraphe (1) est communiquée périodiquement au consommateur, lorsque la modification du taux débiteur résulte d'une modification d'un taux de référence, que le nouveau taux de référence est rendu public par des moyens appropriés et que l'information relative au nouveau taux de référence est également disponible dans les locaux du prêteur.

Section 3. Obligations relatives au contrat de crédit prenant la forme d'une facilité de découvert

Art. 13. (1) Lorsqu'un contrat de crédit est consenti sous la forme d'une facilité de découvert, le consommateur est régulièrement informé, sur un support papier ou sur un autre support durable, à l'aide d'un relevé de compte comportant les informations suivantes:

- a) la période précise sur laquelle porte le relevé de compte;
- b) les montants prélevés et la date des prélèvements;
- c) le solde du relevé précédent et la date de celui-ci;
- d) le nouveau solde;
- e) la date et le montant des paiements effectués par le consommateur;

- f) le taux débiteur appliqué;
- g) tous les frais ayant été appliqués;
- h) le cas échéant, le montant minimal à payer.

(2) En outre, le consommateur est informé sur un support papier ou sur un autre support durable, des augmentations du taux débiteur ou des frais dont il est redevable avant que ces modifications n'entrent en vigueur.

Toutefois, les parties peuvent convenir dans le contrat de crédit que l'information relative aux modifications du taux débiteur est communiquée de la manière visée au paragraphe (1), si la modification du taux débiteur résulte de la modification d'un taux de référence, le nouveau taux de référence est rendu public par des moyens appropriés et l'information relative au nouveau taux de référence est également disponible dans les locaux du prêteur.

Section 4. Contrats de crédit à durée indéterminée

Art. 14. (1) Le consommateur peut procéder à tout moment et sans frais à la résiliation type d'un contrat de crédit à durée indéterminée, à moins que les parties n'aient convenu d'un délai de préavis. Ce délai ne peut être supérieur à un mois.

Si le contrat de crédit le prévoit, le prêteur peut procéder à la résiliation type d'un contrat de crédit à durée indéterminée en donnant au consommateur un préavis d'au moins deux mois établi sur un support papier ou sur un autre support durable.

(2) Si le contrat de crédit le prévoit, le prêteur peut, pour des raisons objectivement justifiées, mettre un terme au droit de prélèvement du consommateur dans le cadre d'un contrat de crédit à durée indéterminée. Le prêteur informe le consommateur de la résiliation et des motifs de celle-ci sur un support papier ou sur un autre support durable, si possible avant la résiliation et au plus tard immédiatement après, à moins que la communication de cette information ne soit interdite par la loi ou ne s'oppose à des objectifs d'ordre public ou de sécurité publique.

Section 5. Droit de rétractation

Art. 15. (1) Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours calendrier pour se rétracter du contrat de crédit, sans indication de motif.

Ce délai de rétractation commence à courir:

- a) le jour de la conclusion du contrat de crédit, ou
- b) le jour où le consommateur reçoit les clauses et conditions contractuelles ainsi que les informations prévues à l'article 11, si cette date est postérieure à celle visée au point a) du présent alinéa.

(2) Si le consommateur exerce son droit de rétractation:

- a) pour que sa rétractation soit effective avant l'expiration du délai visé au paragraphe (1), il la notifie au prêteur, en suivant les instructions pratiques fournies par ce dernier conformément à l'article 11, paragraphe (2), point p) et de manière à ce que la preuve de cette notification puisse être administrée conformément au droit luxembourgeois. Le délai est réputé respecté si la notification, à condition d'avoir été faite sur un support papier ou sur un autre support durable à la disposition du prêteur et auquel il a accès, a été envoyée avant l'expiration du délai; et
- b) il paie au prêteur le capital et les intérêts cumulés sur ce capital depuis la date à laquelle le crédit a été prélevé jusqu'à la date à laquelle le capital est payé, sans retard indu et au plus tard trente jours calendrier après avoir envoyé la notification de la rétractation au prêteur. Les intérêts sont calculés sur la base du taux débiteur convenu. Le prêteur n'a droit à aucune autre indemnité versée par le consommateur en cas de rétractation, excepté une indemnité pour les frais non récupérables que le prêteur aurait payés à une administration publique. Toutefois, si le remboursement ne s'opère pas dans le délai de trente jours calendrier, la somme due est majorée de plein droit au taux de l'intérêt légal en vigueur à compter du premier jour après l'expiration du délai.

(3) L'exercice du droit de rétractation par le consommateur dans le cadre de son contrat de crédit entraîne la résolution de plein droit et sans pénalité des contrats accessoires.

(4) Si le consommateur dispose d'un droit de rétractation conformément au présent article, les articles L. 222-18 et L. 222-19 du présent Code et l'article 10 de la loi modifiée concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes ne s'appliquent pas.

(5) Le présent article ne s'applique pas aux contrats de crédit dont la loi exige qu'ils soient conclus par acte authentique devant un notaire, pour autant que le notaire confirme que le consommateur jouit des droits prévus aux articles 6, 7 et 11.

Section 6. Contrats de crédit liés

Art. 16. (1) Lorsque le consommateur a exercé pour un contrat concernant la fourniture de biens ou la prestation de services un droit de rétractation fondé sur l'article L. 222-5, l'article L. 222-18 et l'article L. 223-6 du présent Code, l'article 10 de la loi modifiée concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes et de l'article 62-3 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurances, il n'est plus tenu par un contrat de crédit lié.

(2) Le consommateur a le droit d'exercer un recours à l'encontre du prêteur s'il a exercé un recours contre le fournisseur sans obtenir gain de cause comme il pouvait y prétendre conformément à la loi ou au contrat de fourniture de biens ou de prestation de services lorsque les biens ou les services faisant l'objet d'un contrat de crédit lié

- a) ne sont pas fournis, ou
- b) ne le sont qu'en partie, ou
- c) ne sont pas conformes au contrat de fourniture de biens ou de prestation de services.

Section 7. Remboursement anticipé

Art. 17. (1). Le consommateur a le droit de s'acquitter par anticipation à tout moment, intégralement ou partiellement, des obligations qui lui incombent en vertu du contrat de crédit. Dans ce cas, il a droit à une réduction du coût total du crédit, qui correspond aux intérêts et frais dus pour la durée résiduelle du contrat. Le consommateur notifie son intention au prêteur par écrit ou sur un autre support durable. Après avoir pris connaissance de l'intention du consommateur, le prêteur lui communique sans délai le montant exact de la réduction du coût total du crédit et de l'indemnité prévue au paragraphe (2).

(2) En cas de remboursement anticipé du crédit, le prêteur a droit à une indemnité équitable et objectivement justifiée pour les coûts éventuels liés directement au remboursement anticipé du crédit, à condition que le remboursement anticipé intervienne pendant une période à taux fixe.

Cette indemnité ne peut dépasser 1% du montant du crédit faisant l'objet du remboursement anticipé si le délai entre le remboursement anticipé et la date de fin du contrat de crédit convenue dans ce dernier est supérieur à un an. Si le délai ne dépasse pas un an, l'indemnité ne peut pas dépasser 0,5% du montant du crédit faisant l'objet d'un remboursement anticipé.

Toutefois, le prêteur peut exceptionnellement exiger une indemnité supérieure s'il peut prouver que le préjudice qu'il a subi du fait du remboursement anticipé dépasse le montant fixé en application de l'alinéa précédent.

Si l'indemnité exigée par le prêteur dépasse le préjudice effectivement subi, le consommateur peut réclamer une réduction à due concurrence.

Dans ce cas, le préjudice consiste dans la différence entre le taux d'intérêt de référence initialement convenu et le taux d'intérêt de référence auquel le prêteur peut à nouveau prêter sur le marché le montant remboursé par anticipation, et prend en compte l'impact du remboursement anticipé sur les frais administratifs.

(3) L'indemnité éventuelle ne saurait dépasser le montant d'intérêt que le consommateur aurait payé durant la période entre le remboursement anticipé et la date de fin du contrat de crédit convenue.

(4) Le prêteur ne peut réclamer une indemnité qu'à la seule condition que le montant du remboursement anticipé dépasse 10.000 euros au cours d'une période de douze mois.

(5) Aucune indemnité n'est réclamée au consommateur:

- a) si le remboursement anticipé a été effectué en exécution d'un contrat d'assurance destiné à garantir le remboursement du crédit;
- b) en cas de facilité de découvert; ou
- c) si le remboursement anticipé intervient dans une période pour laquelle le taux débiteur n'est pas fixe.

Section 8. Cession des droits

Art. 18. (1) Lorsque les droits du prêteur au titre d'un contrat de crédit ou le contrat lui-même sont cédés à un tiers, le consommateur peut faire valoir à l'égard du cessionnaire tout moyen de défense qu'il pouvait invoquer à l'égard du prêteur initial, y compris le droit à une compensation pour autant que celle-ci est légalement autorisée.

(2) Le consommateur est informé de la cession visée au paragraphe (1), sauf lorsque le prêteur initial, en accord avec le cessionnaire, continue à gérer le crédit vis-à-vis du consommateur.

Section 9. Dépassement

Art. 19. (1) Dans le cas d'un accord visant à ouvrir un compte courant, où il est possible qu'un dépassement soit autorisé au consommateur, le contrat mentionne également les informations visées à l'article 8, paragraphe (1), point e). Dans tous les cas, le prêteur fournit ces informations sur un support papier ou sur un autre support durable à intervalles réguliers.

(2) Dans le cas d'un dépassement significatif qui se prolonge pendant une période supérieure à un mois, le prêteur informe le consommateur, sans délai, sur un support papier ou sur un autre support durable:

- a) du dépassement;
- b) du montant concerné;
- c) du taux débiteur;
- d) de toutes pénalités et de tous frais ou intérêts sur arriérés qui sont applicables.

(3) Lorsque le dépassement se prolonge pendant une période supérieure à trois mois, le prêteur propose sans délai au consommateur un autre type de crédit.

Chapitre 4. Calcul du taux annuel effectif global

Art. 20. (1) Le taux annuel effectif global équivaut, sur une base annuelle, à la valeur actualisée de l'ensemble des engagements (prélèvements, remboursements et frais), existants ou futurs, convenus par le prêteur et le consommateur. La formule mathématique à utiliser pour calculer le taux annuel effectif global est fixée par règlement grand-ducal.

(2) Pour calculer le taux annuel effectif global, on détermine le coût total du crédit pour le consommateur, à l'exception des frais dont ce dernier est redevable en cas de non-exécution d'une quelconque de ses obligations figurant dans le contrat de crédit, et des frais, autres que le prix d'achat, lui incombant lors d'un achat de biens ou de services, que celui-ci soit effectué au comptant ou à crédit.

Les frais de tenue d'un compte sur lequel sont portés tant les opérations de paiement que les prélèvements, les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant d'effectuer à la fois des opérations de paiement et des prélèvements ainsi que d'autres frais relatifs aux opérations de paiement sont inclus dans le coût total du crédit pour le consommateur, sauf si l'ouverture du compte est facultative et que les frais liés au compte ont été indiqués de manière claire et distincte dans le contrat de crédit ou tout autre contrat conclu avec le consommateur.

(3) Le calcul du taux annuel effectif global repose sur l'hypothèse que le contrat de crédit restera valable pendant la durée convenue et que le prêteur et le consommateur rempliront leurs obligations selon les conditions et dans les délais précisés dans le contrat de crédit.

(4) Pour les contrats de crédit comportant des clauses qui permettent des adaptations du taux débiteur et, le cas échéant, des frais entrant dans le taux annuel effectif global mais ne pouvant pas faire l'objet d'une quantification au moment du calcul, le taux annuel effectif global est calculé en partant de l'hypothèse que le taux débiteur et les autres frais resteront fixes par rapport au niveau initial et s'appliqueront jusqu'au terme du contrat de crédit.

(5) Si nécessaire, les hypothèses supplémentaires à arrêter par règlement grand-ducal peuvent être utilisées pour le calcul du taux annuel effectif global.

Chapitre 5. Prêteurs et intermédiaires de crédit

Section 1. Contrôle des prêteurs et des intermédiaires de crédit

Art. 21. (1) Nul ne peut être établi au Luxembourg comme prêteur et conclure des contrats de crédit au sens du présent titre, s'il n'a obtenu au préalable soit l'autorisation écrite du Ministre ayant dans ses attributions le secteur financier, au cas où le requérant est un professionnel de ce secteur, soit l'autorisation écrite du Ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement, au cas où le requérant exerce à titre principal une activité visée par la loi du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement. En vue de l'obtention d'une telle autorisation, les personnes physiques et, dans le cas de personnes morales, les membres des organes d'administration et de gestion ainsi que les associés en mesure d'exercer une influence significative sur la conduite des affaires, doivent justifier de leur honorabilité professionnelle. L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes garanties d'une activité irréprochable.

L'autorisation ne peut être accordée qu'à des personnes qui possèdent une qualification professionnelle adéquate en matière de contrats de crédit à la consommation. Au cas où le requérant exerce à titre principal une activité visée par la loi du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement, la qualification professionnelle requise pour l'exercice de son activité principale est à considérer comme qualification professionnelle adéquate au sens du présent alinéa.

L'autorisation peut être retirée aux personnes qui n'observent pas les dispositions du présent titre et de ses règlements d'exécution.

Les décisions concernant l'octroi, le refus ou le retrait des autorisations prévues par le présent titre peuvent être déférées aux juridictions administratives.

Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai d'un mois à partir de la notification de la décision entreprise.

La liste des autorisations délivrées ainsi que les modifications y survenues dans la suite sont publiées au Mémorial.

(2) Les intermédiaires de crédit établis au Luxembourg doivent se faire inscrire sur une liste à établir par le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions. Cette obligation d'inscription vaut également pour les intermédiaires de crédit agissant à titre accessoire dans le cadre de leur activité professionnelle principale visée par la loi du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement.

Lors de cette inscription, les intermédiaires de crédit dévoilent également l'identité du prêteur et son adresse géographique.

Un règlement grand-ducal peut arrêter les modalités exactes à respecter pour cette inscription.

La liste des intermédiaires de crédit sera publiée, à des fins d'information, sur le site Internet du ministère ayant la protection des consommateurs dans ses attributions.

Section 2. Certaines obligations des intermédiaires de crédit vis-à-vis des consommateurs

Art. 22. (1) Un intermédiaire de crédit indique, tant dans sa publicité que dans les documents destinés aux consommateurs, de manière claire, concise et visible, l'étendue de ses pouvoirs, notamment s'il travaille à titre exclusif avec un ou plusieurs prêteurs ou en qualité de courtier indépendant.

(2) Avant la conclusion du contrat de crédit, tous les frais éventuels dus par le consommateur à l'intermédiaire de crédit pour ses services sont communiqués au consommateur et convenus entre celui-ci et l'intermédiaire de crédit sur support papier ou autre support durable.

(3) L'intermédiaire de crédit communique tous les frais éventuels dont mention au paragraphe (2) au prêteur aux fins du calcul du taux annuel effectif global.

Chapitre 6. Dispositions d'exécution

Section 1. Dispositions impératives

Art. 23. (1) Le consommateur ne peut renoncer à la protection effective dont il bénéficie en vertu du présent titre.

Toute clause contraire à l'alinéa qui précède est réputée nulle et non écrite.

(2) Les dispositions du présent titre ne peuvent être contournées par le biais du libellé des contrats, notamment en intégrant des prélèvements ou des contrats de crédit relevant du champ d'application du présent titre dans des contrats de crédit dont le caractère ou le but permettrait d'éviter l'application de celles-ci.

Tout libellé contraire à l'alinéa qui précède est réputé nul et non écrit.

Section 2. Action en cessation

Art. 24. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du Code de la consommation, du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier ou du Commissariat aux Assurances, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux dispositions du présent titre et aux règlements d'application y afférents.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision prononcée en vertu du présent article coulée en force de chose jugée est punie d'une amende de 251 euros à 50.000 euros.

Section 3. Sanctions

Art. 25. Toute clause ou toute combinaison de clauses d'un contrat de crédit, conclue en violation du présent titre et de ses règlements d'exécution, est réputée nulle et non écrite. Cette nullité ne peut toutefois être invoquée que par le consommateur.

Art. 26. (1) Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 500 euros à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement, le prêteur qui aura conclu ou tenté de conclure des contrats de crédit au sens du présent titre sans être en possession de l'autorisation requise par l'article 21.

(2) Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement, l'annonceur qui, sans mentionner les informations prescrites par l'article 4 ou sans respecter les interdictions prévues par l'article 5, aura fait une publicité visant exclusivement ou partiellement le marché luxembourgeois, ou une offre affichée dans des locaux commerciaux, par laquelle il se déclare prêt à octroyer un crédit ou à servir d'intermédiaire pour la conclusion de contrats de crédit.

(3) Sera puni des mêmes peines le prêteur ou l'intermédiaire de crédit qui aura conclu ou tenté de conclure par démarchage à domicile des contrats visés par le présent titre.

(4) Sera puni des mêmes peines le prêteur ou l'intermédiaire de crédit qui, dans le but de détourner les dispositions du présent titre ou de ses règlements d'exécution, aura réparti ou tenté de répartir le montant du crédit sur plusieurs contrats.

- (5) Sera puni d'une amende de 251 euros à 10.000 euros
- a) le prêteur qui aura conclu ou tenté de conclure un contrat de crédit au sens du présent titre:
- sans établir le contrat sur un support écrit ou sur un autre support durable dans les conditions prévues par l'article 6, paragraphe (1), l'article 8, paragraphe (1) et l'article 11, paragraphe (1); ou
 - sans fournir les informations prévues par les articles 6, 8 et 9, ou
- b) le prêteur qui, après la conclusion du contrat,
- n'aura pas fourni les informations prescrites aux articles 11 à 13 et à l'article 19; ou
 - n'aura pas transmis sur un support écrit ou sur un autre support durable les informations prévues par l'article 12, paragraphe (1), les articles 13 à 14, et l'article 19, paragraphe (1).

Sera puni des mêmes amendes l'intermédiaire de crédit qui aura conclu ou tenté de conclure des contrats de crédit pour le compte du prêteur.

(6) Sera puni des mêmes amendes l'intermédiaire de crédit qui ne se sera pas inscrit sur la liste prévue par l'article 21, paragraphe 2. Sera puni des mêmes amendes l'intermédiaire de crédit qui n'aura pas respecté les obligations prévues par l'article 22.

Section 4. Résolution extrajudiciaire des litiges

Art. 27. (1) La Commission de surveillance du secteur financier (ci-après Commission) est compétente pour recevoir les réclamations des clients des prêteurs qui tombent sous sa surveillance, aux fins de régler à l'amiable ces réclamations en cas de violation alléguée des dispositions du présent titre et ses règlements d'exécution.

Toute autre partie intéressée, y compris les associations de consommateurs, peuvent soumettre des réclamations à la Commission en cas de violation alléguée des dispositions du présent titre et ses règlements d'exécution.

En cas de litige transfrontalier, la Commission est habilitée à coopérer, aux fins d'un règlement à l'amiable des réclamations, avec les entités des autres Etats membres habilitées à traiter des réclamations des consommateurs en vertu de l'article 24, paragraphe (1) de la directive 2008/48/CE.

(2) Les procédures du présent article s'exercent sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires.

Section 5. Dispositions finales

Art. 28. Mesures transitoires

(1) Le présent chapitre ne s'applique pas aux contrats de crédit en cours à la date d'entrée en vigueur du présent titre.

(2) Toutefois, les articles 12 à 14 et 18, et l'article 19, paragraphe (1), deuxième phrase, et paragraphe (2), s'appliquent également aux contrats de crédit à durée indéterminée en cours à la date d'entrée en vigueur du présent titre."

(3) Le paragraphe (2) de l'article 21 du chapitre 5 entre en vigueur six mois après la date d'entrée en vigueur du présent Code.

*

ANNEXE

CODE DE LA CONSOMMATION

Dispositions préliminaires – Définitions de portée générale

Art. L. 010-1. Pour l'application du présent Code, il faut entendre par:

- 1) „Consommateur“: toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale;
- 2) „Professionnel“: toute personne physique ou morale qui agit à des fins qui entrent dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, et toute personne agissant au nom ou pour le compte d'un professionnel;
- 3) „Support durable“: tout instrument qui permet au consommateur de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement d'une manière permettant de s'y reporter aisément à l'avenir pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées.

Art. L. 010-2. Le présent Code existe sans préjudice

- 1) de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et
- 2) de la loi du 21 décembre 2007 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en oeuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance.

*

LIVRE 1.

**INFORMATION DES CONSOMMATEURS ET PRATIQUES
COMMERCIALES DELOYALES**

TITRE 1.

Information des consommateurs**Chapitre 1. Obligation générale d'information**

Art. L. 111-1. (1) Avant la conclusion de tout contrat, le professionnel doit mettre, de façon claire et compréhensible, le consommateur en mesure de connaître les caractéristiques essentielles des biens ou services qu'il propose.

(2) Toute description des caractéristiques et qualités d'un bien ou service faite dans des documents et moyens de publicité, de même que toute déclaration de garantie commerciale y relative effectuée au moment de la publicité ou communiquée au consommateur, sont réputées faire partie intégrante du contrat relatif à ce bien ou à ce service, même si la publicité est le fait du fabricant, du détenteur ou de l'exploitant de la marque ou de tout autre professionnel situé en amont du professionnel en cause.

Lorsque le bien ou le service n'est pas conforme à cette description ou à cette déclaration, le consommateur peut demander la résolution du contrat.

Chapitre 2. Indication des prix*Section 1. Dispositions communes*

Art. L. 112-1. Tout professionnel doit, par voie de marquage, étiquetage, affichage ou par tout autre procédé approprié, informer le consommateur du prix des produits et des services qu'il offre.

Art. L. 112-2. (1) Le prix des produits et des services doit être porté à la connaissance des consommateurs de manière non équivoque, facilement identifiable et aisément lisible.

Les prix sont obligatoirement indiqués en euro.

(2) Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, il ne peut être exigé de prix supérieurs à ceux qui sont indiqués.

(3) Les exploitants de débits de boissons alcooliques et non alcooliques, d'établissements d'hébergement, d'établissements de restauration et de salons de consommation doivent indiquer des prix service compris.

Section 2. Indication du prix des produits

Art. L. 112-3. (1) Tout professionnel doit indiquer au consommateur le prix de vente des produits qu'il offre à la vente aux consommateurs, ainsi que leur prix à l'unité de mesure.

Le prix de vente est défini comme le prix TVA et toutes taxes accessoires comprises, valable pour une unité ou une quantité donnée du produit.

Le prix à l'unité de mesure est défini comme le prix TVA et toutes taxes accessoires comprises, valable pour un kilogramme, un litre, un mètre, un mètre carré ou un mètre cube.

(2) Lorsque l'indication du poids net et du poids net égoutté est exigée pour certains produits préemballés, l'indication du prix à l'unité de mesure pour le poids net égoutté est suffisante.

(3) Par dérogation au premier paragraphe, l'indication du prix à l'unité de mesure n'est pas obligatoire

- 1) pour les produits alimentaires suivants pour lesquels seule l'indication du prix de vente est exigée:
 - a. produits alimentaires dont la quantité n'excède pas 100 g/ml;

- b. pâtisseries et produits de boulangerie autres que le pain, dont le prix est fixé à la pièce;
 - c. fruits, légumes, épices et autres produits habituellement vendus à la pièce ou à l'unité.
- 2) pour les produits non alimentaires, à l'exception de ceux repris ci-après:
- I – Produits d'hygiène et de beauté:
 - savons de toilette
 - dentifrices et lotions dentaires
 - produits de bain et de douche
 - soins de la chevelure
 - produits de rasage
 - eaux de toilette et eaux de Cologne à l'exception des extraits de parfum; lotions d'hygiène corporelle; émulsions, crèmes de soin; crèmes solaires.
 - II – Produits d'entretien ménager:
 - produits à récurer, détartrer, déboucher, décaper, détacher
 - produits d'entretien des sols, tapis, vinyles, vitres
 - produits lessiviels (tels les produits à laver et les assouplissants).
 - III – Produits de construction, de bricolage et de jardinage:
 - ciments, chaux, plâtres et sables
 - tissus et panneaux d'isolation
 - produits chimiques de base comme les colorants, les solvants et les acides
 - les peintures, les vernis et les diluants
 - les colles
 - les produits d'entretien et d'amendement des sols
 - les tourbes, terreaux, composts et autres produits phytosanitaires
 - les semences
 - les câbles
 - les verres plats et produits assimilés
 - produits d'entretien des matériaux.
 - IV – Autres produits:
 - les lubrifiants et les antigels
 - les films alimentaires en aluminium, en plastique ou en papier
 - produits d'entretien courant pour l'automobile.
- 3) pour les produits vendus à l'occasion d'une prestation de service.

Art. L. 112-4. (1) Le prix à l'unité de mesure ne doit pas être indiqué s'il est identique au prix de vente.

(2) Lorsque les produits sont commercialisés en vrac, c'est-à-dire sans conditionnement préalable et mesurés en présence du consommateur, seul le prix à l'unité de mesure doit être indiqué.

(3) Lorsque des produits différents sont commercialisés sous un même emballage, seul le prix de vente de l'ensemble doit être indiqué.

Art. L. 112-5. (1) L'indication du prix à l'unité de mesure des produits autres que ceux commercialisés en vrac, offerts à la vente dans les commerces dont la surface de vente n'excède pas les 400 m² ou dans un commerce ambulancier, est facultative.

(2) La dérogation prévue au premier paragraphe est exclue lorsque plusieurs commerces sont exploités par une même personne, physique ou morale, et que la surface de vente de l'un d'entre eux excède 400 m².

Art. L. 112-6. (1) Le prix des produits exposés à la vue du public doit être visible de l'intérieur lorsque ces produits sont exposés à l'intérieur du lieu de vente. Il doit être visible de l'extérieur, lorsque ces produits sont exposés dans des vitrines ou étalages extérieurs.

Les prix sont indiqués individuellement si les articles offerts en vente diffèrent par leur nature, leur qualité, leur conditionnement ou leur présentation.

Ils peuvent être indiqués de manière collective s'ils se rapportent à des produits identiques, réunis en un même endroit.

(2) Le prix des produits non exposés à la vue du public mais disponibles pour la vente au détail, soit dans le magasin, soit dans des locaux attenants au magasin et directement accessibles de celui-ci, doit faire l'objet d'un étiquetage ou doit être indiqué dans une liste de prix exposée à l'intérieur du magasin et accessible au public.

Art. L. 112-7. Toute publicité faisant référence au prix de vente d'un produit soumis en vertu du présent chapitre à l'obligation de double indication des prix doit également mentionner son prix à l'unité de mesure, quand bien même ces produits seraient offerts à la vente dans un commerce dont la surface n'excède pas 400 m² ou dans un commerce ambulancier.

Section 3. Indication du prix des services

Art. L. 112-8. (1) Tout professionnel, à l'exception des professions libérales, doit, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires propres à sa profession ou à son domaine d'activité, indiquer au consommateur les tarifs unitaires toutes taxes comprises des prestations les plus courantes qu'il propose.

Lorsque le prix définitif ne peut être déterminé par avance, l'indication doit porter sur le prix des différents paramètres utilisés pour le calcul du prix total. Il en est ainsi notamment du tarif horaire toutes taxes comprises de la main-d'oeuvre et des frais de déplacement.

(2) Lorsque le professionnel dispose de locaux aménagés et accessibles au public, ses tarifs doivent être affichés et être visibles tant de l'extérieur que de l'intérieur.

Lorsque l'importance du nombre des prestations de services proposées et la diversité de leurs conditions de fourniture ne permettent pas d'établir une affiche lisible par la clientèle, le document peut être remplacé par un catalogue ou toute autre brochure reprenant le prix des prestations les plus courantes et mis à disposition du public dans les lieux de sa réception. Le document peut de même être remplacé par un devis qui indique la somme globale à payer toutes taxes comprises.

Section 4. Sanctions

Art. L. 112-9. (1) Les infractions au présent titre sont punies d'une amende de 251 à 50.000 euros.

(2) Ces infractions peuvent être punies par des avertissements taxés, décernés par les fonctionnaires de la police grand-ducale habilités à cet effet par le directeur général de la police grand-ducale ainsi que par les fonctionnaires habilités à cet effet par le ministre ayant dans ses attributions la protection des consommateurs.

(3) L'avertissement taxé est subordonné à la condition, soit que le contrevenant consent à verser immédiatement entre les mains des fonctionnaires préqualifiés la taxe due, soit, lorsque la taxe ne peut pas être perçue sur le lieu même de l'infraction, qu'il s'en acquitte dans le délai lui imparti par sommation.

Dans cette deuxième hypothèse le paiement peut notamment se faire dans le bureau de la police grand-ducale ou par versement au compte postal ou bancaire indiqué par la même sommation.

(4) L'avertissement taxé est remplacé par un procès-verbal ordinaire:

1° si le contrevenant n'a pas payé dans le délai imparti;

2° si le contrevenant déclare ne pas vouloir ou ne pas pouvoir payer la ou les taxes;

3° si le contrevenant était mineur au moment des faits.

(5) Le montant de la taxe ainsi que les modes du paiement sont fixés par règlement grand-ducal qui détermine aussi les modalités d'application du présent article et qui établira un catalogue groupant les contraventions suivant le montant des taxes à percevoir.

(6) En cas de concours réel, il y a autant d'avertissements taxés qu'il y a de contraventions constatées. En cas de concours idéal, la taxe la plus élevée est seule perçue.

(7) Les frais de rappel éventuels font partie intégrante de la taxe.

Le montant à percevoir par avertissement taxé ne peut pas dépasser le maximum de l'amende prévue au premier paragraphe du présent article.

(8) La taxe est à verser dans un délai de 45 jours à compter de la constatation de l'infraction. Elle est augmentée, le cas échéant, des frais de rappel. Son versement a pour conséquence d'arrêter toute poursuite.

Lorsque la taxe a été réglée après ce délai, elle est remboursée en cas d'acquiescement. Elle est imputée sur l'amende prononcée et sur les frais de justice éventuels en cas de condamnation. Dans ce cas, le paiement de la taxe ne préjudicie pas au sort d'une action en justice.

TITRE 2.

Pratiques commerciales déloyales

Chapitre 1. Dispositions générales

Art. L. 121-1. (1) Le présent titre s'applique aux pratiques commerciales déloyales des professionnels vis-à-vis des consommateurs portant atteinte à leurs intérêts économiques et ce avant, pendant et après l'offre en vente et la vente de produits.

(2) Le présent titre s'applique sans préjudice

- 1) du droit des contrats, en particulier des règles relatives à la validité, à la formation ou aux effets des contrats;
- 2) des dispositions communautaires ou nationales relatives à la santé et à la sécurité des produits;
- 3) des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière de certification et d'indication du titre des ouvrages en métal précieux;
- 4) des conditions d'établissement ou des régimes d'autorisation ou des codes de déontologie ou de toute autre disposition spécifique régissant les professions réglementées;
- 5) de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;
- 6) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 1997/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 1984/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative.

Art. L. 121-2. Pour l'application du présent titre, il faut entendre par:

- 1) „produit“: tout bien ou tout service, y compris les biens immeubles, les droits et les obligations;
- 2) „pratiques commerciales des entreprises vis-à-vis des consommateurs“ (ci-après également dénommées „pratiques commerciales“): toute action, omission, conduite, démarche ou communication commerciale, y compris la publicité et le marketing, de la part d'un professionnel, en relation directe avec la promotion, la vente ou la fourniture d'un produit aux consommateurs;
- 3) „altération substantielle du comportement économique des consommateurs“: l'utilisation d'une pratique commerciale compromettant sensiblement l'aptitude du consommateur à prendre une décision en connaissance de cause et l'amenant par conséquent à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement;

- 4) „code de conduite“: un accord ou un ensemble de règles qui ne sont pas imposées par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives et qui définissent le comportement des professionnels qui s’engagent à être liés par lui en ce qui concerne une ou plusieurs pratiques commerciales ou un ou plusieurs secteurs d’activité;
- 5) „responsable de code“: toute entité, y compris un professionnel ou groupe de professionnels, responsable de l’élaboration et de la révision d’un code de conduite et/ou de la surveillance du respect de ce code par ceux qui se sont engagés à être liés par lui;
- 6) „diligence professionnelle“: le niveau de compétence spécialisée et de soins dont le professionnel est raisonnablement censé faire preuve vis-à-vis du consommateur, conformément aux usages honnêtes en matière commerciale, industrielle, artisanale ou libérale dans son domaine d’activité;
- 7) „invitation à l’achat“: une communication commerciale indiquant les caractéristiques du produit et son prix de façon appropriée en fonction des moyens utilisés pour cette communication commerciale et permettant ainsi au consommateur de faire un achat;
- 8) „influence injustifiée“: l’utilisation d’une position de force vis-à-vis du consommateur de manière à faire pression sur celui-ci, même sans avoir recours à la force physique ou menacer de le faire, de telle manière que son aptitude à prendre une décision en connaissance de cause soit limitée de manière significative;
- 9) „décision commerciale“: toute décision prise par un consommateur concernant l’opportunité, les modalités et les conditions relatives au fait d’acheter, de faire un paiement intégral ou partiel pour un produit, de conserver ou de se défaire d’un produit ou d’exercer un droit contractuel en rapport avec le produit; une telle décision peut amener le consommateur, soit à agir, soit à s’abstenir d’agir;
- 10) „profession réglementée“: une activité ou un ensemble d’activités professionnelles dont l’accès, l’exercice ou une des modalités d’exercice est subordonné directement ou indirectement à des dispositions législatives, réglementaires ou administratives relatives à la possession de qualifications professionnelles déterminées.

Chapitre 2. Pratiques commerciales déloyales

Art. L. 122-1. (1) Les pratiques commerciales déloyales sont interdites.

(2) Une pratique commerciale est déloyale si:

- a) elle est contraire aux exigences de la diligence professionnelle
et
- b) elle altère ou est susceptible d’altérer de manière substantielle le comportement économique, par rapport au produit, du consommateur moyen qu’elle touche ou auquel elle s’adresse, ou du membre moyen du groupe lorsqu’une pratique commerciale est ciblée vers un groupe particulier de consommateurs.

(3) Les pratiques commerciales qui sont susceptibles d’altérer de manière substantielle le comportement économique d’un groupe clairement identifiable de consommateurs parce que ceux-ci sont particulièrement vulnérables à la pratique utilisée ou au produit qu’elle concerne en raison d’une infirmité mentale ou physique, de leur âge ou de leur crédulité, alors que l’on pourrait raisonnablement attendre du professionnel qu’il prévienne cette conséquence, sont évaluées du point de vue du membre moyen de ce groupe. Cette disposition est sans préjudice de la pratique publicitaire courante et légitime consistant à formuler des déclarations exagérées ou des déclarations qui ne sont pas destinées à être comprises au sens littéral.

(4) En particulier, sont déloyales les pratiques commerciales qui sont trompeuses, au sens de la section 1, ou agressives, au sens de la section 2.

Section 1. Pratiques commerciales trompeuses

Sous-section 1. Actions trompeuses

Art. L. 122-2. (1) Une pratique commerciale est réputée trompeuse:

- 1) si elle contient des informations fausses;
ou
- 2) si, d'une manière quelconque, y compris par sa présentation générale, elle induit ou est susceptible d'induire en erreur le consommateur moyen, même si les informations présentées sont factuellement correctes, en ce qui concerne un ou plusieurs des éléments ci-après et que, dans un cas comme dans l'autre, elle l'amène ou est susceptible de l'amener à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement. Ces éléments concernent:
- a) l'existence ou la nature du produit;
 - b) les caractéristiques principales du produit, telles que sa disponibilité, ses avantages, les risques qu'il présente, son exécution, sa composition, ses accessoires, le service après-vente et le traitement des réclamations, le mode et la date de fabrication ou de prestation, sa livraison, son aptitude à l'usage, son utilisation, sa quantité, ses spécifications, son origine géographique ou commerciale ou les résultats qui peuvent être attendus de son utilisation ou les résultats et les caractéristiques essentielles des tests ou contrôles effectués sur le produit;
 - c) l'étendue des engagements du professionnel, la motivation de la pratique commerciale et la nature du processus de vente, ainsi que toute affirmation ou tout symbole faisant croire que le professionnel ou le produit bénéficie d'un parrainage ou d'un appui direct ou indirect;
 - d) le prix ou le mode de calcul du prix, ou l'existence d'un avantage spécifique quant au prix;
 - e) la nécessité d'un service, d'une pièce détachée, d'un remplacement ou d'une réparation;
 - f) la nature, les qualités et les droits du professionnel ou de son représentant, tels que son identité et son patrimoine, ses qualifications, son statut, son agrément, son affiliation ou ses liens ou ses droits de propriété industrielle, commerciale ou intellectuelle ou les récompenses et distinctions qu'il a reçues;
 - g) les droits du consommateur, en particulier le droit de remplacement ou de remboursement selon l'article L. 212-5 du Code de la consommation en matière de garantie légale, ou les risques qu'il peut encourir.

(2) Est également réputée trompeuse une pratique commerciale si, dans son contexte factuel, compte tenu de toutes ses caractéristiques et des circonstances, elle amène ou est susceptible d'amener le consommateur moyen à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement, et qu'elle implique:

- a) toute activité de marketing concernant un produit, y compris la publicité comparative, créant une confusion avec un autre produit, marque, nom commercial ou autre signe distinctif d'un concurrent;
- b) le non-respect par le professionnel d'engagements contenus dans un code de conduite par lequel il s'est engagé à être lié, dès lors que ces engagements sont fermes et vérifiables, et qu'il indique qu'il est lié par le code.

Sous-section 2. Omissions trompeuses

Art. L. 122-3. (1) Une pratique commerciale est considérée comme une omission trompeuse si, dans son contexte factuel, compte tenu de toutes ses caractéristiques et des circonstances ainsi que des limites propres au moyen de communication utilisé, elle omet une information substantielle dont le consommateur moyen a besoin, compte tenu du contexte, pour prendre une décision commerciale en connaissance de cause et, par conséquent, l'amène ou est susceptible de l'amener à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement.

(2) Est également considérée comme une omission trompeuse, une pratique commerciale par laquelle un professionnel, compte tenu des aspects mentionnés au (1), dissimule une information substantielle visée audit paragraphe ou la fournit de façon peu claire, inintelligible, ambiguë ou à contretemps ou lorsqu'il n'indique pas sa véritable intention commerciale dès lors que celle-ci ne ressort pas déjà du contexte et lorsque, dans l'un ou l'autre cas, le consommateur moyen est ainsi amené ou est susceptible d'être amené à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement.

(3) En vue de déterminer si des informations ont été omises lorsque le moyen de communication utilisé aux fins de la pratique commerciale impose des limites d'espace ou de temps, il doit être tenu

compte de ces limites ainsi que de toute mesure prise par le professionnel pour mettre les informations à la disposition du consommateur par d'autres moyens.

(4) Lors d'une invitation à l'achat, sont considérées comme substantielles, dès lors qu'elles ne ressortent pas déjà du contexte, les informations suivantes:

- a) les caractéristiques principales du produit, dans la mesure appropriée eu égard au moyen de communication utilisé et au produit concerné;
- b) l'adresse géographique et l'identité du professionnel, par exemple sa raison sociale et, le cas échéant, l'adresse géographique et l'identité du professionnel pour le compte duquel il agit;
- c) le prix toutes taxes comprises, ou, lorsque la nature du produit signifie que le prix ne peut raisonnablement être calculé à l'avance, la manière dont le prix est calculé, ainsi que, le cas échéant, tous les coûts supplémentaires de transport, de livraison et postaux, ou, lorsque ces coûts ne peuvent raisonnablement être calculés à l'avance, la mention que ces coûts peuvent être à la charge du consommateur;
- d) les modalités de paiement, de livraison, d'exécution et de traitement des réclamations, si elles diffèrent des exigences de la diligence professionnelle;
- e) le cas échéant, l'existence d'un droit de rétractation.

(5) Sont également réputées substantielles les informations à arrêter par règlement grand-ducal qui sont relatives aux communications commerciales, y compris la publicité ou le marketing.

Sous-section 3. Pratiques commerciales trompeuses en toutes circonstances

Art. L. 122-4. Les pratiques commerciales trompeuses ci-après sont réputées déloyales en toutes circonstances:

- 1) Pour un professionnel, se prétendre signataire d'un code de conduite alors qu'il ne l'est pas.
- 2) Afficher un certificat, un label de qualité, ou un équivalent sans avoir obtenu l'autorisation nécessaire.
- 3) Affirmer qu'un code de conduite a reçu l'approbation d'un organisme public ou autre alors que ce n'est pas le cas.
- 4) Affirmer qu'un professionnel (y compris ses pratiques commerciales) ou qu'un produit a été agréé, approuvé ou autorisé par un organisme public ou privé alors que ce n'est pas le cas ou sans respecter les conditions de l'agrément, de l'approbation ou de l'autorisation reçue.
- 5) Proposer l'achat de produits à un prix indiqué sans révéler les raisons plausibles que pourrait avoir le professionnel de penser qu'il ne pourra pas le faire lui-même, ou faire fournir par un autre professionnel, les produits en question ou des produits équivalents au prix indiqué, pendant une période et dans des quantités qui soient raisonnables compte tenu du produit, de l'ampleur de la publicité faite pour le produit et du prix proposé (publicité appât).
- 6) Proposer l'achat de produits à un prix indiqué et ensuite, dans le but de faire la promotion d'un produit différent:
 - a) soit refuser de présenter aux consommateurs l'article ayant fait l'objet de la publicité,
 - b) soit refuser de prendre des commandes concernant cet article ou de le livrer dans un délai raisonnable,
 - c) soit en présenter un échantillon défectueux.
- 7) Déclarer faussement qu'un produit ne sera disponible que pendant une période très limitée ou qu'il ne sera disponible que sous des conditions particulières pendant une période très limitée afin d'obtenir une décision immédiate et priver les consommateurs d'une possibilité ou d'un délai suffisant pour opérer un choix en connaissance de cause.
- 8) S'engager à fournir un service après-vente aux consommateurs avec lesquels le professionnel a communiqué avant la transaction dans une langue qui n'est pas une langue officielle de l'Etat membre dans lequel il est établi et, ensuite, assurer ce service uniquement dans une autre langue sans clairement en informer le consommateur avant que celui-ci ne s'engage dans la transaction.
- 9) Déclarer ou donner l'impression que la vente d'un produit est licite alors qu'elle ne l'est pas.

- 10) Présenter les droits conférés au consommateur par les dispositions légales ou réglementaires comme constituant une caractéristique propre à la proposition faite par le professionnel.
- 11) Utiliser un contenu rédactionnel dans les médias pour faire la promotion d'un produit, alors que le professionnel a financé celle-ci lui-même, sans l'indiquer clairement dans le contenu ou à l'aide d'images ou de sons clairement identifiables par le consommateur (publireportage).
- 12) Formuler des affirmations factuellement inexactes en ce qui concerne la nature et l'ampleur des risques auxquels s'expose le consommateur sur le plan de sa sécurité personnelle ou de celle de sa famille s'il n'achète pas le produit.
- 13) Promouvoir un produit similaire à celui d'un fabricant particulier de manière à inciter délibérément le consommateur à penser que le produit provient de ce même fabricant alors que tel n'est pas le cas.
- 14) Créer, exploiter ou promouvoir un système de promotion pyramidale dans lequel un consommateur verse une participation en échange de la possibilité de percevoir une contrepartie provenant essentiellement de l'entrée d'autres consommateurs dans le système plutôt que de la vente ou de la consommation de produits.
- 15) Sans préjudice des articles 6 à 11 de la loi modifiée du 30 juillet 2002 sanctionnant la concurrence déloyale, déclarer que le professionnel est sur le point de cesser ses activités ou de les établir ailleurs alors que tel n'est pas le cas.
- 16) Affirmer d'un produit qu'il augmente les chances de gagner aux jeux de hasard.
- 17) Affirmer faussement qu'un produit est de nature à guérir des maladies, des dysfonctionnements ou des malformations.
- 18) Communiquer des informations factuellement inexactes sur les conditions de marché ou sur les possibilités de trouver le produit, dans le but d'inciter le consommateur à acquérir celui-ci à des conditions moins favorables que les conditions normales de marché.
- 19) Affirmer qu'un concours est organisé ou qu'un prix peut être gagné sans attribuer les prix décrits ou un équivalent raisonnable.
- 20) Décrire un produit comme étant „gratuit“, „à titre gracieux“, „sans frais“ ou autres termes similaires si le consommateur doit payer quoi que ce soit d'autre que les coûts inévitables liés à la réponse à la pratique commerciale et au fait de prendre possession ou livraison de l'article.
- 21) Inclure dans le matériel promotionnel une facture ou un document similaire demandant paiement qui donne au consommateur l'impression qu'il a déjà commandé le produit commercialisé alors que ce n'est pas le cas.
- 22) Affirmer faussement ou donner l'impression que le professionnel agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, ou se présenter faussement comme un consommateur.
- 23) Créer faussement l'impression que le service après-vente en rapport avec un produit est disponible dans un Etat membre autre que celui dans lequel le produit est vendu.

Section 2. Pratiques commerciales agressives

Art. L. 122-5. Une pratique commerciale est réputée agressive si, dans son contexte factuel, compte tenu de toutes ses caractéristiques et des circonstances, elle altère ou est susceptible d'altérer de manière significative, du fait du harcèlement, de la contrainte, y compris le recours à la force physique, ou d'une influence injustifiée, la liberté de choix ou de conduite du consommateur moyen à l'égard d'un produit, et, par conséquent, l'amène ou est susceptible de l'amener à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement.

Art. L. 122-6. Afin de déterminer si une pratique commerciale recourt au harcèlement, à la contrainte, y compris la force physique, ou à une influence injustifiée, les éléments suivants sont pris en considération:

- a) le moment et l'endroit où la pratique est mise en œuvre, sa nature et sa persistance;
- b) le recours à la menace physique ou verbale;

- c) l'exploitation en connaissance de cause par le professionnel de tout malheur ou circonstance particulière d'une gravité propre à altérer le jugement du consommateur, dans le but d'influencer la décision du consommateur à l'égard du produit;
- d) tout obstacle non contractuel important ou disproportionné imposé par le professionnel lorsque le consommateur souhaite faire valoir ses droits contractuels, et notamment celui de mettre fin au contrat ou de changer de produit ou de fournisseur;
- e) toute menace d'action alors que cette action n'est pas légalement possible.

Art. L. 122-7. Les pratiques commerciales agressives ci-après sont réputées déloyales en toutes circonstances:

- 1) Donner au consommateur l'impression qu'il ne pourra quitter les lieux avant qu'un contrat n'ait été conclu.
- 2) Effectuer des visites personnelles au domicile du consommateur sans préjudice de dispositions légales ou réglementaires en vue d'assurer l'exécution d'une obligation contractuelle.
- 3) Se livrer à des sollicitations non souhaitées par téléphone, télécopieur, courrier électronique ou tout autre outil de communication à distance, sans préjudice de dispositions légales ou réglementaires l'autorisant en vue d'assurer l'exécution d'une obligation contractuelle. Cette disposition s'entend sans préjudice de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et de l'article 11 de la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.
- 4) Obliger un consommateur qui souhaite demander une indemnité au titre d'une police d'assurance à produire des documents qui ne peuvent raisonnablement être considérés comme pertinents pour établir la validité de la demande ou s'abstenir systématiquement de répondre à des correspondances pertinentes, dans le but de dissuader ce consommateur d'exercer ses droits contractuels.
- 5) Inciter dans une publicité directement les enfants à acheter ou à persuader leurs parents ou d'autres adultes de leur acheter le produit faisant l'objet de la publicité. Cette disposition ne porte pas atteinte à la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques.
- 6) Exiger le paiement immédiat ou différé de produits fournis par le professionnel sans que le consommateur les ait demandés, ou exiger leur renvoi ou leur conservation.
- 7) Informer explicitement le consommateur que s'il n'achète pas le produit ou le service, l'emploi ou les moyens d'existence du professionnel seront menacés.
- 8) Donner la fausse impression que le consommateur a déjà gagné ou gagnera, moyennant ou non l'accomplissement d'une ou plusieurs formalités, un prix ou un autre avantage équivalent, alors que, en fait,
 - i. soit il n'existe pas de prix ou autre avantage équivalent,
 - ii. soit l'accomplissement d'une ou de plusieurs formalités en rapport avec la demande du prix ou d'un autre avantage équivalent est subordonné à l'obligation pour le consommateur de verser de l'argent ou de supporter un coût.

Section 3. Des sanctions

Art. L. 122-8. (1) Sont punis d'une amende de 251 à 120.000 euros ceux qui contreviennent aux dispositions

- des articles L. 122-1 à L. 122-5;
- de l'article L. 122-7.

(2) Toute clause ou toute combinaison de clauses d'un contrat, conclue en violation du présent titre, est réputée nulle et non écrite. Cette nullité ne peut toutefois être invoquée que par le consommateur.

LIVRE 2.

CONTRATS CONCLUS AVEC LES CONSOMMATEURS

TITRE 1.

Dispositions générales

Chapitre 1. Conditions générales

Section 1. Connaissance et acceptation

Art. L. 211-1. Les règles relatives à la connaissance et l'acceptation des conditions générales d'un contrat entre professionnel et consommateur sont fixées par l'article 1135-1 du Code civil.

Section 2. Clauses abusives

Art. L. 211-2. (1) Dans les contrats conclus entre un professionnel et un consommateur, toute clause ou toute combinaison de clauses qui entraîne dans le contrat un déséquilibre des droits et obligations au préjudice du consommateur est abusive et, comme telle, réputée nulle et non écrite.

Le caractère abusif d'une clause peut s'apprécier également au regard de celles contenues dans un autre contrat lorsque la conclusion ou l'exécution de ces deux contrats dépendent juridiquement l'un de l'autre.

(2) En cas de doute sur le sens d'une clause, l'interprétation la plus favorable pour le consommateur prévaut. Cette règle d'interprétation n'est pas d'application dans le cadre de l'action en cessation prévue à l'article L. 320-3.

Art. L. 211-3. Sont notamment à considérer comme abusives au sens de l'article précédent:

1. Les clauses excluant ou limitant la garantie légale en cas de vice caché ou de défaut de conformité.
2. Toute clause portant augmentation de la créance en raison de sa réclamation en justice.
3. Les clauses interdisant au consommateur de suspendre en tout ou en partie le versement des sommes dues si le professionnel ne remplit pas ses obligations.
4. Les clauses, selon lesquelles le professionnel se réserve le droit de modifier ou de rompre unilatéralement le contrat sans motif spécifique et valable stipulé dans le contrat.
5. Les clauses excluant le droit pour le consommateur de demander la résiliation du contrat, lorsque la fourniture ou la prestation n'est pas effectuée dans le délai promis ou, à défaut d'indication de délai, dans un délai raisonnable ou d'usage.
6. Les clauses, par lesquelles le professionnel se réserve, sans motif valable et spécifié dans le contrat, le droit de fixer unilatéralement la date d'exécution de son obligation.
7. Les clauses prévoyant que les biens ne doivent pas correspondre à leurs éléments descriptifs essentiels pour le consommateur ou à l'échantillon ou à l'usage spécifié par le consommateur et accepté par le professionnel ou, à défaut de cette spécification, à leur usage normal.
8. Les clauses réservant au professionnel le droit de déterminer unilatéralement si le bien ou la prestation est conforme ou non au contrat.
9. Les clauses, selon lesquelles le contrat est prorogé pour une durée supérieure à un an si le consommateur ne le dénonce pas à une date déterminée.
10. Les clauses prévoyant la détermination du prix au moment de la fourniture ou des fournitures successives ou permettant au stipulant de l'augmenter, même en considération de critères objectifs, si le consommateur n'a pas corrélativement le droit de résilier le contrat lorsque le prix définitif devient excessif pour le consommateur par rapport à celui auquel il pouvait s'attendre lors de la conclusion du contrat.
11. Les clauses imposant au consommateur un délai anormalement court pour faire des réclamations au professionnel.

12. Les clauses excluant le droit pour le consommateur de résilier le contrat lorsque le professionnel a l'obligation de réparer le bien et n'a pas satisfait à cette obligation dans un délai raisonnable.
13. Les clauses excluant pour le consommateur le droit de recourir aux tribunaux de droit commun.
14. Les clauses permettant au professionnel de substituer à la fourniture ou à la prestation promise une fourniture ou une prestation différente, à moins que celle-ci n'ait été spécifiée au contrat et expressément acceptée par le consommateur.
15. Les clauses imposant au consommateur la charge de la preuve incombant normalement au professionnel.
16. Les clauses interdisant au consommateur d'invoquer la compensation à l'égard du professionnel.
17. Les clauses contenues dans des contrats portant sur la fourniture de gaz, d'électricité ou de combustibles et obligeant à un minimum de consommation.
18. Les clauses, par lesquelles celui qui s'engage à effectuer un travail déterminé sur une chose qui lui est remise à cette fin, exclut ou limite son obligation de veiller à la conservation de cette chose et de la restituer après le travail effectué.
19. Les clauses, par lesquelles le consommateur renonce à l'égard du réparateur d'une chose ou à l'égard de celui qui effectue sur elle des travaux, d'invoquer la garantie incombant à un vendeur professionnel en raison des travaux et pièces neuves fournis par celui-ci.
20. Les clauses, par lesquelles un consommateur consent à une cession de créance au profit d'un tiers en renonçant à faire valoir contre celui-ci les droits et exceptions qu'il pouvait faire valoir contre son cocontractant.
21. Les clauses excluant ou limitant la responsabilité légale du professionnel en cas de mort d'un consommateur ou de dommages corporels causés à celui-ci, résultant d'un acte ou d'une omission de ce professionnel.
22. Les clauses qui permettent au professionnel de retenir des sommes versées par le consommateur lorsque celui-ci renonce à conclure ou à exécuter le contrat, sans prévoir le droit, pour le consommateur, de percevoir une indemnité d'un montant équivalent de la part du professionnel lorsque c'est celui-ci qui renonce.
23. Les clauses qui constatent de manière irréfragable l'adhésion du consommateur à des clauses dont il n'a pas eu, effectivement, l'occasion de prendre connaissance avant la conclusion du contrat.
24. Les clauses qui ont pour objet de restreindre l'obligation du professionnel de respecter les engagements pris par ses mandataires ou de souscrire ces engagements au respect d'une formalité particulière.

Art. L. 211-4. Le professionnel qui invoque à l'encontre d'un consommateur une clause ou une combinaison de clauses, déclarée abusive et comme telle nulle et non écrite, par une décision judiciaire ayant autorité de la chose jugée intervenue à son égard, est puni d'une amende de 300 à 10.000 euros.

Art. L. 211-5. La présente section ne s'applique pas aux clauses contractuelles qui sont fixées directement ou indirectement par des dispositions légales ou réglementaires ainsi que par des dispositions ou des principes des conventions internationales ratifiées par le Luxembourg ou dont l'Union européenne est partie, notamment dans le domaine des transports.

Section 3. Dispositions impératives

Art. L. 211-6. (1) Le consommateur ne peut renoncer à la protection effective dont il bénéficie en vertu du présent livre.

(2) Toute clause contraire au paragraphe qui précède est réputée nulle et non écrite.

Art. L. 211-7. (1) Lorsque du fait du choix des parties le droit d'un pays tiers est applicable au contrat, le consommateur ne saurait être privé de la protection accordée par la législation nationale d'un des Etats membres, avec le territoire duquel le contrat présente un lien étroit, qui transpose les directives de l'Union européenne suivantes:

- la directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation;
- la directive 1997/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;
- la directive 1993/13/CE du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs;
- la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil;
- la directive 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs.

(2) Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux clauses abusives figurant dans:

- a) un contrat de transport,
- b) un contrat de fourniture lorsque les services dus au consommateur doivent être fournis exclusivement dans un pays autre que celui dans lequel il a sa résidence habituelle.

Il s'applique néanmoins au contrat offrant pour un prix global des prestations combinées de transport et de logement.

Chapitre 2. Garanties

Section 1. Garanties légales

Art. L. 212-1. Les dispositions de la présente section s'appliquent aux contrats de vente de biens meubles corporels conclus entre professionnel et consommateur. Pour les besoins de la présente section, les contrats de fourniture de biens meubles à fabriquer ou à produire sont assimilés à des contrats de vente.

Elles ne s'appliquent pas aux biens vendus par autorité de justice, à l'électricité, à l'eau et au gaz lorsqu'ils ne sont pas conditionnés dans un volume délimité ou en quantité déterminée.

Art. L. 212-2. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par „producteur“: le fabricant d'un bien meuble corporel, l'importateur de ce bien sur le territoire de l'Union européenne ou toute autre personne qui se présente comme producteur en apposant sur le bien son nom, sa marque ou un autre signe distinctif.

Art. L. 212-3. Le professionnel est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance, quand bien même il ne les aurait pas connus.

Le professionnel répond des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou effectuée sous sa responsabilité.

Sans préjudice de l'article L. 111-1, le professionnel est également tenu par les déclarations publiques qui émanent du producteur ou de son représentant à moins qu'il ne démontre qu'il ne connaissait pas, et n'était pas raisonnablement en mesure de connaître, la déclaration en cause.

Art. L. 212-4. Pour être conforme au contrat, le bien doit, selon le cas:

- a) présenter les caractéristiques que les parties ont définies d'un commun accord;
- b) être propre aux usages auxquels servent habituellement les biens du même type;
- c) correspondre à la description donnée par le professionnel et posséder les qualités que celui-ci a présentées au consommateur sous forme d'échantillon ou de modèle;
- d) être propre à tout usage spécial recherché par le consommateur, que celui-ci a porté à la connaissance du professionnel lors de la conclusion du contrat, sans que ce dernier ait exprimé de réserve;
- e) présenter les qualités qu'un consommateur peut raisonnablement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le professionnel dans la publicité ou l'étiquetage.

Le consommateur ne peut contester la conformité en invoquant un défaut qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer lors de la conclusion du contrat. Il en va de même lorsque le défaut affecte les matériaux qu'il a lui-même fournis.

Art. L. 212-5. (1) En cas de défaut de conformité, le consommateur a le choix de rendre le bien et de se faire restituer le prix ou de garder le bien et de se faire rendre une partie du prix. Il n'y a pas lieu à résolution de la vente ni à la réduction du prix si le professionnel procède au remplacement ou à la réparation du bien. La résolution de la vente ne peut être prononcée si le défaut de conformité est mineur.

(2) Au lieu d'exercer l'option ouverte au paragraphe (1), le consommateur est en droit d'exiger du professionnel, sauf impossibilité ou disproportion, la mise en conformité du bien. Il peut choisir entre la réparation ou le remplacement, à moins que l'une de ces solutions ne constitue par rapport à l'autre une charge excessive pour le professionnel.

Un mode de dédommagement est considéré comme disproportionné s'il impose au professionnel des coûts qui, par rapport à l'autre mode, sont déraisonnables compte tenu :

- de la valeur qu'aurait le bien s'il n'y avait pas défaut de conformité,
- de l'importance du défaut de conformité

et

- de la question de savoir si l'autre mode de dédommagement peut être mis en œuvre sans inconvénient majeur pour le consommateur.

La mise en conformité doit avoir lieu dans le mois à partir du jour où le consommateur a opté pour la mise en conformité. Passé ce délai, le consommateur peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire restituer une partie du prix.

La mise en conformité a lieu sans aucun frais ni inconvénient majeur pour le consommateur, compte tenu de la nature du bien et de l'usage spécial recherché par le consommateur.

Le professionnel est, en outre, tenu de tous les dommages et intérêts envers le consommateur.

Art. L. 212-6. Pour mettre en œuvre la garantie légale du professionnel, le consommateur doit, par un moyen quelconque, lui dénoncer le défaut de conformité dans un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien. Aucune prescription ne peut être acquise avant l'expiration de ce délai.

Le consommateur est déchu de son action en garantie à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la dénonciation prévue à l'alinéa qui précède, sauf au cas où il aurait été empêché de la faire valoir par suite de la fraude du professionnel.

Le délai de déchéance est encore interrompu par tous les pourparlers entre le professionnel et le consommateur. Le délai de déchéance est encore interrompu par une assignation en référé ainsi que par toute instruction judiciaire relative au défaut.

Un nouveau délai d'un an prend cours au moment où le professionnel aura notifié au consommateur, par lettre recommandée, qu'il interrompe les pourparlers ou que le consommateur est informé de la clôture de l'instruction.

Après l'expiration du délai de deux ans, le consommateur ne peut plus se prévaloir du défaut du bien, même par voie d'exception. Le consommateur peut toutefois, s'il n'a pas acquitté le prix et à condition d'avoir régulièrement dénoncé le défaut, opposer, comme exception contre la demande de paiement, une demande en réduction de prix ou en dommages et intérêts.

Sauf preuve contraire, les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de six mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance.

Pour les biens d'occasions, le professionnel et le consommateur peuvent convenir, par une clause contractuelle écrite individuellement négociée, une durée de garantie plus courte que la garantie légale de deux ans sans que cette durée puisse être inférieure à un an. En matière automobile, une telle réduction n'est valable que si la première mise en circulation a eu lieu il y a plus d'une année.

Art. L. 212-7. Les conventions conclues avant que le consommateur n'ait formulé sa réclamation, qui écartent ou limitent directement ou indirectement les dispositions de la présente section sont interdites et réputées nulles et non écrites.

Toutefois, une convention par laquelle le consommateur déclare avoir eu connaissance des défauts de conformité au moment de la conclusion du contrat, en précisant la nature de ceux-ci, est valable.

Art. L. 212-8. Les dispositions qui précèdent ne privent pas le consommateur du droit d'exercer l'action résultant des vices rédhibitoires telle qu'elle résulte des articles 1641 à 1649 du Code civil, ou toute autre action de nature contractuelle ou extracontractuelle qui lui est reconnue par la loi.

Art. L. 212-9. Les règles relatives à la garantie des vices cachés dans les contrats de vente entre professionnel et consommateur sont fixées par les articles 1641 à 1649 du Code civil.

Section 2. Garantie commerciale

Art. L. 212-10. Constitue une garantie commerciale au sens de la présente section, tout engagement d'un professionnel à l'égard d'un consommateur, soit

- de rembourser le prix payé, ou
- de remplacer, réparer la chose, ou
- de garantir la conformité de la chose ou du service à toutes les prescriptions ou engagements mentionnés dans la déclaration de garantie ou dans tout document publicitaire, ou
- de s'occuper d'une façon quelconque de la chose si elle ne correspond pas aux caractéristiques et qualités énoncées dans la déclaration de garantie ou dans la publicité y afférente.

Art. L. 212-11. (1) Une garantie commerciale doit:

- a) indiquer en termes clairs et compréhensibles son contenu et les éléments essentiels nécessaires à sa mise en œuvre, notamment sa durée et son étendue territoriale, ainsi que l'adresse du garant;
- b) indiquer la durée de la garantie légale et indiquer qu'elle ne fait pas obstacle à l'application des dispositions du présent chapitre relatives à la garantie de conformité ou à la garantie des vices cachés.

(2) La garantie est remise au consommateur par écrit ou se présente sous un autre support durable, mis à sa disposition et auquel il a accès, en français ou en allemand selon le choix du consommateur.

(3) Le manquement à l'une des prescriptions qui précèdent n'affecte pas la validité de la garantie commerciale dont le consommateur demeure en droit de se prévaloir.

Section 3. Réparation

Art. L. 212-12. Le réparateur d'une chose ou celui qui effectue sur elle des travaux doit indiquer sur la facture la nature des travaux effectués, en précisant, le cas échéant, les éléments remplacés ou ajoutés, ainsi que la durée des travaux. A l'égard de ces travaux et des pièces nouvelles il assume les mêmes garanties qu'un professionnel.

A défaut de ces indications dans la facture, celui qui a effectué des travaux sur la chose doit, lorsque celle-ci n'est pas en état de rendre les services auxquels elle est destinée, rapporter la preuve que ce fait n'est pas dû à son intervention.

Art. L. 212-13. Celui qui répare une chose qui lui a été confiée à cette fin ou qui y apporte des améliorations ne peut retenir cette chose en garantie du paiement de ces réparations ou améliorations lorsqu'il y a disproportion caractérisée entre la valeur de la chose et le montant dû.

TITRE 2.

Contrats particuliers

Chapitre 1. *Dispositions communes*

Section 1. Informations précontractuelles

Art. L. 221-1. Sans préjudice de dispositions spécifiques des chapitres 2 à 4, le présent chapitre s'applique aux contrats à distance, aux contrats d'utilisation de biens à temps partagé, aux contrats de produits de vacances à long terme, aux contrats de revente et d'échange et aux contrats de crédit à la consommation.

Art. L. 221-2. (1) En temps utile avant la conclusion d'un contrat visé par les chapitres 2 à 4, le consommateur doit recevoir les informations suivantes:

- a) l'identité du professionnel, l'adresse géographique à laquelle le professionnel est établi;
- b) les caractéristiques essentielles du bien ou service;
- c) le prix du bien ou du service, toutes taxes comprises ou, lorsqu'un prix exact ne peut être déterminé, la méthode de détermination du prix, permettant au consommateur de vérifier ce dernier;
- d) les modalités de paiement, de livraison ou d'exécution;
- e) l'existence ou l'absence d'un droit de rétractation.

(2) Les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies de manière claire et compréhensible.

(3) La preuve de l'exécution des obligations mentionnées au présent article est à charge du professionnel.

Section 2. Droit de rétractation

Art. L. 221-3. (1) Pour tout contrat visé par la section 2 du chapitre 2, ainsi que par les chapitres 3 et 4 du présent titre, le consommateur a le droit de se rétracter par écrit sur tout support durable, sans indication de motif et sans pénalité, dans un délai de quatorze jours calendrier. Si le dernier jour du délai n'est pas un jour ouvrable, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

(2) Pour tout contrat visé par la section 1 du chapitre 2, ce délai est de sept jours ouvrables.

(3) Ces délais prennent cours:

- pour la livraison de biens, le jour de la réception;
- pour les prestations de services, le jour de la conclusion du contrat.

(4) Les délais de rétractation sont censés être respectés dès lors que le consommateur a posté sa rétractation auprès du professionnel avant l'expiration de celui-ci.

Chapitre 2. Contrats à distance

Art. L. 222-1. Au sens du présent chapitre, on entend par:

- 1) „contrat à distance“: tout contrat concernant des biens ou des services conclu entre un professionnel et un consommateur dans le cadre d'un système de vente ou de prestations de services à distance organisé par le professionnel qui, pour ce contrat, utilise exclusivement une ou plusieurs techniques de communication à distance jusqu'à la conclusion du contrat, y compris la conclusion du contrat elle-même;
- 2) „technique de communication à distance“: tout moyen qui, sans présence physique et simultanée du professionnel et du consommateur, peut être utilisé pour la conclusion du contrat entre ces parties;
- 3) „opérateur de technique de communication“: toute personne physique ou morale, publique ou privée, dont l'activité professionnelle consiste à mettre à la disposition des professionnels une ou plusieurs techniques de communication à distance;
- 4) „service financier“: tout service ayant trait à la banque, au crédit, à l'assurance, aux retraites individuelles, aux investissements et aux paiements;
- 5) „services de la société de l'information“: tout service presté, normalement contre rémunération, à distance par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de services.

Section 1. Contrats à distance hors services financiers

Sous-section 1. Champ d'application

Art. L. 222-2. (1) Le présent chapitre s'applique aux contrats à distance, à l'exception

- a) de ceux portant sur des services financiers tels que définis à l'article L. 222-1;
- b) de ceux conclus par le moyen de distributeurs automatiques ou de locaux commerciaux automatisés;

- c) de ceux conclus avec les opérateurs de télécommunication du fait de l'utilisation des cabines téléphoniques publiques;
- d) de ceux conclus pour la construction et la vente de biens immobiliers ou portant sur d'autres droits relatifs à des biens immobiliers, à l'exception de la location;
- e) de ceux conclus lors de services de paris par voie électronique;
- f) des contrats de vente conclus lors d'enchères autres que celles effectuées par voie électronique.

(2) Les articles L. 221-2, L. 221-3, L. 222-3, L. 222-4, L. 222-5 et L. 222-6 ne s'appliquent pas:

- a) aux contrats de fourniture de denrées alimentaires, de boissons ou d'autres biens ménagers de consommation courante fournis au domicile d'un consommateur, à sa résidence ou à son lieu de travail par des distributeurs effectuant des tournées fréquentes et régulières;
- b) aux contrats de fourniture de service d'hébergement, de transports, de restauration, de loisirs, lorsque le professionnel s'engage, lors de la conclusion du contrat, à fournir ces prestations à une date déterminée ou à une période spécifiée.

Sous-section 2. Informations précontractuelles

Art. L. 222-3. (1) En plus des informations mentionnées à l'article L. 221-2, le consommateur doit bénéficier, en temps utile avant la conclusion du contrat, des informations suivantes qui engagent contractuellement le professionnel:

- a) l'adresse géographique de l'établissement du professionnel à laquelle le consommateur peut adresser ses réclamations et son numéro de téléphone, ou, en cas de contact par la voie électronique, l'adresse électronique uniquement ainsi que les coordonnées du prestataire de service de certification le cas échéant auprès duquel ce dernier a obtenu un certificat;
- b) la monnaie de facturation;
- c) les frais de livraison, le cas échéant;
- d) le cas échéant, l'indication si les frais de renvoi sont à charge du consommateur en cas d'exercice du droit de rétractation et le mode de remboursement des sommes versées le cas échéant par le consommateur en cas de rétractation de sa part;
- e) les informations relatives aux services après-vente et aux garanties commerciales existantes;
- f) les conditions de résiliation du contrat lorsque celui-ci est à durée indéterminée ou d'une durée supérieure à un an;
- g) le coût de l'utilisation de la technique de communication à distance, lorsqu'il est calculé sur une base autre que le tarif de base;
- h) la durée de validité de l'offre ou du prix;
- i) le cas échéant, la durée minimale du contrat dans le cas de contrats portant sur la fourniture durable ou périodique d'un bien ou d'un service.

(2) Les informations visées au paragraphe (1), dont le but commercial doit apparaître sans équivoque, doivent être fournies conformément à l'article L. 221-2, paragraphe (2), par tout moyen adapté à la technique de communication à distance utilisée, dans le respect des principes de loyauté en matière de transactions commerciales et des principes qui régissent la protection des personnes frappées d'incapacité juridique, comme les mineurs et les incapables.

Lorsqu'il est en mesure de le faire, le professionnel doit mettre en place un service de la société de l'information permettant au consommateur de dialoguer directement avec lui.

(3) Dans le cas de communications téléphoniques, le professionnel indique explicitement au début de toute conversation avec le consommateur son identité et le but commercial de l'appel.

(4) Pour les biens et services commercialisés par la voie électronique qui ne sont pas soumis à un droit de rétractation conformément à l'article L. 222-5, les informations additionnelles suivantes doivent être fournies au consommateur:

- les caractéristiques du système d'exploitation ou de l'équipement nécessaire pour utiliser de manière efficace le produit ou le service commandé;

- le temps approximatif et le coût du téléchargement éventuel d'un produit ou d'un service, et le cas échéant les modalités et conditions du contrat de licence.

Art. L. 222-4. (1) Le consommateur doit recevoir, par écrit ou sur un autre support durable à sa disposition et auquel il a accès, confirmation des informations mentionnées à l'article L. 221-2, paragraphe (1), et à l'article L. 222-3, paragraphes (1) et (4), en temps utile lors de l'exécution du contrat et au plus tard lors de la livraison du bien non destiné à la livraison à des tiers ou de l'exécution de la prestation de service à moins que ces informations ne lui aient déjà été fournies préalablement à la conclusion du contrat par écrit ou sur un autre support durable à sa disposition et auquel il a accès.

En tout état de cause, doit être fournie une information non équivoque, claire et compréhensible par écrit ou sur un autre support durable sur les conditions et modalités d'exercice du droit de rétractation au sens de l'article L. 221-3.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux services dont l'exécution elle-même est réalisée au moyen d'une technique de communication à distance, lorsque ces services sont fournis en une seule fois, et dont la facturation est effectuée par un opérateur de technique de communication. Néanmoins, le consommateur doit en tout cas pouvoir avoir connaissance de l'adresse géographique de l'établissement du professionnel où le consommateur peut présenter ses réclamations ou, en cas de contact par la voie électronique, l'adresse électronique uniquement.

(3) En cas de commercialisation par voie électronique, le professionnel doit permettre au consommateur d'obtenir, dans les meilleurs délais après la conclusion du contrat, sur support durable le contenu de la transaction précisant notamment la date et l'heure de la conclusion du contrat.

Sous-section 3. Droit de rétractation

Art. L. 222-5. (1) Si le consommateur n'a pas reçu la confirmation des informations visée à l'article L. 222-4, le délai de rétractation est de trois mois et prend cours conformément à l'article L. 221-3, paragraphe (2).

(2) Si la confirmation des informations visée à l'article L. 222-4 intervient pendant le délai de trois mois visé au paragraphe précédent, le délai de sept jours ouvrables visé à l'article L. 221-3 commence à courir le jour de la réception des informations par le consommateur.

(3) Sauf convention contraire, le consommateur ne peut exercer le droit de rétractation de sept jours ouvrables pour les contrats:

- a) de fourniture de services dont l'exécution a commencé, avec l'accord du consommateur, avant la fin du délai mentionné à l'article L. 221-3;
- b) de fourniture de biens ou de services dont le prix est fonction des fluctuations des taux du marché financier, que le professionnel n'est pas en état de contrôler;
- c) de fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés ou qui, du fait de leur nature, ne peuvent être réexpédiés ou sont susceptibles de se détériorer ou de se périmer rapidement;
- d) de fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques descellés ou téléchargés par le consommateur;
- e) de fourniture de journaux, de périodiques et de magazines;
- f) de services de paris et de loteries;
- g) de ventes conclues lors d'enchères par voie électronique.

(4) Lorsque le prix d'un bien ou d'un service est entièrement ou partiellement couvert par un crédit accordé au consommateur par le professionnel ou par un tiers, sur la base d'un accord conclu entre ce dernier et le professionnel, l'exercice par le consommateur de son droit de rétractation entraîne la résiliation, sans pénalité, du contrat de crédit.

Art. L. 222-6. En cas d'exercice du droit de rétractation relatif à un contrat à distance, le professionnel est tenu au remboursement des sommes versées en paiement par le consommateur, sans frais.

Les seuls frais qui peuvent être imputés au consommateur en raison de l'exercice de son droit de rétractation sont les frais directs de renvoi des marchandises.

Ce remboursement doit être effectué dans les meilleurs délais et, en tout cas, dans un délai de trente jours. La somme due est de plein droit majorée du taux de l'intérêt légal en vigueur à compter du premier jour suivant l'expiration de ce délai.

Sous-section 4. Exécution du contrat

Art. L. 222-7. (1) Sauf convention contraire, le professionnel doit exécuter la commande au plus tard dans un délai de trente jours à compter du jour suivant celui où le consommateur a transmis sa commande au professionnel.

(2) En cas de défaut d'exécution du contrat par le professionnel au plus tard dans un délai de trente jours à compter de celui où il a transmis sa commande au professionnel, le contrat est résilié de plein droit.

En cas d'indisponibilité du bien ou du service commandé, le consommateur doit en être informé.

Le consommateur doit être remboursé selon les dispositions de l'article L. 222-6, alinéas 1 et 2 des sommes qu'il a, le cas échéant, versées en paiement. Si le remboursement ne s'opère pas dans un délai de trente jours, la somme due est de plein droit majorée au taux de l'intérêt légal en vigueur à compter du premier jour suivant l'expiration du délai.

Art. L. 222-8. En cas de fourniture non demandée d'un bien ou service, le consommateur est dispensé de toute contre-prestation, l'absence de réponse ne valant pas consentement.

Art. L. 222-9. (1) Sans préjudice des dispositions en matière de communications commerciales non sollicitées par voie électronique, l'utilisation par un professionnel des techniques de communication à distance suivantes nécessite le consentement préalable du consommateur:

- a) système automatisé d'appel sans intervention humaine (automate d'appel);
- b) télécopie;
- c) téléphone.

(2) Les techniques de communication à distance autres que celles visées au paragraphe précédent, lorsqu'elles permettent une communication individualisée, ne peuvent être utilisées qu'en l'absence d'opposition manifeste du consommateur.

Art. L. 222-10. (1) Les dispositions du présent chapitre s'appliquent pour autant qu'il n'existe pas, dans le cadre de réglementations communautaires ou nationales, des dispositions particulières qui régissent certains types de contrats à distance dans leur globalité.

(2) Lorsqu'une réglementation communautaire ou nationale spécifique contient des dispositions qui ne régissent que certains aspects de la fourniture de biens ou de services, ces dispositions s'appliquent, de préférence aux dispositions de la présente section, à ces aspects précis des contrats à distance.

Art. L. 222-11. La preuve

- de l'existence et du contenu d'une information précontractuelle,
- d'une confirmation des informations,
- du respect des délais et du consentement du consommateur

incombe au professionnel. Toute clause contraire est considérée comme abusive au sens de l'article L. 211-2 du présent Code.

Section 2. Contrats à distance portant sur des services financiers hors assurances

Sous-section 1. Champ d'application

Art. L. 222-12. (1) Aux fins de la présente section, on entend par „communication commerciale“: toutes les formes de communication destinées à promouvoir, directement ou indirectement, des biens, des services, ou l'image d'un professionnel.

(2) Ne constituent pas en tant que telles des communications commerciales:

- les coordonnées permettant l'accès direct à ce professionnel, notamment un nom de domaine ou une adresse de courrier électronique;
- les communications relatives aux biens, aux services ou à l'image de ce professionnel élaborées d'une manière indépendante de ce dernier, en particulier lorsqu'elles sont fournies sans contrepartie financière.

Art. L. 222-13. (1) La présente section s'applique aux contrats à distance portant sur des services financiers entre un professionnel et un consommateur, à l'exclusion des services ayant trait à l'assurance ainsi qu'aux retraites individuelles constituées sous forme de contrat d'assurance.

Les règles relatives à la commercialisation à distance des contrats d'assurance conclus avec des consommateurs sont fixées par la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance.

(2) Pour les contrats à distance comportant une première convention de service suivie d'opérations successives ou d'une série d'opérations distinctes de même nature échelonnées dans le temps, les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'à la première convention. Les contrats à distance qui emportent novation ou modification d'un élément essentiel de la première convention de services sont soumis aux dispositions de la présente section au même titre que la première convention de services.

(3) Au cas où il n'y a pas de convention de services financiers, mais où des opérations successives ou distinctes de même nature échelonnées dans le temps sont exécutées entre les mêmes parties au contrat, les obligations imposées en vertu des articles L. 222-14, L. 222-15 et L. 222-16 sont applicables uniquement lorsque la première opération est exécutée. Toutefois, dans les cas où aucune opération de même nature n'est effectuée pendant plus d'un an, l'opération suivante est considérée comme étant la première d'une nouvelle série d'opérations, et est soumise au respect des dispositions prévues aux articles L. 222-14, L. 222-15 et L. 222-16.

Sous-section 2. Informations précontractuelles

Art. L. 222-14. (1) En plus des informations mentionnées à l'article L. 221-2 du présent Code, le consommateur reçoit, en temps utile avant qu'il ne soit lié par un contrat à distance ou par une offre, les informations suivantes sur:

1) le professionnel:

- a) l'activité principale du professionnel et toute autre adresse géographique à prendre en compte pour les relations entre le consommateur et le professionnel;
- b) l'identité du représentant du professionnel établi dans l'Etat membre de résidence du consommateur et l'adresse géographique à prendre en compte pour les relations entre le consommateur et le représentant, lorsqu'un tel représentant existe;
- c) si le consommateur a des relations commerciales avec un tiers autre que le professionnel, l'identité de ce tiers, le titre auquel il agit à l'égard du consommateur et l'adresse géographique à prendre en compte dans les relations entre le consommateur et le tiers;
- d) lorsque le professionnel est inscrit sur un registre commercial ou sur un registre public similaire, le registre du commerce sur lequel le professionnel est inscrit et son numéro d'enregistrement ou un moyen équivalent d'identification dans ce registre;
- e) dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation, les coordonnées de l'autorité de surveillance compétente;

2) le service financier:

- a) Pour l'application du présent chapitre, l'information sur le prix au sens de l'article L. 221-2, paragraphe (1) point c) du présent Code doit également comprendre:
 - le prix total dû par le consommateur au professionnel pour le service financier, y compris l'ensemble des commissions, charges et dépenses y afférentes et toutes les taxes acquittées par l'intermédiaire du professionnel ou, lorsqu'un prix exact ne peut être indiqué, la base de calcul du prix, permettant au consommateur de vérifier ce dernier;

- l'indication de l'existence éventuelle d'autres taxes et/ou frais qui ne sont pas acquittés par l'intermédiaire du professionnel ou facturés par lui;
 - tout coût supplémentaire spécifique pour le consommateur afférent à l'utilisation de la technique de communication à distance, lorsque ce coût supplémentaire est facturé;
- b) le cas échéant une notification indiquant que le service financier est lié à des instruments qui impliquent des risques particuliers du fait de leurs spécificités ou des opérations à exécuter ou dont le prix dépend de fluctuations des marchés financiers sur lesquelles le professionnel n'a aucune influence et que les performances passées ne laissent pas présager les performances futures;
- c) toute limitation de la durée pendant laquelle les informations fournies sont valables;
- 3) le contrat à distance:
- a) s'il existe un droit de rétractation tel que prévu aux articles L. 221-3 et L. 222-18 du présent Code, sa durée et les modalités de son exercice, y compris des informations sur le montant que le consommateur peut être tenu de payer sur la base de l'article L. 222-19, ainsi que sur les conséquences découlant de l'absence d'exercice de ce droit;
- b) pour l'application du présent chapitre, l'information sur les modalités de paiement, de livraison ou d'exécution au sens de l'article L. 221-2, paragraphe (1) point d) du présent Code doit également comprendre:
- la durée minimale du contrat à distance, en cas de contrat de prestation de services financiers permanente ou périodique;
 - les informations relatives aux droits que peuvent avoir les parties de résilier le contrat à distance par anticipation ou unilatéralement en vertu des termes du contrat à distance, y compris les éventuelles pénalités imposées par le contrat dans ce cas;
 - des instructions pratiques pour l'exercice du droit de rétractation indiquant, entre autres, l'adresse à laquelle la notification doit être envoyée;
- c) le ou les Etats sur la législation duquel/desquels le professionnel se fonde pour établir les relations avec le consommateur avant la conclusion du contrat à distance;
- d) toute clause contractuelle concernant la législation applicable au contrat à distance ou concernant la juridiction compétente;
- e) la langue ou les langues dans laquelle/lesquelles sont communiquées les conditions contractuelles ainsi que les informations précontractuelles visées dans le présent article et, en outre, la langue ou les langues dans laquelle/lesquelles le professionnel s'engage, en accord avec le consommateur, à communiquer pendant la durée du contrat;
- 4) d'autres informations:
- a) l'existence ou l'absence de procédures extrajudiciaires de réclamation et de recours accessibles au consommateur qui est partie au contrat à distance et, si de telles procédures existent, les modalités d'accès à ces dernières;
- b) l'existence de fonds de garantie ou de mécanismes d'indemnisation similaires, autres que les systèmes de garantie de dépôts et les systèmes d'indemnisation des investisseurs régis par la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(2) Les informations visées au paragraphe (1), dont le but commercial doit apparaître sans équivoque, doivent être délivrées conformément à l'article L. 221-2, paragraphe (2), par tout moyen adapté à la technique de communication à distance utilisée, en tenant dûment compte, notamment, du principe de bonne foi dans les transactions commerciales et des principes qui régissent la protection des incapables.

(3) Les obligations qui découlent du contrat doivent être fidèles aux informations fournies par le professionnel au cours de la phase précontractuelle.

Art. L. 222-15. (1) En cas de communication par téléphonie vocale sur l'initiative du professionnel, celui-ci indiquera explicitement et sans équivoque au début de la conversation avec le consommateur son identité et le but commercial de l'appel.

(2) A condition d'avoir obtenu l'accord explicite du consommateur, le professionnel n'est tenu de fournir que les informations suivantes:

- a) l'identité de la personne en contact avec le consommateur et le lien de cette personne avec le professionnel;
- b) une description des principales caractéristiques du service financier;
- c) le prix total dû par le consommateur au professionnel pour le service financier, qui comprend toutes les taxes acquittées par l'intermédiaire du professionnel ou, lorsqu'un prix exact ne peut être indiqué, la base de calcul du prix, permettant au consommateur de vérifier ce dernier;
- d) l'indication de l'existence éventuelle d'autres taxes ou frais qui ne sont pas acquittés ou mis en compte par l'intermédiaire du professionnel;
- e) l'existence ou l'absence du droit de rétractation prévu aux articles L. 221-3 et L. 222-18 du présent Code et, si ce droit existe, sa durée et les modalités de son exercice, y compris des informations sur le montant que le consommateur peut être tenu de payer sur la base de l'article L. 222-19.

(3) Le professionnel informe le consommateur sur, d'une part, le fait que d'autres informations peuvent être fournies sur demande et, d'autre part, la nature de ces informations. En tout état de cause, le professionnel fournit des informations complètes lorsqu'il remplit ses obligations en vertu de l'article L. 222-17.

Art. L. 222-16. (1) Lorsqu'une loi régissant des services financiers contient des dispositions en matière d'information préalable s'ajoutant à celles qui sont prévues aux articles L. 222-14 et L. 222-15 du présent chapitre, ces dispositions continuent à s'appliquer à la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs.

(2) Lorsque la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement est également applicable, les dispositions en matière d'information de l'article L. 222-14, paragraphe (1) du présent Code, à l'exception des deux derniers sous-points du point 2) a), du point 2) b) et c), du point 3) a), du dernier sous-point du point 3) b), des points 3) c) et 4) b), sont remplacées par les articles 65, 66, 70, 71 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement. Sont en outre à indiquer les modalités de paiement et d'exécution au titre de l'article L. 221-2, paragraphe (1) d) du présent Code.

Art. L. 222-17. (1) Le professionnel communique au consommateur toutes les conditions contractuelles ainsi que les informations visées aux articles L. 222-14, L. 222-15 et L. 222-16 sur un support papier ou sur un autre support durable, mis à la disposition du consommateur et auquel celui-ci a accès en temps utile avant d'être lié par un contrat à distance ou par une offre.

(2) Si un contrat à distance a été conclu à la demande du consommateur en utilisant une technique de communication à distance ne permettant pas de transmettre les conditions contractuelles et les informations conformément au paragraphe (1), le professionnel remplit l'obligation lui incombant en vertu du paragraphe (1) immédiatement après la conclusion du contrat à distance. Dans ce cas l'article 1135-1 du Code civil n'est pas applicable.

(3) A tout moment au cours de la relation contractuelle, le consommateur a le droit, s'il en fait la demande, de recevoir les conditions contractuelles sur un support papier. En outre, le consommateur a le droit de changer les techniques de communication à distance utilisées, à moins que cela ne soit incompatible avec le contrat à distance conclu ou avec la nature du service financier fourni.

Sous-section 3. Droit de rétractation

Art. L. 222-18. (1) Le délai de rétractation commence à courir conformément à l'article L. 221-3 ou à compter du jour où le consommateur reçoit les conditions contractuelles et les informations, conformément à l'article L. 222-17, paragraphe (1) ou (2), si cette dernière date est postérieure à celle visée au premier tiret.

Toutefois, ce délai est porté à trente jours calendrier pour les opérations portant sur les retraites individuelles.

(2) Le droit de rétractation prévu aux articles L. 221-3 et L. 222-18, paragraphe (1) ne s'applique pas:

- a) aux services financiers dont le prix dépend de fluctuations du marché financier sur lesquelles le professionnel n'a aucune influence, qui sont susceptibles de se produire pendant le délai de rétractation, par exemple les services liés aux:
 - opérations de change,
 - instruments du marché monétaire,
 - titres négociables,
 - parts dans les organismes de placement collectif,
 - contrats financiers à terme (futures) y compris les instruments équivalents donnant lieu à un règlement en espèces,
 - contrats à terme sur taux d'intérêt (FRA),
 - contrats d'échange (*swaps*) sur taux d'intérêt ou sur devises ou contrats d'échange sur des flux liés à des actions ou à des indices d'actions (*equity swaps*),
 - options visant à acheter ou à vendre tout instrument visé par le présent point, y compris les instruments équivalents donnant lieu à un règlement en espèces. Sont comprises en particulier dans cette catégorie les options sur devises et sur taux d'intérêt;
- b) aux contrats exécutés intégralement par les deux parties à la demande expresse du consommateur avant que ce dernier n'exerce son droit de rétractation;
- c) à tout crédit destiné principalement à permettre l'acquisition ou le maintien de droits de propriété d'un terrain ou d'un immeuble existant ou à construire;
- d) à tout crédit garanti par une hypothèque sur un bien immobilier ou par un droit lié à un bien immobilier;
- e) aux déclarations de consommateurs faites en utilisant les services d'un officier public, à condition que l'officier public atteste que les droits du consommateur prévus à l'article L. 222-17, paragraphe (1), ont été respectés.

(3) Si le consommateur exerce son droit de rétractation, il le notifie avant l'expiration du délai en suivant les instructions pratiques qui lui ont été données conformément à l'article L. 222-14, paragraphe (1), point 3 b), 3ème point. Le délai est réputé respecté si la notification, à condition d'avoir été faite sur un support papier ou sur un autre support durable qui est à la disposition du destinataire et auquel il a accès, a été envoyée avant l'expiration du délai.

(4) Le présent article n'est pas applicable aux contrats de crédit résiliés en vertu de l'article L. 222-5, paragraphe (4) ou de l'article L. 223-11.

(5) Si un autre contrat à distance relatif à des services financiers prestés par un professionnel ou un tiers sur la base d'un accord entre le tiers et le professionnel a été adjoint à un contrat à distance portant sur un service financier donné, ce contrat additionnel est résilié, sans pénalité, si le consommateur exerce son droit de rétractation selon les modalités fixées aux articles L. 221-3, paragraphe (1) et L. 222-18, paragraphe (1).

Art. L. 222-19. (1) Lorsque le consommateur exerce le droit de rétractation qui lui est conféré par les articles L. 221-3 et L. 222-18, paragraphe (1), il ne peut être tenu qu'au paiement, dans les meilleurs délais, du service financier effectivement fourni par le professionnel en vertu du contrat à distance. L'exécution du contrat ne peut commencer qu'après l'accord du consommateur. Le montant à payer ne peut excéder un montant proportionnel à l'importance du service déjà fourni par rapport à l'ensemble des prestations prévues par le contrat à distance.

(2) Le professionnel ne peut exiger du consommateur un paiement sur base du paragraphe (1) que s'il peut prouver que le consommateur a été dûment informé du montant dû, conformément aux articles L. 221-2, paragraphe (1), point e) et L. 222-14, paragraphe (1), point 3 a). Toutefois, il ne peut, en aucun cas, exiger ce paiement s'il a commencé à exécuter le contrat avant l'expiration du délai de

rétractation prévu aux articles L. 221-3 et L. 222-18, paragraphe (1), sans demande préalable du consommateur.

(3) Le professionnel est tenu de rembourser au consommateur, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours calendrier, toutes les sommes qu'il a perçues de celui-ci conformément au contrat à distance, à l'exception du montant visé au paragraphe (1). Ce délai commence à courir le jour où le professionnel reçoit la notification de la rétractation. Si le remboursement ne s'opère pas dans un délai de trente jours calendrier, la somme due est majorée de plein droit au taux de l'intérêt légal en vigueur à compter du premier jour après l'expiration du délai.

(4) Le consommateur restitue au professionnel, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours calendrier, toute somme et/ou tout bien qu'il a reçus de ce dernier dans le cadre d'un contrat à distance. Ce délai commence à courir à compter du jour où le consommateur envoie la notification de rétractation. Si le remboursement ne s'opère pas dans un délai de trente jours calendrier, la somme due est majorée de plein droit au taux de l'intérêt légal en vigueur à compter du premier jour après l'expiration du délai.

Sous-section 4. Exécution du contrat

Art. L. 222-20. (1) L'envoi de communications commerciales par courrier électronique, par un système automatisé d'appel sans intervention humaine, par téléphone ou par télécopieur par un professionnel à un consommateur n'est permis qu'en cas de consentement préalable de ce dernier.

(2) Les techniques de communication à distance autres que celles visées au paragraphe (1), lorsqu'elles permettent une communication individualisée, ne peuvent être utilisées qu'en l'absence d'opposition manifeste du consommateur.

(3) Les mesures prises en vertu des paragraphes (1) et (2) ne doivent pas entraîner de frais pour les consommateurs.

Art. L. 222-21. La règle suivante est applicable en cas de prestations de services non demandés:

En cas de fourniture non demandée de services financiers à un consommateur, ce dernier est dispensé de toute contre-prestation, l'absence de réponse ne valant pas consentement.

La disposition qui précède ne déroge pas aux règles applicables en matière de reconduction tacite des contrats.

Art. L. 222-22. Toute clause contractuelle prévoyant que la charge de la preuve du respect par le professionnel de tout ou partie des obligations que lui impose la présente section incombe au consommateur est abusive et réputée nulle et non écrite.

Art. L. 222-23. Les dispositions de la présente section sont sanctionnées conformément à l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 sur le secteur financier.

Chapitre 3. Contrats d'utilisation de biens à temps partagé, contrats de produits de vacances à long terme et contrats de revente et d'échange

Section 1. Champ d'application et définitions

Art. L. 223-1. (1) Le présent chapitre s'applique aux contrats d'utilisation de biens à temps partagé, aux contrats de produits de vacances à long terme et aux contrats de revente et d'échange.

(2) Le présent chapitre s'applique sans préjudice de la législation:

- a) prévoyant des recours selon le droit commun des contrats;
- b) concernant l'enregistrement de biens mobiliers ou immobiliers et le transfert de biens immobiliers;

- c) concernant les conditions d'établissement, les régimes d'autorisation ou les conditions d'octroi des licences; et
- d) concernant la détermination de la nature juridique des droits qui font l'objet des contrats couverts par le présent chapitre.

Art. L. 223-2. (1) Pour l'application du présent chapitre, on entend par:

- 1) „contrat d'utilisation de biens à temps partagé“: un contrat d'une durée de plus d'un an par lequel un consommateur acquiert, à titre onéreux, le droit d'utiliser un ou plusieurs hébergements pour la nuit pour plus d'un séjour;
- 2) „contrat de produits de vacances à long terme“: un contrat d'une durée de plus d'un an par lequel un consommateur acquiert essentiellement, à titre onéreux, le droit de bénéficier de réductions ou d'autres avantages relatifs à son hébergement, à l'exclusion ou non du transport ou d'autres services;
- 3) „contrat de revente“: un contrat par lequel un professionnel, à titre onéreux, aide un consommateur à vendre ou à acheter un droit d'utilisation de biens à temps partagé ou un produit de vacances à long terme;
- 4) „contrat d'échange“: un contrat par lequel un consommateur, à titre onéreux, participe à un système d'échange qui lui permet d'accéder à un hébergement pour la nuit ou à d'autres services et, en échange, de permettre à d'autres personnes de bénéficier temporairement des droits découlant de son contrat d'utilisation de biens à temps partagé;
- 5) „contrat accessoire“: un contrat par lequel le consommateur acquiert des services liés à un contrat d'utilisation de biens à temps partagé ou à un contrat de produits de vacances à long terme, ces services étant fournis par le professionnel ou un tiers sur la base d'un accord entre ce tiers et le professionnel;
- 6) „code de conduite“: un accord ou un ensemble de règles qui ne sont pas imposés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives et qui définissent le comportement des professionnels qui s'engagent à être liés par lui en ce qui concerne une ou plusieurs pratiques commerciales ou un ou plusieurs secteurs d'activité;
- 7) „responsable de code“: toute entité, y compris un professionnel ou groupe de professionnels, responsable de l'élaboration et de la révision d'un code de conduite et/ou de la surveillance du respect de ce code par ceux qui se sont engagés à être liés par celui-ci.

(2) Toute disposition du contrat permettant sa reconduction ou prorogation tacite est prise en considération pour calculer la durée du contrat d'utilisation de biens à temps partagé, ou du contrat de produits de vacances à long terme, respectivement définis au paragraphe (1), points 3) et 4).

Art. L. 223-3. (1) Toute publicité doit indiquer la possibilité d'obtenir les informations visées à l'article L. 223-4, paragraphe (1), et préciser où elles peuvent être obtenues.

(2) Lorsqu'un contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange est offert à un consommateur en personne lors d'une promotion ou d'une manifestation de vente, le professionnel indique clairement dans l'invitation le but commercial et la nature de la manifestation.

(3) Les informations visées à l'article L. 223-4, paragraphe (1), sont mises à la disposition du consommateur à tout moment durant la manifestation.

(4) Un bien à temps partagé ou un produit de vacances à long terme n'est ni commercialisé ni vendu comme un investissement.

Section 2. Informations précontractuelles

Art. L. 223-4. (1) Pour l'application du présent chapitre il faut entendre par informations précontractuelles au sens de l'article L. 221-2 les informations précises qui suivent:

- a) dans le cas d'un contrat d'utilisation de biens à temps partagé: au moyen du formulaire standard d'informations prévu dans un règlement grand-ducal ainsi que les informations visées à la partie 3 dudit formulaire;
- b) dans le cas d'un contrat de produits de vacances à long terme: au moyen du formulaire standard d'informations repris dans un règlement grand-ducal ainsi que les informations visées à la partie 3 dudit formulaire;
- c) dans le cas d'un contrat de revente: au moyen du formulaire standard d'informations repris dans un règlement grand-ducal, ainsi que les informations visées à la partie 3 dudit formulaire;
- d) dans le cas d'un contrat d'échange: au moyen du formulaire standard d'informations repris dans un règlement grand-ducal, ainsi que les informations visées à la partie 3 dudit formulaire.

(2) Les informations visées au paragraphe (1) sont fournies gratuitement conformément à l'article L. 221-2, paragraphe (2), par le professionnel sur support papier ou sur un autre support durable aisément accessible pour le consommateur.

(3) Les informations visées au paragraphe (1) doivent être rédigées, au choix du consommateur, soit en langue allemande, soit en langue française, soit dans la langue de l'Etat membre dont il a la nationalité, à condition qu'il s'agisse d'une langue officielle de l'Union européenne.

Art. L. 223-5. (1) Le contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange doit être fourni par écrit, sur support papier ou sur un autre support durable, et rédigé, au choix du consommateur, soit en langue allemande, soit en langue française, soit dans la langue de l'Etat membre dont il a la nationalité, à condition qu'il s'agisse d'une langue officielle de l'Union européenne.

Au cas où le contrat est conclu avec un acquéreur ayant son domicile au Grand-Duché de Luxembourg, le contrat doit également être rédigé soit en langue allemande, soit en langue française.

Dans le cas d'un contrat d'utilisation de biens à temps partagé concernant un bien immobilier précis, le professionnel remet en plus au consommateur une traduction certifiée conforme du contrat dans la langue ou une des langues de l'Etat dans lequel le bien immobilier est situé, à condition qu'il s'agisse d'une langue officielle de l'Union européenne.

(2) Les informations visées à l'article L. 223-4, paragraphe (1), font partie intégrante du contrat et ne peuvent être modifiées, à moins que les parties n'en décident autrement de manière explicite ou que les changements résultent de circonstances indépendantes de la volonté du professionnel, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées malgré toute la diligence déployée.

Ces modifications sont communiquées au consommateur, sur support papier ou sur un autre support durable aisément accessible pour lui, avant la conclusion du contrat.

Le contrat fait expressément état de ces modifications.

(3) Outre les informations visées à l'article L. 223-4, paragraphe (1), le contrat comprend:

- a) l'identité, le lieu de résidence et la signature de chacune des parties; et
- b) la date et le lieu de la conclusion du contrat.

(4) Avant la conclusion du contrat, le professionnel attire expressément l'attention du consommateur sur l'existence d'un droit de rétractation et sur la durée du délai de rétractation, visée à l'article L. 223-6, ainsi que sur l'interdiction visée à l'article L. 223-9 du paiement d'avances pendant le délai de rétractation.

Les clauses du contrat correspondantes sont signées séparément par le consommateur.

Le contrat comprend en outre un formulaire standard de rétractation distinct, qui est repris dans un règlement grand-ducal.

(5) Le consommateur reçoit une copie ou des copies du contrat au moment de sa conclusion. Sous peine de nullité, le contrat doit être rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes, à moins qu'il ne s'agisse d'un acte notarié.

Section 3. Droit de rétractation

Art. L. 223-6. (1) Le consommateur a le droit de se rétracter conformément à l'article L. 221-3, paragraphe (1), du contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de vente ou d'échange.

(2) Pour le présent chapitre, le délai de rétractation prévu à l'article L. 221-3, paragraphe (1), est calculé:

- a) à partir du jour de la conclusion du contrat ou de tout contrat préliminaire contraignant; ou
- b) à partir du jour où le consommateur reçoit le contrat ou tout contrat préliminaire contraignant, si ce jour est ultérieur à la date mentionnée au point a).

(3) Si un formulaire standard de rétractation comme prévu par l'article L. 223-5, paragraphe (4), a été rempli par le professionnel et fourni au consommateur par écrit, sur un support papier ou sur un autre support durable dans un délai d'un an à compter du jour visé au paragraphe (2) du présent article, le délai de rétractation commence à courir le jour où le consommateur reçoit ce formulaire. De même, si les informations visées à l'article L. 223-4, paragraphe (1), en ce compris le formulaire standard d'information applicable prévu dans un règlement grand-ducal, ont été fournies au consommateur par écrit, sur un support papier ou sur un autre support durable, dans un délai de trois mois à compter du jour visé au paragraphe (2) du présent article, le délai de rétractation commence à courir le jour où le consommateur reçoit ces informations.

(4) Dans le cas où le contrat d'échange est offert au consommateur avec et en même temps que le contrat d'utilisation de biens à temps partagé, un seul délai de rétractation, conformément au paragraphe (1) du présent article, s'applique aux deux contrats. Le délai de rétractation pour les deux contrats est calculé conformément aux dispositions du paragraphe (2) du présent article telles qu'elles s'appliquent au contrat d'utilisation de biens à temps partagé.

(5) Le délai de rétractation expire:

- a) à l'issue d'une période d'un an et quatorze jours calendrier à compter du jour visé au paragraphe (2) du présent article, lorsque le formulaire standard de rétractation distinct, comme prévu par l'article L. 223-5, paragraphe (4), n'a pas été rempli par le professionnel et fourni au consommateur, sur un support papier ou sur un autre support durable;
- b) à l'issue d'une période de trois mois et quatorze jours calendrier à compter du jour visé au paragraphe (2) du présent article, lorsque les informations visées à l'article L. 223-4, paragraphe (1), y compris le formulaire standard d'information applicable prévu dans un règlement grand-ducal, ne sont pas fournies au consommateur par écrit, sur un support papier ou sur un autre support durable.

En cas de non-fourniture par le professionnel des informations visées à l'article L. 223-4, paragraphe (1) ou du formulaire standard de rétractation, visé à l'article L. 223-5, paragraphe (4) endéans les délais prévus aux points a) et b) du présent paragraphe le consommateur peut invoquer la nullité du contrat.

Art. L. 223-7. Lorsque le consommateur entend exercer son droit de rétractation, il notifie au professionnel, sur support papier ou sur un autre support durable, sa décision de se rétracter, avant l'expiration du délai de rétractation. Le consommateur peut utiliser le formulaire standard de rétractation dans un règlement grand-ducal et fourni par le professionnel conformément à l'article L. 223-5, paragraphe (4). Le délai est respecté si la notification a été envoyée avant l'expiration du délai de rétractation.

Art. L. 223-8. (1) L'exercice du droit de rétractation par le consommateur met fin à l'obligation des parties d'exécuter le contrat.

(2) Lorsque le consommateur exerce le droit de rétractation, il ne supporte aucun coût et n'est pas redevable de la valeur correspondant au service ayant pu être fourni avant la rétractation.

Section 4. Exécution du contrat

Art. L. 223-9. (1) Pour les contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme et d'échange, le paiement d'avances, la constitution de garanties, la réserve d'argent sur des comptes, les reconnaissances explicites de dettes ou toute autre rémunération du professionnel ou d'un tiers par le consommateur avant la fin de la période de rétractation conformément à l'article L. 223-6 sont interdits.

(2) Pour les contrats de revente, le paiement d'avances, la constitution de garanties, la réserve d'argent sur des comptes, les reconnaissances explicites de dettes ou toute autre rémunération du professionnel ou d'un tiers par le consommateur avant que cette vente n'ait effectivement eu lieu ou qu'il ait été mis fin au contrat de revente par d'autres voies sont interdits.

Art. L. 223-10. (1) En ce qui concerne les contrats de produits de vacances à long terme, le paiement se fait selon un calendrier de paiement échelonné. Tout paiement du prix expressément indiqué dans le contrat autrement que conformément au calendrier de paiement échelonné est interdit. Les paiements, y compris toute cotisation, sont divisés en annuités, chacune étant d'égale valeur. Le professionnel envoie une demande de paiement par écrit, sur support papier ou sur un autre support durable, au moins quatorze jours calendrier avant chaque date d'échéance.

(2) A partir de la deuxième annuité, le consommateur peut mettre fin au contrat sans encourir de sanction en donnant un préavis au professionnel dans les quatorze jours calendrier qui suivent la réception de la demande de paiement pour chaque annuité.

Art. L. 223-11. (1) Lorsque le consommateur exerce son droit de rétractation du contrat d'utilisation de biens à temps partagé ou de produits de vacances à long terme, tout contrat d'échange qui en dépend ou tout autre contrat accessoire est automatiquement résilié sans frais pour le consommateur.

(2) Sans préjudice de l'article L. 224-16, lorsque le prix est entièrement ou partiellement couvert par un crédit accordé au consommateur par le professionnel ou par un tiers sur la base d'un accord entre le tiers et le professionnel, le contrat de crédit est résilié, sans frais pour le consommateur, lorsque le consommateur exerce son droit de rétractation du contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange.

Le contrat de crédit mentionné à l'alinéa précédent est résilié de plein droit lorsque le consommateur exerce son droit de rétractation du contrat d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente ou d'échange.

Art. L. 223-12. Lorsque la loi applicable est celle d'un pays tiers, le consommateur ne peut être privé de la protection accordée par la directive 2008/122/CE du Parlement et du Conseil du 14 janvier 2009 relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange, telle qu'appliquée dans l'Etat membre du for si:

- l'un des biens immobiliers concernés est situé sur le territoire d'un Etat membre, ou
- dans le cas d'un contrat qui n'est pas directement lié à un bien immobilier, le professionnel exerce une activité commerciale ou professionnelle dans un Etat membre ou, de quelque manière que ce soit, dirige cette activité vers un Etat membre et que le contrat rentre dans le cadre de cette activité.

Section 5. Sanctions

Art. L. 223-13. Sont punis d'une amende de 251 à 25.000 euros ceux qui commettent une infraction aux dispositions des articles L. 223-3 à L. 223-6, L. 223-8 à L. 223-11 du présent chapitre.

Chapitre 4. Contrats de crédit à la consommation

Section 1. Champ d'application et définitions

Art. L. 224-1. Le présent chapitre s'applique aux contrats de crédit aux consommateurs.

Art. L. 224-2. Pour l'application du présent chapitre, on entend par:

- a) „prêteur“: toute personne physique ou morale qui consent ou s'engage à consentir un crédit dans le cadre de l'exercice de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale;
- b) „contrat de crédit“: un contrat en vertu duquel un prêteur consent ou s'engage à consentir à un consommateur un crédit sous la forme d'un délai de paiement, d'un prêt ou de toute autre facilité de paiement similaire, à l'exception des contrats conclus en vue de la prestation continue de services ou de la livraison de biens de même nature, aux termes desquels le consommateur règle le coût desdits services ou biens, aussi longtemps qu'ils sont fournis, par des paiements échelonnés;
- c) „facilité de découvert“: un contrat de crédit explicite en vertu duquel un prêteur permet au consommateur de disposer de fonds qui dépassent le solde du compte courant du consommateur;
- d) „dépassement“: un découvert tacitement accepté en vertu duquel un prêteur autorise le consommateur à disposer de fonds qui dépassent le solde du compte courant du consommateur ou la facilité de découvert convenue;
- e) „intermédiaire de crédit“: une personne physique ou morale qui n'agit pas en qualité de prêteur et qui, dans le cadre de l'exercice de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, contre une rémunération qui peut être pécuniaire ou revêtir toute autre forme d'avantage économique ayant fait l'objet d'un accord:
 - présente ou propose des contrats de crédit aux consommateurs,
 - assiste les consommateurs en réalisant des travaux préparatoires pour des contrats de crédit autres que ceux visés au tiret précédent, ou
 - conclut des contrats de crédit avec des consommateurs pour le compte du prêteur;
- f) „coût total du crédit pour le consommateur“: tous les coûts, y compris les intérêts, les commissions, les taxes, et tous les autres types de frais que le consommateur est tenu de payer pour le contrat de crédit et qui sont connus par le prêteur, à l'exception des frais de notaire; ces coûts comprennent également les coûts relatifs aux services accessoires liés au contrat de crédit, notamment les primes d'assurance, si, en outre, la conclusion du contrat de service est obligatoire pour l'obtention même du crédit ou en application des clauses et conditions commerciales;
- g) „montant total dû par le consommateur“: la somme du montant total du crédit et du coût total du crédit pour le consommateur;
- h) „taux annuel effectif global“: le coût total du crédit pour le consommateur, exprimé en pourcentage annuel du montant total du crédit, en tenant compte, le cas échéant, des frais visés à l'article L. 224-20, paragraphe (2);
- i) „taux débiteur“: le taux d'intérêt exprimé en pourcentage fixe ou variable, appliqué sur une base annuelle au montant de crédit prélevé (*drawn down*);
- j) „taux débiteur fixe“: taux débiteur prévu par une disposition du contrat de crédit en vertu de laquelle le prêteur et le consommateur conviennent d'un taux débiteur unique pour la totalité de la durée du contrat de crédit, ou de plusieurs taux débiteurs pour des périodes partielles en appliquant exclusivement un pourcentage fixe donné. Si tous les taux débiteurs ne sont pas définis dans le contrat, on considère que le taux est fixe uniquement pour les périodes partielles pour lesquelles les taux débiteurs ont été déterminés exclusivement à l'aide d'un pourcentage fixe donné, convenu lors de la conclusion du contrat de crédit;
- k) „montant total du crédit“: le plafond ou le total des sommes rendues disponibles en vertu d'un contrat de crédit;
- l) „contrat de crédit lié“: un contrat de crédit en vertu duquel:
 - le crédit en question sert exclusivement à financer un contrat relatif à la fourniture de biens particuliers ou la prestation de services particuliers; et
 - ces deux contrats constituent, d'un point de vue objectif, une unité commerciale; une unité commerciale est réputée exister lorsque le fournisseur ou le prestataire de services finance lui-même le crédit au consommateur ou, en cas de financement par un tiers, lorsque le prêteur recourt aux services du fournisseur ou du prestataire pour la conclusion ou la préparation du contrat de crédit ou lorsque des biens particuliers ou la fourniture d'un service particulier sont mentionnés spécifiquement dans le contrat de crédit.

Art. L. 224-3. (1) Le présent chapitre ne s'applique pas:

- a) aux contrats de crédit garantis par une hypothèque ou par une autre sûreté comparable sur un immeuble, ou par un droit lié à un bien immobilier;
- b) aux contrats de crédit destinés à permettre l'acquisition ou le maintien de droits de propriété d'un terrain ou d'un immeuble existant ou à construire;
- c) aux contrats de crédit dont le montant total du crédit est inférieur à 200 euros ou supérieur à 75.000 euros;
- d) aux contrats de location ou de crédit-bail dans le cadre desquels l'obligation d'acheter l'objet du contrat n'est prévue ni par le contrat lui-même ni par un contrat séparé; une telle obligation est réputée exister si le prêteur en décide ainsi unilatéralement;
- e) aux contrats de crédit accordés sous la forme d'une facilité de découvert, remboursable dans un délai d'un mois;
- f) aux contrats de crédit sans intérêts et sans autres frais et aux contrats de crédit en vertu desquels le crédit doit être remboursé dans un délai ne dépassant pas trois mois, et pour lesquels ne sont requis que des frais négligeables;
- g) aux contrats de crédit qui sont accordés par un employeur à ses salariés à titre accessoire, sans intérêts, à des taux annuels effectifs globaux inférieurs à ceux pratiqués sur le marché et qui ne sont pas proposés au public en général;
- h) aux contrats de crédit conclus avec une entreprise d'investissement, telle que définie à l'article 4, paragraphe (1), de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, ou avec un établissement de crédit, tel que défini à l'article 4 de la directive 2006/48/CE, aux fins de permettre à un investisseur d'effectuer une transaction liée à au moins un des instruments dont la liste figure dans la section C de l'annexe I de la directive 2004/39/CE, lorsque l'entreprise d'investissement ou l'établissement de crédit accordant le crédit est associé à cette transaction;
- i) aux contrats de crédit qui sont le fruit d'un accord intervenu devant une juridiction ou toute autre autorité instituée par la loi;
- j) aux contrats de crédit liés au délai de paiement consenti, sans frais, pour le règlement d'une dette existante;
- k) aux contrats de crédit pour la conclusion desquels il est demandé au consommateur de remettre un bien en la possession du prêteur pour sûreté de sa dette, la responsabilité du consommateur étant strictement limitée à ce bien donné en gage;
- l) aux contrats de crédit liés aux prêts qui sont accordés à un public restreint en vertu d'une disposition légale d'intérêt général et à un taux d'intérêt inférieur à celui pratiqué sur le marché, ou sans intérêts, ou à d'autres conditions qui sont plus favorables au consommateur que celles en vigueur sur le marché et à des taux d'intérêt qui ne sont pas supérieurs à ceux pratiqués sur le marché.

(2) Les contrats de crédit prévoyant l'octroi de crédit sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximal de trois mois sont soumis uniquement aux dispositions des articles L. 224-1 à L. 224-3, de l'article L. 224-4, paragraphe (1), des articles L. 224-8 à L. 224-10, de l'article L. 224-11, paragraphes (1), (4) et (5), de l'article L. 224-13, de l'article L. 224-16, de l'article L. 224-18 et des articles L. 224-20 à L. 224-28.

(3) Les contrats de crédit sous forme de dépassement sont uniquement soumis aux dispositions des articles L. 224-1 à L. 224-3, de l'article L. 224-19, de l'article L. 224-21 et des articles L. 224-23 à L. 224-28.

(4) Les contrats de crédit prévoyant que les délais de paiement ou les modes de remboursement font l'objet d'un accord entre le prêteur et le consommateur lorsque le consommateur est déjà en situation de défaut de paiement pour le contrat de crédit initial, dans les cas où:

- a) un tel accord serait susceptible d'écarter l'éventualité d'une procédure judiciaire pour ledit défaut de paiement; et
- b) le consommateur ne serait ainsi pas soumis à des dispositions moins favorables que celles du contrat de crédit initial,

sont uniquement soumis aux dispositions des articles L. 224-1 à L. 224-5, des articles L. 224-8 à L. 224-9, de l'article L. 224-11, paragraphe (1) et paragraphe (2), points a) à i), points l) et r), de l'article L. 224-11, paragraphe (4), de l'article L. 224-12, de l'article L. 224-14, de l'article L. 224-17 et des articles L. 224-19 à L. 224-28 à moins que le contrat de crédit ne tombe sous le champ d'application du paragraphe (2) du présent article auquel cas seules les dispositions dudit paragraphe s'appliquent.

Section 2. Information et pratiques précédant la conclusion du contrat de crédit

Sous-section 1. Publicité

Art. L. 224-4. (1) Toute publicité concernant un contrat de crédit, quel qu'en soit le support, qui indique un taux d'intérêt ou des chiffres liés au coût du crédit pour le consommateur doit mentionner de façon claire, concise et visible à l'aide d'un exemple représentatif les informations de base suivantes:

- a) le taux débiteur et la nature fixe et/ou variable du taux, accompagné d'informations relatives à tous les frais compris dans le coût total du crédit pour le consommateur;
 - b) le montant total du crédit;
 - c) le taux annuel effectif global; pour les contrats de crédit prévoyant l'octroi de crédit sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximal de trois mois, l'indication du taux annuel effectif global n'est pas obligatoire;
 - d) le cas échéant, la durée du contrat de crédit;
 - e) s'il s'agit d'un crédit accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, le prix au comptant et le montant de tout acompte, et
 - f) le cas échéant, le montant total dû par le consommateur et le montant des versements échelonnés.
- Un règlement grand-ducal peut déterminer ce qu'il faut entendre par exemple représentatif.

(2) Si la conclusion d'un contrat concernant un service accessoire lié au contrat de crédit, notamment une assurance, est obligatoire pour l'obtention même du crédit ou en application des clauses et conditions commerciales, et que son coût ne peut être déterminé préalablement, l'obligation de contracter ce service est également mentionnée de façon claire, concise et visible, ainsi que le taux annuel effectif global.

(3) Le présent article s'applique sans préjudice du chapitre relatif aux pratiques commerciales déloyales.

Art. L. 224-5. Est interdite:

- a) toute publicité
 - axée spécifiquement sur l'incitation du consommateur, dans l'impossibilité de faire face à ses dettes, à recourir au crédit; ou
 - indiquant qu'un crédit ou une opération de crédit consistant à regrouper des crédits antérieurs peut être consenti sans élément d'information permettant d'apprécier la situation financière de l'emprunteur; ou
 - mentionne des taux avantageux sans indiquer les conditions particulières ou restrictives auxquelles l'avantage de ces taux est soumis;
- b) toute offre comportant la mention „crédit gratuit“ ou une autre mention équivalente.

Sous-section 2. Informations précontractuelles

Art. L. 224-6. (1) En temps utile avant que le consommateur ne soit lié par un contrat ou une offre de crédit, le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, lui donnent, sur la base des clauses et conditions du crédit proposé par le prêteur et, le cas échéant, des préférences exprimées par le consommateur et des informations fournies par ce dernier, les informations nécessaires à la comparaison des différentes offres pour prendre une décision en connaissance de cause sur la conclusion d'un contrat de crédit. Ces informations sont fournies, sur un support papier ou sur un autre support durable, à l'aide

du formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ repris dans un règlement grand-ducal. Le prêteur est réputé avoir respecté les exigences en matière d'information prévues par le présent paragraphe et à l'article L. 222-3, paragraphes (1) et (2) du présent Code s'il a fourni au consommateur le formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ précité.

Ces informations portent sur:

- a) le type de crédit;
- b) l'identité et l'adresse géographique du prêteur ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse géographique de l'intermédiaire de crédit concerné;
- c) le montant total du crédit et les conditions de prélèvement;
- d) la durée du contrat de crédit;
- e) en cas de crédit accordé sous forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné et de contrats de crédit liés, ce bien ou service et son prix au comptant;
- f) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux et, si disponible, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux initial débiteur, ainsi que les périodes, conditions et procédures d'adaptation du taux. Si différents taux débiteurs s'appliquent en fonction des circonstances, les informations susmentionnées portent sur tous les taux applicables;
- g) le taux annuel effectif global et le montant total dû par le consommateur, à l'aide d'un exemple représentatif qui mentionne toutes les hypothèses utilisées pour calculer ce taux; si le consommateur a indiqué au prêteur un ou plusieurs éléments du crédit qu'il privilégie, tels la durée du contrat de crédit ou le montant total du crédit, le prêteur doit tenir compte de ces éléments; si un contrat de crédit offre au consommateur différentes possibilités quant au prélèvement de crédit, assorties de frais ou de taux débiteurs différents, et que le prêteur applique l'hypothèse que le crédit est prélevé suivant la méthode de prélèvement la plus fréquemment utilisée pour ce type de contrat de crédit, le prêteur doit indiquer que l'utilisation d'une autre méthode de prélèvement pour ce type de crédit peut avoir pour conséquence l'application de taux annuels effectifs globaux plus élevés;
- h) le montant, le nombre et la périodicité des paiements à effectuer par le consommateur et, le cas échéant, l'ordre dans lequel les paiements seront affectés aux différents soldes dus fixés à des taux débiteurs différents aux fins du remboursement;
- i) le cas échéant, les frais de tenue d'un ou de plusieurs comptes destinés à enregistrer tant les opérations de paiement que les prélèvements, à moins que l'ouverture du compte ne soit facultative, les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant à la fois des opérations de paiement et des prélèvements, ainsi que tous autres frais découlant du contrat de crédit et les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés;
- j) le cas échéant, l'existence de frais de notaire dus par le consommateur à la conclusion du contrat de crédit;
- k) l'obligation de contracter un service accessoire lié au contrat de crédit, notamment une assurance, lorsque la conclusion d'un contrat concernant ce service est obligatoire pour l'obtention même du crédit ou en application des clauses et conditions commerciales;
- l) le taux d'intérêt applicable en cas de retard de paiement, ainsi que les modalités d'adaptation de celui-ci et, le cas échéant, les frais d'inexécution;
- m) un avertissement concernant les conséquences des impayés;
- n) le cas échéant, les sûretés exigées;
- o) l'existence ou l'absence d'un droit de rétractation;
- p) le droit de procéder à un remboursement anticipé et, le cas échéant, le droit du prêteur à une indemnité ainsi que le mode de calcul de cette indemnité conformément à l'article L. 224-17;
- q) le droit du consommateur d'être informé immédiatement et sans frais du résultat de la consultation d'une base de données aux fins de l'évaluation de la solvabilité, conformément à l'article L. 224-10, paragraphe (2);
- r) le droit du consommateur de se voir remettre, sur demande et sans frais, un exemplaire du projet de contrat de crédit. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec le consommateur, et

s) le cas échéant, le délai pendant lequel le prêteur est lié par les informations précontractuelles.

Toutes les informations complémentaires que le prêteur souhaite donner au consommateur sont fournies dans un document distinct qui peut être annexé au formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ visé au premier alinéa.

(2) En cas de communication par téléphonie vocale visée à l'article L. 222-15 du présent Code, la description des principales caractéristiques du service financier visée à l'article L. 222-15, paragraphe (2), point b) comporte au moins les informations prévues au paragraphe (1), points c), d), e), f) et h) du présent article, le taux annuel effectif global au moyen d'un exemple représentatif et le montant total dû par le consommateur.

(3) Lorsque le contrat a été conclu, à la demande du consommateur, en recourant à un moyen de communication à distance qui ne permet pas de fournir les informations requises conformément au paragraphe (1), notamment dans le cas visé au paragraphe (2), le prêteur fournit au consommateur la totalité des informations précontractuelles par le biais du formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ visé au paragraphe (1) immédiatement après la conclusion du contrat de crédit.

(4) Sur demande, le consommateur reçoit, sans frais, outre le formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ visé au paragraphe (1), un exemplaire du projet de contrat de crédit. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec le consommateur.

(5) Dans le cas d'un contrat de crédit en vertu duquel les paiements effectués par le consommateur n'entraînent pas immédiatement un amortissement correspondant du montant total du crédit, mais servent à reconstituer le capital aux périodes et dans les conditions prévues par le contrat de crédit ou par un contrat accessoire, l'information précontractuelle requise en vertu du paragraphe (1) comporte une déclaration claire et concise selon laquelle les contrats de crédit de ce type ne garantissent pas le remboursement du montant total du crédit tiré au titre du contrat de crédit, sauf si une telle garantie est donnée.

Art. L. 224-7. Le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, fournissent au consommateur, et, s'il y a lieu, sur base des préférences exprimées éventuellement par ce dernier, les explications lui permettant de comparer les différentes offres et de déterminer si le contrat de crédit proposé est adapté à ses besoins et à sa situation financière. Ils se basent notamment sur les données reprises dans le formulaire „informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs“ visé à l'article L. 224-6, paragraphe (1), et attirent l'attention du consommateur sur les caractéristiques essentielles des produits proposés et les effets particuliers qu'ils peuvent avoir sur lui, y compris les conséquences d'un défaut de paiement du consommateur.

Sous-section 3. Exigences en matière d'information précontractuelle applicables à certains contrats de crédit

Art. L. 224-8. (1) Par dérogation à l'article L. 224-6, paragraphe (1), en temps utile avant que le consommateur ne soit lié par un contrat de crédit ou une offre concernant un contrat de crédit visé à l'article L. 224-3, paragraphes (2) ou (4), le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, lui donnent, sur la base des clauses et conditions du crédit proposé par le prêteur et, s'il y a lieu, des préférences exprimées par le consommateur et des informations fournies par ce dernier, les informations nécessaires à la comparaison de différentes offres pour prendre une décision en connaissance de cause sur une éventuelle conclusion d'un contrat de crédit.

Ces informations sont fournies sur un support papier ou sur un autre support durable et elles ont toutes la même visibilité. Elles sont fournies à l'aide du formulaire „informations européennes en matière de crédit aux consommateurs“ repris dans un règlement grand-ducal. Le prêteur est réputé avoir respecté les exigences en matière d'information prévues par le présent paragraphe et à l'article L. 222-14, paragraphes (1) et (2) du présent Code, s'il a fourni au consommateur le formulaire „les informations européennes en matière de crédit aux consommateurs“.

Les informations portent sur:

- a) le type de crédit;
- b) l'identité et l'adresse géographique des parties contractantes ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse géographique de l'intermédiaire de crédit concerné;
- c) le montant total du crédit;
- d) la durée du contrat de crédit;
- e) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux débiteur initial, les frais applicables dès la conclusion du contrat de crédit et, le cas échéant, les conditions dans lesquelles ces frais pourront être modifiés;
- f) le taux annuel effectif global à l'aide d'exemples représentatifs mentionnant toutes les hypothèses utilisées pour calculer ce taux;
- g) les conditions et les modalités selon lesquelles le contrat de crédit peut être résilié;
- h) pour les contrats de crédit visés à l'article L. 224-3, paragraphe (2), le cas échéant, une indication selon laquelle il peut être demandé à tout moment au consommateur de rembourser le montant total du crédit;
- i) le taux d'intérêt applicable en cas de retard de paiement, ainsi que les modalités d'adaptation de celui-ci et, le cas échéant, les frais d'inexécution;
- j) le droit du consommateur d'être informé immédiatement et sans frais du résultat de la consultation d'une base de données aux fins de l'évaluation de la solvabilité, conformément à l'article L. 224-10, paragraphe (2);
- k) pour les contrats de crédit conclus conformément à l'article L. 224-3, paragraphe (2), les frais applicables dès la conclusion du contrat et le cas échéant, les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés;
- l) le cas échéant, le délai pendant lequel le prêteur est lié par les informations précontractuelles.

(2) Pour les contrats de crédit visés à l'article L. 224-3, paragraphe (2), il n'est pas nécessaire d'indiquer le taux annuel effectif global.

(3) Pour les contrats de crédit visés à l'article L. 224-3, paragraphe (4), les informations fournies au consommateur conformément au paragraphe (1) du présent article incluent également:

- a) le montant, le nombre et la périodicité des paiements à effectuer par le consommateur et, le cas échéant, l'ordre dans lequel les paiements seront affectés aux différents soldes dus fixés à des taux débiteurs différents aux fins du remboursement; et
- b) le droit de procéder à un remboursement anticipé et, le cas échéant, le droit du prêteur à une indemnité ainsi que le mode de calcul de cette indemnité.

Toutefois, si le contrat de crédit relève du champ d'application de l'article L. 224-3, paragraphe (2), seules les dispositions prévues au paragraphe (1) du présent article s'appliquent.

(4) En cas de communication par téléphonie vocale et lorsque le consommateur demande que la facilité de découvert soit immédiatement disponible, la description des principales caractéristiques du service financier comporte au moins les informations prévues au paragraphe (1), points c), e), f) et h). En outre, pour les contrats de crédit visés au paragraphe (3), la description des principales caractéristiques mentionne la durée du contrat de crédit.

(5) Sans préjudice de la dérogation visée à l'article L. 224-3, paragraphe (1), point e), les contrats de crédit accordés sous la forme de facilité de découvert remboursable dans un délai d'un mois sont soumis aux exigences prévues au paragraphe (4), première phrase, du présent article.

(6) Sur demande, le consommateur reçoit, sans frais, outre les informations visées aux paragraphes (1) à (4), un exemplaire du projet de contrat de crédit contenant les informations contractuelles prévues à l'article L. 224-11, pour autant que celui-ci soit applicable. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec le consommateur.

(7) Lorsque le contrat a été conclu, à la demande du consommateur, en recourant à un moyen de communication à distance qui ne permet pas de fournir les informations requises conformément aux

paragraphes (1) et (3), y compris dans les cas visés au paragraphe (4), le prêteur, immédiatement après la conclusion du contrat de crédit, respecte l'obligation qui lui incombe en vertu des paragraphes (1) et (3) en fournissant au consommateur les informations contractuelles conformément à l'article L. 224-11, dans la mesure où celui-ci s'applique.

Sous-section 4. Dérogations aux informations précontractuelles requises

Art. L. 224-9. Les articles L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-8 ne s'appliquent pas aux fournisseurs de biens ou aux prestataires de services agissant en qualité d'intermédiaires de crédit à titre accessoire. La présente disposition ne porte pas atteinte à l'obligation du prêteur de veiller à ce que le consommateur reçoive les informations précontractuelles visées auxdits articles.

Sous-section 5. Obligation d'évaluer la solvabilité du consommateur

Art. L. 224-10. (1) Avant de conclure le contrat de crédit, le prêteur évalue la solvabilité du consommateur à partir d'un nombre suffisant d'informations. A cet effet, le consommateur est tenu de communiquer au prêteur les informations nécessaires dont les engagements financiers en cours et les revenus courants. Si le consommateur réside dans un autre Etat membre, le prêteur consulte, si nécessaire, les bases de données appropriées de l'Etat membre où le consommateur a sa résidence habituelle.

(2) Si le rejet d'une demande de crédit se fonde sur la consultation d'une base de données, le prêteur informe le consommateur sans délai et sans frais du résultat de cette consultation et de l'identité de la base de données consultée.

Les informations sont communiquées, à moins que cette communication ne soit interdite par une autre législation nationale ou ne soit contraire aux objectifs d'ordre public ou de sécurité publique.

(3) Le paragraphe (2) est sans préjudice de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

(4) Si les parties conviennent d'un commun accord de modifier le montant total du crédit après la conclusion du contrat, le prêteur met à jour les informations financières dont il dispose concernant le consommateur et évalue la solvabilité de celui-ci avant toute augmentation significative du montant total du crédit.

Section 3. Informations et droits concernant les contrats de crédit

Sous-section 1. Informations à mentionner dans les contrats de crédit

Art. L. 224-11. (1) Les contrats de crédit sont établis sur un support papier ou sur un autre support durable.

Toutes les parties contractantes reçoivent un exemplaire du contrat de crédit.

(2) Le contrat de crédit mentionne, de façon claire et concise:

- a) le type de crédit;
- b) l'identité et l'adresse géographique des parties contractantes ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse géographique de l'intermédiaire de crédit concerné;
- c) la durée du contrat de crédit;
- d) le montant total du crédit et les conditions de prélèvement;
- e) si le crédit est accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, ou dans le cas des contrats de crédit lié, ce produit ou service et son prix au comptant;
- f) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux et, le cas échéant, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux débiteur initial, ainsi que les périodes, conditions et procédures d'adaptation du taux, et si différents taux débiteurs s'appliquent en fonction des circonstances, les informations susmentionnées portent sur tous les taux applicables;

- g) le taux annuel effectif global et le montant total dû par le consommateur, calculés au moment de la conclusion du contrat de crédit; toutes les hypothèses utilisées pour calculer ce taux sont mentionnées;
- h) le montant, le nombre et la périodicité des paiements à effectuer par le consommateur et, le cas échéant, l'ordre dans lequel les paiements seront affectés aux différents soldes dus fixés à des taux débiteurs différents aux fins du remboursement;
- i) en cas d'amortissement du capital d'un contrat de crédit à durée fixe, le droit du consommateur de recevoir, à sa demande et sans frais, à tout moment durant toute la durée du contrat, un relevé, sous la forme d'un tableau d'amortissement.

Ce tableau d'amortissement indique

- les paiements dus ainsi que les périodes et conditions de paiement de ces montants;
- la ventilation de chaque remboursement entre l'amortissement du capital, les intérêts calculés sur la base du taux débiteur et, le cas échéant, les coûts additionnels.
- Si le taux d'intérêt n'est pas fixe ou si les coûts additionnels peuvent être modifiés en vertu du contrat de crédit, le tableau d'amortissement indique, de manière claire et concise, que les données mentionnées dans le tableau ne seront valables que jusqu'à la modification suivante du taux débiteur ou des coûts additionnels conformément au contrat de crédit;
- j) s'il y a paiement de frais et intérêts sans amortissement du capital, un relevé des périodes et des conditions de paiement des intérêts débiteurs et des frais récurrents et non récurrents annexes;
- k) le cas échéant, les frais de tenue d'un ou de plusieurs comptes destinés à enregistrer tant les opérations de paiement que les prélèvements, à moins que l'ouverture d'un compte ne soit facultative, les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant à la fois des opérations de paiement et des prélèvements, ainsi que tous autres frais découlant du contrat de crédit et les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés;
- l) le taux d'intérêt applicable en cas de retard de paiement applicable au moment de la conclusion du contrat de crédit et les modalités d'adaptation de ce taux, ainsi que, le cas échéant, les frais d'inexécution;
- m) un avertissement relatif aux conséquences des paiements manquants;
- n) le cas échéant, l'existence de frais notariaux;
- o) les sûretés et assurances exigées, le cas échéant;
- p) l'existence ou l'absence d'un droit de rétractation, la période durant laquelle ce droit peut être exercé et les autres conditions pour l'exercer, y compris des informations sur l'obligation incombant au consommateur de payer le capital prélevé (*draw down*) et les intérêts conformément à l'article L. 224-15, paragraphe (2), point b), et le montant de l'intérêt journalier;
- q) des informations concernant les droits résultant de l'article L. 224-16 ainsi que leurs conditions d'exercice;
- r) le droit au remboursement anticipé, la procédure à suivre en cas de remboursement anticipé ainsi que, le cas échéant, des informations sur le droit du prêteur à une indemnité et le mode de calcul de cette indemnité;
- s) la procédure à suivre pour exercer le droit de résiliation du contrat de crédit;
- t) l'existence ou non de procédures extrajudiciaires de réclamation et de recours accessibles au consommateur et, si de telles procédures existent, les modalités d'accès à ces dernières;
- u) le cas échéant, les autres clauses et conditions contractuelles;
- v) le cas échéant, le nom et l'adresse de l'autorité de surveillance compétente.

(3) En cas d'application du paragraphe (2), point i), le prêteur met à disposition du consommateur, sans frais et à tout moment durant toute la durée du contrat de crédit, un relevé de compte sous la forme d'un tableau d'amortissement.

(4) Dans le cas d'un contrat de crédit en vertu duquel les paiements effectués par le consommateur n'entraînent pas immédiatement un amortissement correspondant du montant total du crédit, mais servent à reconstituer le capital aux périodes et dans les conditions prévues par le contrat de crédit ou par un contrat accessoire, l'information requise en vertu du paragraphe (2) comporte une déclaration

claire et concise selon laquelle les contrats de crédit de ce type ne comportent pas de garantie de remboursement du montant total du crédit prélevé au titre de contrat de crédit, sauf si une telle garantie est donnée.

(5) Par dérogation au paragraphe (1), pour les contrats de crédit accordés sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximal de trois mois, les informations suivantes sont fournies, de façon claire et concise:

- a) le type de crédit;
- b) l'identité et l'adresse géographique des parties contractantes ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse géographique de l'intermédiaire de crédit concerné;
- c) la durée du contrat de crédit;
- d) le montant total du crédit et les conditions de prélèvement;
- e) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux et, si disponible, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux initial débiteur, ainsi que les périodes, conditions et procédures d'adaptation du taux et, si différents taux débiteurs s'appliquent en fonction des circonstances, les informations susmentionnées portent sur tous les taux applicables;
- f) le coût total pour le consommateur, calculé au moment de la conclusion du contrat de crédit;
- g) une indication selon laquelle il peut être demandé à tout moment au consommateur de rembourser le montant total du crédit;
- h) la procédure à suivre pour exercer le droit de rétractation du contrat de crédit;
- i) les informations portant sur les frais applicables dès la conclusion du contrat et, le cas échéant, sur les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés.

Sous-section 2. Information sur le taux débiteur

Art. L. 224-12. (1) Le consommateur est informé d'une modification du taux débiteur, sur un support papier ou sur un autre support durable, avant que la modification n'entre en vigueur. Cette information indique le montant des paiements à effectuer après l'entrée en vigueur du nouveau taux débiteur et précise si le nombre ou la périodicité des paiements change.

(2) Toutefois, les parties peuvent convenir dans le contrat de crédit que l'information visée au paragraphe (1) est communiquée périodiquement au consommateur, lorsque la modification du taux débiteur résulte d'une modification d'un taux de référence, que le nouveau taux de référence est rendu public par des moyens appropriés et que l'information relative au nouveau taux de référence est également disponible dans les locaux du prêteur.

Sous-section 3. Obligations relatives au contrat de crédit prenant la forme d'une facilité de découvert

Art. L. 224-13. (1) Lorsqu'un contrat de crédit est consenti sous la forme d'une facilité de découvert, le consommateur est régulièrement informé, sur un support papier ou sur un autre support durable, à l'aide d'un relevé de compte comportant les informations suivantes:

- a) la période précise sur laquelle porte le relevé de compte;
- b) les montants prélevés et la date des prélèvements;
- c) le solde du relevé précédent et la date de celui-ci;
- d) le nouveau solde;
- e) la date et le montant des paiements effectués par le consommateur;
- f) le taux débiteur appliqué;
- g) tous les frais ayant été appliqués;
- h) le cas échéant, le montant minimal à payer.

(2) En outre, le consommateur est informé sur un support papier ou sur un autre support durable, des augmentations du taux débiteur ou des frais dont il est redevable avant que ces modifications n'entrent en vigueur.

Toutefois, les parties peuvent convenir dans le contrat de crédit que l'information relative aux modifications du taux débiteur est communiquée de la manière visée au paragraphe (1), si la modification du taux débiteur résulte de la modification d'un taux de référence, le nouveau taux de référence est rendu public par des moyens appropriés et l'information relative au nouveau taux de référence est également disponible dans les locaux du prêteur.

Sous-section 4. Contrats de crédit à durée indéterminée

Art. L. 224-14. (1) Le consommateur peut procéder à tout moment et sans frais à la résiliation type d'un contrat de crédit à durée indéterminée, à moins que les parties n'aient convenu d'un délai de préavis. Ce délai ne peut être supérieur à un mois.

Si le contrat de crédit le prévoit, le prêteur peut procéder à la résiliation type d'un contrat de crédit à durée indéterminée en donnant au consommateur un préavis d'au moins deux mois établi sur un support papier ou sur un autre support durable.

(2) Si le contrat de crédit le prévoit, le prêteur peut, pour des raisons objectivement justifiées, mettre un terme au droit de prélèvement du consommateur dans le cadre d'un contrat de crédit à durée indéterminée. Le prêteur informe le consommateur de la résiliation et des motifs de celle-ci sur un support papier ou sur un autre support durable, si possible avant la résiliation et au plus tard immédiatement après, à moins que la communication de cette information ne soit interdite par la loi ou ne s'oppose à des objectifs d'ordre public ou de sécurité publique.

Sous-section 5. Droit de rétractation

Art. L. 224-15. (1) Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours calendrier pour se rétracter du contrat de crédit, sans indication de motif.

Ce délai de rétractation commence à courir:

- a) le jour de la conclusion du contrat de crédit, ou
- b) le jour où le consommateur reçoit les clauses et conditions contractuelles ainsi que les informations prévues à l'article L. 224-11, si cette date est postérieure à celle visée au point a) du présent alinéa.

(2) Si le consommateur exerce son droit de rétractation:

- a) pour que sa rétractation soit effective avant l'expiration du délai visé au paragraphe (1), il la notifie au prêteur, en suivant les instructions pratiques fournies par ce dernier conformément à l'article L. 224-11, paragraphe (2), point p) et de manière à ce que la preuve de cette notification puisse être administrée conformément au droit luxembourgeois. Le délai est réputé respecté si la notification, à condition d'avoir été faite sur un support papier ou sur un autre support durable à la disposition du prêteur et auquel il a accès, a été envoyée avant l'expiration du délai; et
- b) il paie au prêteur le capital et les intérêts cumulés sur ce capital depuis la date à laquelle le crédit a été prélevé jusqu'à la date à laquelle le capital est payé, sans retard indu et au plus tard trente jours calendrier après avoir envoyé la notification de la rétractation au prêteur. Les intérêts sont calculés sur la base du taux débiteur convenu. Le prêteur n'a droit à aucune autre indemnité versée par le consommateur en cas de rétractation, excepté une indemnité pour les frais non récupérables que le prêteur aurait payés à une administration publique. Toutefois, si le remboursement ne s'opère pas dans le délai de trente jours calendrier, la somme due est majorée de plein droit au taux de l'intérêt légal en vigueur à compter du premier jour après l'expiration du délai.

(3) L'exercice du droit de rétractation par le consommateur dans le cadre de son contrat de crédit entraîne la résolution de plein droit et sans pénalité des contrats accessoires.

(4) Si le consommateur dispose d'un droit de rétractation conformément au présent article, les articles L. 222-18 et L. 222-19 du présent Code et l'article 10 de la loi modifiée concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes ne s'appliquent pas.

(5) Le présent article ne s'applique pas aux contrats de crédit dont la loi exige qu'ils soient conclus par acte authentique devant un notaire, pour autant que le notaire confirme que le consommateur jouit des droits prévus aux articles L. 224-6, L. 224-7 et L. 224-11.

Sous-section 6. Contrats de crédit liés

Art. L. 224-16. (1) Lorsque le consommateur a exercé pour un contrat concernant la fourniture de biens ou la prestation de services un droit de rétractation fondé sur l'article L. 222-5, l'article L. 222-18 et l'article L. 223-6 du présent Code, l'article 10 de la loi modifiée concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes et de l'article 62-3 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurances, il n'est plus tenu par un contrat de crédit lié.

(2) Le consommateur a le droit d'exercer un recours à l'encontre du prêteur s'il a exercé un recours contre le fournisseur sans obtenir gain de cause comme il pouvait y prétendre conformément à la loi ou au contrat de fourniture de biens ou de prestation de services lorsque les biens ou les services faisant l'objet d'un contrat de crédit lié

- a) ne sont pas fournis, ou
- b) ne le sont qu'en partie, ou
- c) ne sont pas conformes au contrat de fourniture de biens ou de prestation de services.

Sous-section 7. Remboursement anticipé

Art. L. 224-17. (1) Le consommateur a le droit de s'acquitter par anticipation à tout moment, intégralement ou partiellement, des obligations qui lui incombent en vertu du contrat de crédit. Dans ce cas, il a droit à une réduction du coût total du crédit, qui correspond aux intérêts et frais dus pour la durée résiduelle du contrat. Le consommateur notifie son intention au prêteur par écrit ou sur un autre support durable. Après avoir pris connaissance de l'intention du consommateur, le prêteur lui communique sans délai le montant exact de la réduction du coût total du crédit et de l'indemnité prévue au paragraphe (2).

(2) En cas de remboursement anticipé du crédit, le prêteur a droit à une indemnité équitable et objectivement justifiée pour les coûts éventuels liés directement au remboursement anticipé du crédit, à condition que le remboursement anticipé intervienne pendant une période à taux fixe.

Cette indemnité ne peut dépasser 1% du montant du crédit faisant l'objet du remboursement anticipé si le délai entre le remboursement anticipé et la date de fin du contrat de crédit convenue dans ce dernier est supérieur à un an. Si le délai ne dépasse pas un an, l'indemnité ne peut pas dépasser 0,5% du montant du crédit faisant l'objet d'un remboursement anticipé.

Toutefois, le prêteur peut exceptionnellement exiger une indemnité supérieure s'il peut prouver que le préjudice qu'il a subi du fait du remboursement anticipé dépasse le montant fixé en application de l'alinéa précédent.

Si l'indemnité exigée par le prêteur dépasse le préjudice effectivement subi, le consommateur peut réclamer une réduction à due concurrence.

Dans ce cas, le préjudice consiste dans la différence entre le taux d'intérêt de référence initialement convenu et le taux d'intérêt de référence auquel le prêteur peut à nouveau prêter sur le marché le montant remboursé par anticipation, et prend en compte l'impact du remboursement anticipé sur les frais administratifs.

(3) L'indemnité éventuelle ne saurait dépasser le montant d'intérêt que le consommateur aurait payé durant la période entre le remboursement anticipé et la date de fin du contrat de crédit convenue.

(4) Le prêteur ne peut réclamer une indemnité qu'à la seule condition que le montant du remboursement anticipé dépasse 10.000 euros au cours d'une période de douze mois.

(5) Aucune indemnité n'est réclamée au consommateur:

- a) si le remboursement anticipé a été effectué en exécution d'un contrat d'assurance destiné à garantir le remboursement du crédit;
- b) en cas de facilité de découvert; ou
- c) si le remboursement anticipé intervient dans une période pour laquelle le taux débiteur n'est pas fixe.

Sous-section 8. Cession des droits

Art. L. 224-18. (1) Lorsque les droits du prêteur au titre d'un contrat de crédit ou le contrat lui-même sont cédés à un tiers, le consommateur peut faire valoir à l'égard du cessionnaire tout moyen de défense qu'il pouvait invoquer à l'égard du prêteur initial, y compris le droit à une compensation pour autant que celle-ci est légalement autorisée.

(2) Le consommateur est informé de la cession visée au paragraphe (1), sauf lorsque le prêteur initial, en accord avec le cessionnaire, continue à gérer le crédit vis-à-vis du consommateur.

Sous-section 9. Dépassement

Art. L. 224-19. (1) Dans le cas d'un accord visant à ouvrir un compte courant, où il est possible qu'un dépassement soit autorisé au consommateur, le contrat mentionne également les informations visées à l'article L. 224-8, paragraphe (1), point e). Dans tous les cas, le prêteur fournit ces informations sur un support papier ou sur un autre support durable à intervalles réguliers.

(2) Dans le cas d'un dépassement significatif qui se prolonge pendant une période supérieure à un mois, le prêteur informe le consommateur, sans délai, sur un support papier ou sur un autre support durable:

- a) du dépassement;
- b) du montant concerné;
- c) du taux débiteur;
- d) de toutes pénalités et de tous frais ou intérêts sur arriérés qui sont applicables.

(3) Lorsque le dépassement se prolonge pendant une période supérieure à trois mois, le prêteur propose sans délai au consommateur un autre type de crédit.

Section 4. Calcul du taux annuel effectif global

Art. L. 224-20. (1) Le taux annuel effectif global équivaut, sur une base annuelle, à la valeur actualisée de l'ensemble des engagements (prélèvements, remboursements et frais), existants ou futurs, convenus par le prêteur et le consommateur. La formule mathématique à utiliser pour calculer le taux annuel effectif global est fixée par règlement grand-ducal.

(2) Pour calculer le taux annuel effectif global, on détermine le coût total du crédit pour le consommateur, à l'exception des frais dont ce dernier est redevable en cas de non-exécution d'une quelconque de ses obligations figurant dans le contrat de crédit, et des frais, autres que le prix d'achat, lui incombant lors d'un achat de biens ou de services, que celui-ci soit effectué au comptant ou à crédit.

Les frais de tenue d'un compte sur lequel sont portés tant les opérations de paiement que les prélèvements, les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant d'effectuer à la fois des opérations de paiement et des prélèvements ainsi que d'autres frais relatifs aux opérations de paiement sont inclus dans le coût total du crédit pour le consommateur, sauf si l'ouverture du compte est facultative et que les frais liés au compte ont été indiqués de manière claire et distincte dans le contrat de crédit ou tout autre contrat conclu avec le consommateur.

(3) Le calcul du taux annuel effectif global repose sur l'hypothèse que le contrat de crédit restera valable pendant la durée convenue et que le prêteur et le consommateur rempliront leurs obligations selon les conditions et dans les délais précisés dans le contrat de crédit.

(4) Pour les contrats de crédit comportant des clauses qui permettent des adaptations du taux débiteur et, le cas échéant, des frais entrant dans le taux annuel effectif global mais ne pouvant pas faire l'objet d'une quantification au moment du calcul, le taux annuel effectif global est calculé en partant de l'hypothèse que le taux débiteur et les autres frais resteront fixes par rapport au niveau initial et s'appliqueront jusqu'au terme du contrat de crédit.

(5) Si nécessaire, les hypothèses supplémentaires à arrêter par règlement grand-ducal peuvent être utilisées pour le calcul du taux annuel effectif global.

Section 5. Prêteurs et intermédiaires de crédit

Sous-section 1. Contrôle des prêteurs et des intermédiaires de crédit

Art. L. 224-21. (1) Nul ne peut être établi au Luxembourg comme prêteur et conclure des contrats de crédit au sens du présent chapitre, s'il n'a obtenu au préalable soit l'autorisation écrite du Ministre ayant dans ses attributions le secteur financier, au cas où le requérant est un professionnel de ce secteur, soit l'autorisation écrite du Ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement, au cas où le requérant exerce à titre principal une activité visée par la loi du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement. En vue de l'obtention d'une telle autorisation, les personnes physiques et, dans le cas de personnes morales, les membres des organes d'administration et de gestion ainsi que les associés en mesure d'exercer une influence significative sur la conduite des affaires, doivent justifier de leur honorabilité professionnelle. L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes garanties d'une activité irréprochable.

L'autorisation ne peut être accordée qu'à des personnes qui possèdent une qualification professionnelle adéquate en matière de contrats de crédit à la consommation. Au cas où le requérant exerce à titre principal une activité visée par la loi du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement, la qualification professionnelle requise pour l'exercice de son activité principale est à considérer comme qualification professionnelle adéquate au sens du présent alinéa.

L'autorisation peut être retirée aux personnes qui n'observent pas les dispositions du présent chapitre et de ses règlements d'exécution.

Les décisions concernant l'octroi, le refus ou le retrait des autorisations prévues par le présent chapitre peuvent être déférées aux juridictions administratives.

Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai d'un mois à partir de la notification de la décision entreprise.

La liste des autorisations délivrées ainsi que les modifications y survenues dans la suite sont publiées au Mémorial.

(2) Les intermédiaires de crédit établis au Luxembourg doivent se faire inscrire sur une liste à établir par le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions. Cette obligation d'inscription vaut également pour les intermédiaires de crédit agissant à titre accessoire dans le cadre de leur activité professionnelle principale visée par la loi du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement.

Lors de cette inscription, les intermédiaires de crédit dévoilent également l'identité du prêteur et son adresse géographique.

Un règlement grand-ducal peut arrêter les modalités exactes à respecter pour cette inscription.

La liste des intermédiaires de crédit sera publiée, à des fins d'information, sur le site Internet du ministère ayant la protection des consommateurs dans ses attributions.

Sous-section 2. Certaines obligations des intermédiaires de crédit vis-à-vis des consommateurs

Art. L. 224-22. (1) Un intermédiaire de crédit indique, tant dans sa publicité que dans les documents destinés aux consommateurs, de manière claire, concise et visible, l'étendue de ses pouvoirs, notamment s'il travaille à titre exclusif avec un ou plusieurs prêteurs ou en qualité de courtier indépendant.

(2) Avant la conclusion du contrat de crédit, tous les frais éventuels dus par le consommateur à l'intermédiaire de crédit pour ses services sont communiqués au consommateur et convenus entre celui-ci et l'intermédiaire de crédit sur support papier ou autre support durable.

(3) L'intermédiaire de crédit communique tous les frais éventuels dont mention au paragraphe (2) au prêteur aux fins du calcul du taux annuel effectif global.

Section 6. Dispositions d'exécution

Sous-section 1. Dispositions impératives

Art. L. 224-23. Les dispositions du présent chapitre ne peuvent être contournées par le biais du libellé des contrats, notamment en intégrant des prélèvements ou des contrats de crédit relevant du champ d'application du présent chapitre dans des contrats de crédit dont le caractère ou le but permettrait d'éviter l'application de celle-ci.

Tout libellé contraire à l'alinéa qui précède est réputé nul et non écrit.

Sous-section 2. Sanctions

Art. L. 224-24. Toute clause ou toute combinaison de clauses d'un contrat de crédit, conclue en violation du présent chapitre et de ses règlements d'exécution, est réputée nulle et non écrite. Cette nullité ne peut toutefois être invoquée que par le consommateur.

Art. L. 224-25. (1) Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 500 euros à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement le prêteur qui aura conclu ou tenté de conclure des contrats de crédit au sens du présent chapitre sans être en possession de l'autorisation requise par l'article L. 224-21.

(2) Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement, l'annonceur qui, sans mentionner les informations prescrites par l'article L. 224-4 ou sans respecter les interdictions prévues par l'article L. 224-5, aura fait une publicité visant exclusivement ou partiellement le marché luxembourgeois, ou une offre affichée dans des locaux commerciaux, par laquelle il se déclare prêt à octroyer un crédit ou à servir d'intermédiaire pour la conclusion de contrats de crédit.

(3) Sera puni des mêmes peines le prêteur ou l'intermédiaire de crédit qui aura conclu ou tenté de conclure par démarchage à domicile des contrats visés par le présent chapitre.

(4) Sera puni des mêmes peines le prêteur ou l'intermédiaire de crédit qui, dans le but de détourner les dispositions du présent chapitre ou de ses règlements d'exécution, aura réparti ou tenté de répartir le montant du crédit sur plusieurs contrats.

(5) Sera puni d'une amende de 251 euros à 10.000 euros

- a) le prêteur qui aura conclu ou tenté de conclure un contrat de crédit au sens du présent chapitre:
- sans établir le contrat sur un support écrit ou sur un autre support durable dans les conditions prévues par l'article L. 224-6, paragraphe (1), l'article L. 224-8, paragraphe (1) et l'article L. 224-11, paragraphe (1), ou
 - sans fournir les informations prévues par les articles L. 224-6, L. 224-8 et L. 224-9, ou
- b) le prêteur qui, après la conclusion du contrat,
- n'aura pas fourni les informations prescrites aux articles L. 224-11 à L. 224-13 et à l'article L. 224-19; ou
 - n'aura pas transmis sur un support écrit ou sur un autre support durable les informations prévues par l'article L. 224-12, paragraphe (1), les articles L. 224-13 à L. 224-14 et l'article L. 224-19, paragraphe (1).

Sera puni des mêmes amendes l'intermédiaire de crédit qui aura conclu ou tenté de conclure des contrats de crédit pour le compte du prêteur.

(6) Sera puni des mêmes amendes l'intermédiaire de crédit qui ne se sera pas inscrit sur la liste prévue par l'article L. 224-21, paragraphe (2). Sera puni des mêmes amendes l'intermédiaire de crédit qui n'aura pas respecté les obligations prévues par l'article L. 224-22.

Sous-section 3. Résolution extrajudiciaire des litiges

Art. L. 224-26. (1) La Commission de surveillance du secteur financier (ci-après Commission) est compétente pour recevoir les réclamations des clients des prêteurs qui tombent sous sa surveillance, aux fins de régler à l'amiable ces réclamations en cas de violation alléguée des dispositions du présent chapitre et ses règlements d'exécution.

Toute autre partie intéressée, y compris les associations de consommateurs, peuvent soumettre des réclamations à la Commission en cas de violation alléguée des dispositions du présent chapitre et ses règlements d'exécution.

En cas de litige transfrontalier, la Commission est habilitée à coopérer, aux fins d'un règlement à l'amiable des réclamations, avec les entités des autres Etats membres habilitées à traiter des réclamations des consommateurs en vertu de l'article 24, paragraphe (1) de la directive 2008/48/CE.

(2) Les procédures du présent article s'exercent sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires.

Sous-section 4. Dispositions finales

Art. L. 224-27. Mesures transitoires

(1) Le présent chapitre ne s'applique pas aux contrats de crédit en cours à la date d'entrée en vigueur du présent Code.

(2) Toutefois, les articles L. 224-12 à L. 224-14, l'article L. 224-18 ainsi que l'article L. 224-19, paragraphe (1), deuxième phrase, et paragraphe (2), s'appliquent également aux contrats de crédit à durée indéterminée en cours à la date d'entrée en vigueur du présent Code.

(3) Le paragraphe (2) de l'article L. 224-21 du présent chapitre entre en vigueur six mois après la date d'entrée en vigueur du présent Code.

Chapitre 5. Voyages à forfait

Section 1. Champ d'application

Art. L. 225-1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux personnes physiques ou morales qui, à titre principal ou accessoire et de façon habituelle, se livrent ou apportent leur concours, quelles que soient les modalités de leur rémunération, aux opérations consistant en l'organisation ou la vente:

- a) de voyages ou de séjours individuels ou collectifs;
- b) de services pouvant être fournis à l'occasion de voyages ou de séjours, notamment la délivrance de titres de transport, la réservation de chambres dans des établissements hôteliers ou d'hébergement touristique, la délivrance de bons d'hébergement ou de restauration;
- c) de services liés à l'accueil touristique, notamment la prise en charge du client et l'organisation de visites, de congrès ou de manifestations apparentées;
- d) de voyages, vacances et circuits à forfait, tel que le forfait est défini à l'article L. 225-2 ci-après.

Art. L. 225-2. Constitue un forfait la prestation résultant de la combinaison préalable d'au moins deux opérations portant respectivement sur le transport, le logement ou d'autres services touristiques non accessoires au transport ou au logement et représentant une part significative dans le forfait, lorsque cette prestation dépasse vingt-quatre heures ou inclut une nuitée et qu'elle est vendue ou offerte à la vente à un prix tout compris, même si les diverses opérations constituant le forfait sont facturées séparément au client.

Art. L. 225-3. Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas:

- a) aux associations, groupements et organismes qui, avant la date du 9 juillet 1994, assument la gestion de centres de vacances ou de loisirs, de centres de placement de vacances pour les jeunes de moins

de dix-huit ans, de villages de vacances ou de maisons familiales dans le cadre exclusif des activités propres à ces institutions y compris le transport lié au séjour.

Elles ne s'appliquent pas non plus à l'extension ou à la modification des installations déjà existantes et dont la gestion est assumée par des associations, groupements et organismes rentrant dans les prévisions de l'alinéa ci-dessus.

Ne rentrant pas non plus dans le champ d'application du présent chapitre, les personnes morales qui, postérieurement à la date du 9 juillet 1994, entreprennent des activités telles que visées à l'alinéa 1er ci-dessus, à condition que ces personnes morales soient reconnues d'utilité publique conformément à la loi;

- b) aux personnes physiques ou morales qui effectuent les opérations mentionnées à l'article L. 225-1 c) pour des services dont elles sont elles-mêmes producteurs;
- c) aux personnes physiques ou morales exploitant un établissement hôtelier ou d'hébergement touristique pour la réservation de chambres dans leur propre établissement;
- d) aux personnes physiques ou morales assurant le transport de voyageurs, hormis les cas visés à l'article L. 225-1 d) ci-dessus;
- e) aux personnes physiques ou morales autorisées à effectuer la location de véhicules.

Section 2. Les agents de voyages

Art. L. 225-4. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 225-3, les opérations mentionnées à l'article L. 225-1 ne peuvent être effectuées que par des personnes physiques ou morales ayant la qualité d'agent de voyages.

Art. L. 225-5. Les autorisations d'exercice de l'activité d'agent de voyages sont soumises aux dispositions de la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, ainsi qu'aux dispositions de ses règlements d'application.

Elles ne peuvent être accordées que si les requérants justifient en outre des garanties et assurances nécessaires prévues à l'article L. 225-6 ci-après.

Art. L. 225-6. L'agent de voyages doit justifier d'une garantie financière suffisante en fonction du programme d'activités dans le domaine des voyages, vacances ou circuits à forfait, propre à assurer, en cas de faillite ou d'insolvabilité, le remboursement aux acheteurs des fonds reçus au titre des prestations énumérées à l'article L. 225-1, et résultant de l'engagement d'un organisme de garantie collective, d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance crédit et caution, cette garantie financière incluant les frais de rapatriement éventuel et devant, en ce cas, être immédiatement mobilisable sur le territoire national.

Le montant, les modalités et l'utilisation de la garantie financière sont fixés par règlement grand-ducal.

Il doit en outre justifier d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle.

Art. L. 225-7. L'agent de voyages qui entend s'établir au Luxembourg doit disposer d'un établissement stable d'après la définition du droit fiscal en matière d'impôts directs.

Section 3. Les contrats relatifs aux voyages, vacances ou séjours à forfait

Art. L. 225-8. Les dispositions de la présente section s'appliquent aux contrats entre un agent de voyages et ses acheteurs portant sur des voyages, vacances ou séjours à forfait.

Art. L. 225-9. Si l'agent de voyages met à la disposition de ses acheteurs une brochure contenant la description des prestations offertes, il doit y fournir des informations claires et précises notamment sur le contenu des prestations relatives au transport et au séjour, sur le prix et les modalités de paiement, sur les conditions d'annulation du contrat ainsi que sur les conditions de franchissement des frontières.

Les éléments de cette information préalable sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. L. 225-10. L'information préalable au sens de l'article L. 225-9 ci-dessus engage l'agent de voyages, à moins que des modifications de ces informations n'aient été portées à la connaissance des intéressés par écrit avant la conclusion du contrat.

Il ne peut être apporté de modification à l'information préalable que si l'agent de voyages s'en réserve expressément la faculté, sans préjudice des modifications ultérieures intervenant à la suite d'un accord entre les parties au contrat.

Art. L. 225-11. Le contrat conclu entre l'agent de voyages et l'acheteur doit comporter toutes indications relatives aux noms et adresses de l'organisateur, du vendeur, du garant et de l'assureur, à la détermination des prestations fournies, aux prix et modalités de paiement, aux droits et obligations réciproques des parties en matière notamment de révision éventuelle des prix, d'annulation ou de cession du contrat, ainsi qu'à la remise des documents.

Les détails concernant les dispositions du contrat sont fixés par règlement grand-ducal.

Avant la conclusion du contrat, toutes les clauses du contrat consignées par écrit doivent être communiquées à l'acheteur.

Le contrat conclu en violation des dispositions du présent article est nul; cette nullité ne peut toutefois être invoquée que par l'acheteur.

Art. L. 225-12. L'acheteur peut céder son contrat, après en avoir informé l'agent de voyages avant le début du voyage ou du séjour, à une personne qui remplit toutes les conditions requises pour le voyage ou le séjour. Le cédant et le cessionnaire sont responsables solidairement, vis-à-vis de l'agent de voyages, du paiement du solde du prix ainsi que des frais supplémentaires éventuels occasionnés par cette cession.

Le délai dont dispose l'acheteur pour céder son contrat est fixé par règlement grand-ducal.

Art. L. 225-13. Les prix prévus au contrat ne sont pas révisibles, sauf si celui-ci prévoit expressément la possibilité d'une révision tant à la hausse qu'à la baisse et en détermine les modalités précises de calcul. Une révision des prix ne peut avoir lieu que pour tenir compte des variations:

- a) du coût des transports, lié notamment au coût du carburant;
- b) des redevances et taxes afférentes aux prestations offertes, telles que les taxes de débarquement et d'atterrissage dans les ports et aéroports;
- c) des taux de change appliqués au voyage ou au séjour considéré.

Au cours des vingt jours qui précèdent la date de départ prévue, le prix fixé au contrat ne peut faire l'objet d'une majoration.

Art. L. 225-14. L'agent de voyages doit fournir à l'acheteur, par écrit, avant le début du voyage, les informations suivantes:

- 1) Les horaires, les lieux des escales et des correspondances ainsi qu'en cas de voyage par bateau ou par train, l'indication de la place à occuper par le voyageur si ce dernier a fait des réservations.
- 2) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale de l'organisateur ou du vendeur ou, à défaut, les noms, adresse et numéro de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider l'acheteur en cas de difficultés.
- 3) Pour les voyages et séjours de mineurs d'âge à l'étranger, les informations permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour.
- 4) Une information sur la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les frais d'annulation par l'acheteur ou d'un contrat d'assistance couvrant les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie.

Art. L. 225-15. Lorsque, avant le départ, le respect d'un des éléments essentiels du contrat est rendu impossible par suite d'un événement extérieur qui s'impose à l'agent de voyages, celui-ci doit dans les trois jours en avertir l'acheteur et informer ce dernier de la faculté dont il dispose de résilier le contrat endéans les sept jours, à moins qu'il n'accepte la modification au contrat proposée par l'agent de voyages.

Lorsque l'acheteur résilie le contrat, il a droit, sans supporter de pénalités ou de frais, au remboursement de la totalité des sommes qu'il a versées, dans un délai de dix jours à compter de la date de résiliation du contrat. L'acheteur peut également opter dans le cas visé à l'alinéa 1er pour une prestation de qualité équivalente ou même supérieure, sans majoration de prix, qui lui serait offerte en substitution par l'agent de voyages. Si la prestation offerte en substitution est de qualité inférieure, l'acheteur a droit au remboursement de la différence de prix.

La faculté de résiliation, dans les conditions du présent article, s'applique également en cas de révision à la hausse du prix du contrat intervenant conformément aux conditions prévues à l'article L. 225-13 ci-avant.

Art. L. 225-16. Lorsque, avant le départ, l'agent de voyages résilie le contrat en l'absence de faute de l'acheteur, la totalité des sommes versées par ce dernier lui sont restituées dans un délai de dix jours à compter de la date de résiliation du contrat sans préjudice des dommages et intérêts auxquels celui-ci pourrait prétendre.

Art. L. 225-17. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 225-10, l'acheteur n'a pas droit à des dommages et intérêts lorsque le contrat est résilié par l'agent de voyages avant le départ pour l'une des raisons suivantes:

- l'annulation résulte du fait que le nombre de personnes inscrites pour le forfait est inférieur au nombre minimum exigé et que l'acheteur est informé de l'annulation par écrit, dans les délais indiqués dans la description du forfait;
- l'annulation, à l'exclusion d'une surréservation, est imputable à un cas de force majeure, à savoir à des circonstances étrangères à celui qui l'invoque, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées malgré toutes les diligences déployées.

Art. L. 225-18. Lorsque, après le départ, un des éléments essentiels du contrat ne peut être exécuté, l'agent de voyages doit, sauf impossibilité dûment justifiée, proposer à l'acheteur des prestations au moins équivalentes en remplacement de celles qui ne sont pas fournies.

L'agent de voyages prend à sa charge les suppléments de prix qui en résultent ou rembourse à l'acheteur la différence de prix entre les prestations prévues et fournies.

En cas d'impossibilité pour l'agent de voyages de proposition des prestations en remplacement ou si l'acheteur, pour des raisons valables, n'accepte pas la modification proposée, l'agent de voyages doit lui procurer les titres de transport nécessaires à son retour sans préjudice des dommages et intérêts auxquels l'acheteur pourrait prétendre.

Section 4. La responsabilité de l'agent de voyages

Art. L. 225-19. L'agent de voyages est responsable de plein droit à l'égard de l'acheteur de la bonne exécution des obligations résultant du contrat visé à l'article L. 225-8, que ces obligations soient à exécuter par lui-même ou par d'autres prestataires de service, nonobstant son droit de recours contre ceux-ci.

Toutefois il peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité en apportant la preuve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable soit à l'acheteur, soit au fait, imprévisible et insurmontable, d'un tiers étranger à la fourniture des prestations prévues au contrat, soit à un cas de force majeure. Néanmoins, et hormis le cas de manquements imputables à l'acheteur, l'agent de voyage est tenu de faire diligence pour venir en aide à l'acheteur en difficulté.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 211-2 du présent Code, les partis au contrat visé à l'article L. 225-8 peuvent convenir, pour les cas d'inexécution d'une des obligations en résultant, hormis les cas de dol ou de faute lourde assimilable au dol, de limiter la réparation à laquelle pourrait prétendre l'acheteur du chef de dommages autres que corporels.

Art. L. 225-20. Dans les cas où l'inexécution porte sur une prestation faisant l'objet de dispositions de droit international particulières quant à la réparation à laquelle peut être tenu ou bien l'agent de voyages à quelque titre que ce soit, ou bien un autre prestataire de services, il y a lieu à application de ces dispositions nonobstant les règles édictées à l'article L. 225-19.

LIVRE 3.

MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE LA CONSOMMATION

TITRE 1.

Organes consultatifs et compétents**Chapitre 1. Autorités compétentes**

Art. L. 311-1. Le présent livre s'applique à tout acte ou toute omission contraire aux dispositions du présent Code et aux lois protégeant les intérêts des consommateurs lorsque l'acte ou l'omission porte ou est susceptible de porter atteinte aux intérêts collectifs des consommateurs résidant au Luxembourg ou lorsque le professionnel responsable de l'acte ou de l'omission est établi sur le territoire du Luxembourg ou lorsque des preuves ou des actifs en rapport avec l'acte ou l'omission se trouvent sur le territoire du Luxembourg.

Art. L. 311-2. Pour l'application du présent livre, on entend par

- 1) „Règlement 2006/2004“, le Règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs.
- 2) „Agent habilité“, l'agent d'une autorité compétente désignée comme responsable pour l'application du Règlement 2006/2004 ainsi que des titres 1 et 2 du présent livre.
- 3) „Lois protégeant les intérêts des consommateurs“, celles définies par l'article 3 a) du Règlement 2006/2004.
- 4) „Règlement 261/2004“, le Règlement (CE) No 261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le Règlement (CEE) No 295/91.

Art. L. 311-3. Les compétences du Bureau de liaison unique prévues par le Règlement 2006/2004 sont assumées par le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions.

Art. L. 311-4. Sous réserve des compétences spéciales définies à l'article L. 311-5 du présent Code, le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions est l'autorité compétente prévue tant par le Règlement 2006/2004 pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs que par le Règlement 261/2004.

Art. L. 311-5. (1) La Commission de surveillance du secteur financier est l'autorité compétente prévue par le Règlement 2006/2004 pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes qui tombent sous sa surveillance dans le cadre de l'article 2 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier.

(2) Le Commissariat aux Assurances est l'autorité compétente prévue par le Règlement 2006/2004 pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs dans le secteur des assurances et des réassurances et des intermédiaires d'assurances conformément à l'article 2.2. de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

(3) Le Ministre ayant la santé dans ses attributions est l'autorité compétente prévue par le Règlement 2006/2004 pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs pour toutes les questions relatives à la publicité pour des médicaments à usage humain visées sous le point 13) de l'annexe du Règlement 2006/2004.

Art. L. 311-6. (1) Le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions désigne les agents habilités parmi les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'administration et ceux de la carrière moyenne ayant au moins la fonction d'inspecteur.

(2) La Direction de la Commission de surveillance du secteur financier désigne les agents habilités parmi les fonctionnaires de la carrière supérieure visés à l'article 13 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier.

(3) La Direction du Commissariat aux Assurances désigne les agents habilités parmi les fonctionnaires de la carrière supérieure visés à l'article 12 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

(4) Le Ministre ayant la santé dans ses attributions désigne les agents habilités parmi les pharmaciens inspecteurs visés à l'article 6 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé.

Art. L. 311-7. (1) Les agents habilités désignés par le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions ainsi que par le Ministre ayant la santé dans ses attributions ont la qualité d'officier de police judiciaire pour les besoins de l'application du présent Code.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le tribunal d'arrondissement de leur domicile le serment suivant: „Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.“

L'article 458 du Code Pénal leur est applicable.

(2) Pour les besoins de l'application du présent Code, les agents habilités désignés par la Direction de la Commission de surveillance du secteur financier ainsi que par la Direction du Commissariat aux Assurances exercent les pouvoirs qui découlent des lois et règlements pour lesquels ils ont reçu compétence de les appliquer.

Art. L. 311-8. (1) Pour l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées par le présent Code, les autorités compétentes désignées peuvent procéder aux perquisitions nécessaires.

(2) Les agents habilités peuvent accéder à tous locaux, terrains ou moyens de transport à usage professionnel, prendre ou obtenir la communication des livres, factures et tous autres documents professionnels et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications.

Ils devront en tout état de cause présenter au vendeur ou fournisseur, ou à l'occupant des lieux ou à leur représentant l'ordonnance autorisant la perquisition telle que prévue au paragraphe suivant.

(3) Les agents habilités ne peuvent procéder aux perquisitions en tous lieux professionnels, ainsi qu'à la saisie de documents, que sur autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent *ratione loci* ou le magistrat qui le remplace. Si la perquisition doit se faire dans les deux arrondissements, une ordonnance unique délivrée par l'un des présidents compétents est suffisante. Le juge doit vérifier que la mesure de perquisition et de saisie est justifiée et proportionnée au but recherché; la requête doit comporter tous les éléments d'information requis à cet égard. L'autorisation du juge doit indiquer, sous peine de nullité, l'objet de la perquisition et son but.

(4) La perquisition et la saisie s'effectuent sous l'autorité et le contrôle du juge qui les a autorisées. Il désigne un ou plusieurs officiers de police judiciaire chargés de mener ces opérations et de le tenir informé de leur déroulement. Si les nécessités de la perquisition l'exigent, le juge peut, après en avoir donné avis au procureur d'Etat de son tribunal, se transporter avec son greffier dans toute l'étendue du territoire national pour assister aux perquisitions.

Le juge assisté de son greffier peut se rendre dans les locaux pendant l'intervention. A tout moment, il peut décider la suspension ou l'arrêt de la perquisition.

(5) L'ordonnance visée au paragraphe (3) est susceptible des voies de recours comme en matière d'ordonnances du juge d'instruction. Les voies de recours ne sont pas suspensives.

(6) La perquisition ne peut commencer avant six heures trente minutes ni après vingt heures.

(7) La perquisition doit être effectuée en présence du professionnel ou de l'occupant des lieux ou de leur représentant. En cas d'impossibilité, l'agent habilité doit inviter la personne concernée à dési-

gner un représentant de son choix; à défaut, l'agent habilité choisit deux témoins requis à cet effet par lui en dehors des personnes relevant de son autorité administrative. Les agents habilités ainsi que le professionnel ou l'occupant ou leur représentant peuvent seuls prendre connaissance des pièces et documents avant leur saisie.

(8) Les objets et les documents et autres choses saisis sont inventoriés dans le procès-verbal. Si leur inventaire sur place présente des difficultés, ils font l'objet de scellés jusqu'au moment de leur inventaire, en présence des personnes qui ont assisté à la perquisition.

(9) Le procès-verbal des perquisitions et des saisies est signé par le professionnel, ou l'occupant des lieux ou leur représentant et par les personnes qui y ont assisté; en cas de refus de signer, le procès-verbal en fait mention. Il leur est laissée copie du procès-verbal.

(10) La présence de l'avocat est autorisée pendant toute la procédure de perquisition et de saisie.

(11) Les objets et les documents et autres choses saisis sont déposés auprès de l'autorité ayant exécuté la perquisition ou confiés à un gardien de la saisie.

(12) L'autorité ayant exécuté la perquisition peut ordonner d'office et à tout moment la mainlevée totale ou partielle des saisies effectuées.

(13) Les intéressés peuvent obtenir, à leurs frais, copie ou photocopie des documents saisis.

Art. L. 311-9. (1) L'autorité compétente à caractère général prévue à l'article L. 311-4 du présent chapitre reçoit les plaintes des passagers aériens conformément à l'article 16, paragraphe (2) du Règlement 261/2004, constate l'existence d'une violation du Règlement 261/2004 et a le pouvoir d'enjoindre, par voie de décision, le transporteur aérien:

- a) d'indemniser dans un délai maximum d'un mois le passager conformément à l'article 7 du Règlement 261/2004;
- b) de rembourser dans un délai maximum d'un mois le billet d'avion vers la destination finale ou d'origine que le passager aérien a dû se procurer lorsque la violation aux dispositions du Règlement 261/2004 consiste dans un défaut d'assistance prévu à l'article 8 du Règlement 261/2004;
- c) de verser au passager aérien dans un délai maximum d'un mois une indemnité forfaitaire de respectivement 25 euros pour des rafraîchissements non offerts, de 50 euros pour une restauration non offerte, de 200 euros pour un hébergement en hôtel non offert, de 25 euros pour le transport non offert depuis l'hôtel à l'aéroport, et/ou de 50 euros pour le non-respect par le transporteur aérien effectif de l'article 9, paragraphe (2) lorsque la violation aux dispositions du Règlement 261/2004 consiste en le défaut de prise en charge tel que prévu à l'article 9 du Règlement 261/2004;
- d) de se conformer aux obligations énoncées aux articles 10, 11 et 14 du Règlement 261/2004.

Les injonctions précitées sont cumulables.

(2) Est puni d'une amende allant de 251 euros à 50.000 euros le défaut d'observer la décision définitive de l'autorité compétente à caractère général mentionnée au paragraphe précédent.

Chapitre 2. Conseil de la consommation

Art. L. 312-1. Il est institué auprès du Ministre ayant l'économie dans ses attributions un organisme consultatif dénommé Conseil de la consommation composé de manière paritaire et comprenant, outre quatre représentants du gouvernement, quatre délégués des organisations protectrices des intérêts collectifs des consommateurs agréées conformément à l'article L. 313-1 du présent Code ainsi que quatre représentants des organisations patronales.

Il a pour mission:

- de promouvoir l'échange de vues entre le gouvernement, des organisations protectrices des intérêts collectifs des consommateurs agréées conformément à l'article L. 313-1, et des organisations patronales;

- de favoriser la concertation entre les représentants des intérêts des consommateurs et les délégués des organisations patronales pour tous les problèmes relevant du domaine de la protection des consommateurs;
- d'étudier et d'émettre, à la demande du Ministre ayant l'économie dans ses attributions, des avis sur les questions lui soumises.

La composition exacte et le mode de fonctionnement du Conseil de la consommation sont régis par règlement grand-ducal.

Chapitre 3. Agrément

Art. L. 313-1. (1) Le droit d'intenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs est reconnu à toute association:

1. qui a comme objet la protection des intérêts collectifs des consommateurs;
2. qui justifie, à la date de la demande d'agrément, d'une année d'existence à compter de la date de la constitution;
3. qui justifie d'une activité effective et publique en vue de la défense des intérêts collectifs des consommateurs;
4. qui réunit, à la date de la demande d'agrément, un nombre de membres suffisant eu égard au cadre de son activité;
5. qui est valablement constituée conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif et qui répond aux exigences de cette loi.

(2) L'agrément des organisations est accordé par décision du Ministre ayant dans ses attributions la protection des consommateurs, qui informe la Commission de l'Union européenne de sa décision si l'organisation agréée en fait la demande.

(3) L'agrément ouvre droit à inscription sur la liste publiée au Journal officiel de l'Union européenne en application de l'article 4, point 3 de la directive 2009/22/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs.

(4) L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans et il est renouvelable.

(5) Les demandes d'agrément et de renouvellement sont adressées par lettre recommandée avec avis de réception au Ministre ayant dans ses attributions la protection des consommateurs.

(6) La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant la date d'expiration de l'agrément en cours.

(7) L'agrément est retiré lorsque les conditions énumérées au paragraphe (1) ne sont plus remplies.

(8) Le droit d'intenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs est également reconnu au Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions ainsi qu'à la Commission de surveillance du secteur financier, au Commissariat aux Assurances et au Ministre ayant la santé dans ses attributions.

Art. L. 313-2. Les organisations agréées au titre de l'article L. 313-1 et les organisations justifiant d'une inscription sur la liste publiée au Journal officiel de l'Union européenne en application de l'article 4, point 3 de la directive 2009/22/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs peuvent agir devant la juridiction luxembourgeoise compétente pour faire cesser ou interdire tout agissement illicite au regard des lois qui leur confèrent ce droit. Cette action n'est valablement introduite que pour autant que les intérêts protégés par ces organisations sont lésés et que l'objet social de l'organisation justifie le fait qu'elle intente une action dans une affaire donnée.

TITRE 2.

Actions en cessation

Art. L. 320-1. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux articles L. 112-1 à L. 112-8, du présent Code.

L'action en cessation est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 euros à 50.000 euros.

Art. L. 320-2. (1) Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête de toute personne, d'un groupement professionnel, des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du présent Code, du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier ou du Commissariat aux Assurances, peut ordonner la cessation des actes contraires aux dispositions des articles L. 121-1 à L. 122-7 du présent Code et aux règlements d'application y afférents, même en l'absence de preuve d'une perte ou d'un préjudice réel ou d'une intention ou d'une négligence de la part de l'annonceur.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

En cas de publicité trompeuse ou de publicité comparative illicite, le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut:

- a) exiger que l'annonceur apporte des preuves concernant l'exactitude matérielle des données de fait contenues dans la publicité si, compte tenu des intérêts légitimes de l'annonceur et de toute autre partie à la procédure, une telle exigence paraît appropriée au vu des circonstances du cas d'espèce, et dans le cas de la publicité comparative, exiger que l'annonceur fournisse ses preuves à bref délai;
- b) considérer des données de fait comme inexactes si les preuves exigées conformément au point a) ne sont pas apportées ou sont estimées insuffisantes.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

(2) Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision prononcée en vertu du paragraphe (1) du présent article et coulée en force de chose jugée est punie d'une amende de 251 euros à 120.000 euros.

Art. L. 320-3. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, à la requête de toute personne, d'un groupement professionnel, des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du présent Code, du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier ou du Commissariat aux Assurances, peut constater le caractère abusif d'une clause ou d'une combinaison de clauses au sens des articles L. 211-2 et L. 211-3 du présent Code et dire que cette clause ou combinaison de clauses est réputée nulle et non écrite.

Les organisations, le Ministre ou les entités visés à l'alinéa précédent peuvent également diriger contre un ou plusieurs professionnels du même secteur économique ou leurs organisations professionnelles une action en suppression d'une ou de plusieurs clauses abusives dans les modèles de conventions habituellement proposés par les professionnels aux consommateurs et proposés par les organisations professionnelles à leur membre.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision prononcée en vertu du présent article coulée en force de chose jugée est punie d'une amende de 251 euros à 50.000 euros.

Les personnes, les groupements professionnels et les organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du présent Code peuvent se constituer partie civile devant les juridictions répressives relativement aux faits portant un préjudice à leurs intérêts particuliers ou collectifs.

Art. L. 320-4. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du présent Code et du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux dispositions des articles L. 222-1 à L. 222-11 et L. 223-1 à L. 223-12 du présent Code et aux règlements d'application y afférents.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision prononcée en vertu du présent article coulée en force de chose jugée est punie d'une amende de 251 euros à 50.000 euros.

Art. L. 320-5. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du présent Code, du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la Commission de surveillance du secteur financier ou du Commissariat aux Assurances, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux dispositions des articles L. 224-1 à L. 224-23 et L. 224-27 du présent Code et aux règlements d'application y afférents.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision prononcée en vertu du présent article coulée en force de chose jugée est punie d'une amende de 251 euros à 50.000 euros.

Art. L. 320-6. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du présent Code, ou de la Commission de surveillance du secteur financier, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux dispositions L. 222-12 à L. 222-22 du présent Code.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action en cessation est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 euros à 50.000 euros.

Art. L. 320-7. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par l'article L. 313-1 et suivant du présent Code, ou du Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux articles L. 111-1, L. 212-1 à L. 212-13 et L. 225-1 à L. 225-20 du présent Code et aux règlements d'application y afférents.

L'action en cessation est introduite selon la procédure applicable devant le tribunal des référés. Le magistrat président la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale statue comme juge du fond. Le délai d'appel est de quinze jours.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 euros à 50.000 euros.

*

Luxembourg, le 31 mars 2011

Le Président-Rapporteur,
Alex BODRY

